

هفتا من الامری

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12579 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 10 JUILLET 1985

Les Grands et le terrorisme

On comprend la rage avec laquelle M. Reagan, champion du retour à la loi et à l'ordre à l'intérieur et de la restauration de la puissance américaine à l'extérieur, s'en prend à cette maladie des temps modernes qu'est le terrorisme.

Si la guerre entre États « civilisés » est pratiquement interdite par la dissuasion nucléaire, la prise d'otages et le chantage ont pris pour une part le relais des actes de violence dans les relations internationales : le simple touriste, tout autant que le diplomate, subit dans sa personne ce que le président des États-Unis assimile à juste titre à un « acte de guerre ».

Les imprécations que M. Reagan a déversées, dans un discours devant les avocats américains, contre les terroristes et ceux qui les hébergent n'en sont pas moins un aveu d'impuissance. Le président en appelle au droit international pour mettre fin au fléau : mais comment le mettre en œuvre ? Il proclame le droit pour les États-Unis de se faire justice eux-mêmes par des actions « unilatérales » : mais la liste des pays qu'il désigne à la vindicte populaire témoigne d'un manque de discernement. Ni la Libye, ni l'Iran, ni la Corée du Nord, ni même le Nicaragua, qui ne cache guère son soutien aux guérilleros du Salvador, ne sont certes à l'abri du soupçon d'encouragement au terrorisme. Mais pourquoi avoir tué le nom de la Syrie, qui dénonçait au contraire le département d'État ?

L'explication se trouve, bien sûr, dans le rôle positif joué par le président Assad lors de la libération des passagers américains de la TWA prisonniers des chutes au Liban. De même, le renouveau proposé à la suite de cette affaire — le boycottage de l'aéroport de Beyrouth — peut-il apparaître dérisoire et injuste : la compagnie aérienne libanaise n'avait rien à voir, que l'on sache, avec le détournement et la prise d'otages.

Reste que le président Reagan a pu régler en moins de trois semaines une crise comparable à celle des otages de Téhéran, qui avait coûté plus d'un an d'efforts, — et probablement son siège — à son prédécesseur. Reste aussi que l'Amérique, grâce au langage musclé de ses chefs et à la mobilisation de tous les instants de ses médias, est apparue tout de même plus crédible que d'autres puissances ayant fait face à des situations analogues. Le rapprochement avec l'incertitude qui pèse encore aujourd'hui sur le sort de Jean-Paul Kauffmann, de Michel Serrut et des deux diplomates français détenus au Liban n'en est que plus frappant.

M. Roland Dumas ayant cru bon, également, de rendre hommage au rôle de la Syrie dans l'affaire de la TWA, le moment serait peut-être venu pour la France de taper elle aussi sur la table.

La France et l'Espagne décident de tenir des sommets annuels

Arrivé lundi 8 juillet à Paris, en compagnie de la reine Sophie, pour une visite officielle de trois jours, le roi Juan Carlos d'Espagne a eu dans la soirée un premier entretien avec M. Mitterrand. Il devait rencontrer ce mardi le premier ministre, M. Fabius, et le maire de Paris, M. Chirac, avant d'être fait docteur honoris causa de la Sorbonne. Une déclaration commune signée ce mardi par les ministres des affaires étrangères prévoit un sommet annuel entre le président français et le premier ministre espagnol.

Nous célébrons une amitié revivifiée. Ainsi M. Mitterrand a-t-il réuni, lundi, à l'Élysée, au cours du dîner de gala qu'il offrait au roi Juan Carlos, l'esprit de ces trois jours de rencontre franco-espagnole. Selon le roi, cela « ouvre une ère nouvelle » dans les relations entre les deux pays et cela marquera « une nouvelle étape dans la construction européenne ».

Pour sceller les retrouvailles officielles de Paris et de Madrid, les deux ministres des affaires étrangères, MM. Francisco Fernandez Ordóñez et Roland Dumas, ont signé ce mardi, une déclaration commune (Le Monde, daté 7-8 juillet) instituant un sommet annuel entre les deux capitales.

Il s'agit d'un texte en cinq parties, examinant successivement la coopération politique, culturelle, économique et sociale (des contacts entre hauts fonctionnaires sont prévus), locale et régionale — afin, notamment, de faciliter l'intégration pro-

gressive de l'Espagne à la CEE en évitant que celle-ci ne provoque trop de drames chez les producteurs du Midi — et, enfin, la coopération en matière de sécurité, pour laquelle un « groupe d'études stratégiques » va être créé.

L'innovation majeure de ce texte est de prévoir un « sommet » annuel. De ce fait, le partenariat espagnol est traité par Paris sur le même pied que les deux autres « grands » de la CEE, la Grande-Bretagne et l'Italie. Avec la seule Allemagne fédérale, les sommets sont semestriels, et la coopération instaurée par le traité de 1963 est sensiblement plus étroite.

Des rencontres annuelles entre le président français et le premier ministre espagnol auront lieu alternativement en France et en Espagne.

BERNARD BRIGOLEUX.

(Lire la suite page 3.)

M. Jospin verrouille les candidatures socialistes à la succession de M. Mitterrand

Conforté dans sa position par les conclusions du dernier comité directeur du Parti socialiste, M. Lionel Jospin a fait, lundi 8 juillet, plusieurs mises au point. En se déclarant favorable à une nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988, le premier secrétaire du PS s'est employé à apaiser les querelles et les rivalités que la perspective de cette échéance exacerbe à l'intérieur du parti et à tempérer les ambitions des divers prétendants socialistes à la succession.

N'en déplaise à MM. Michel Rocard, Pierre Mauroy, Laurent Fabius et autres Jean-Pierre Chevènement, qui se bousculent déjà au portillon élyséen, la course à la succession de M. François Mitterrand n'est pas ouverte, pour la simple raison que le président de la République est assuré de le mieux placé pour se succéder à lui-même : « François Mitterrand est encore (...) le meilleur candidat pour 1988. C'est le meilleur présidentiable que nous puissions avoir ».

Par ces deux phrases en forme de lapalissade, M. Lionel Jospin, qui s'exprimait lundi soir au micro de France-Inter, a bel et bien posé la candidature de M. Mitterrand à la prochaine élection présidentielle.

Peut-être même le premier secrétaire du Parti socialiste a-t-il vendu la mèche sur les intentions du chef de l'État.

Est-ce vraiment pure coïncidence si vendredi soir, devant les membres du conrart A (mitterrandiste)

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6.)

BILAN D'UNE DÉCENNIE

Les femmes victimes de la politique

Plus de dix mille femmes sont attendues à Nairobi (Kenya), entre le 10 et le 26 juillet, pour une conférence internationale des Nations unies qui marquera la fin de la Décennie de la femme, décidée à Mexico en 1975. Ce rassemblement sera l'occasion d'établir un bilan des actions menées ces dix dernières années par les États pour l'égalité entre les sexes, le développement et la paix, mais aussi en matière d'éducation, d'emploi et de santé.

Le succès de ces journées n'est pas du tout garanti, bien qu'elles aient été longuement préparées par une conférence internationale, à mi-parcours en 1980 à Copenhague, puis par deux réunions à Vienne et à New-York cette année. Les États-Unis et d'autres pays occidentaux dénoncent la politisation des débats et ont entamé un bras de fer pour que soient minimisés certains thèmes auxquels tiennent les pays non alignés et ceux de l'Est. Quant aux associations féminines, elles craignent de voir la conférence dominée par les intérêts des États.

En réalité, deux conférences parallèles et complémentaires auront lieu à Nairobi avec des thèmes communs mais sans rapport direct entre elles. L'une est le fait des organisations non gouvernementales qui, du 10 au 19, animeront un forum, avec des boutiques, des activités culturelles et une multitude d'ateliers-débats. L'autre rassemblera, du 15 au 26 juillet, les délégations gouvernementales et les membres des organisations ayant statut d'observateurs à l'ONU. De cette dernière conférence, on n'attend que des satisfécit et des déclarations d'intention. Les surprises peuvent venir, en revanche, des associations.

(Lire nos informations page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Suiveur

M. Mitterrand survole mercredi la route du Tour de France. Hommage au premier supporter de France aux héros de la grande boucle ? Pas seulement.

Il y a, dans le peloton des prétendants, un homme dont le destin intrigue. Il connaît naguère la gloire des étapes de grâce avant de sombrer dans les abîmes de l'incompréhension et de l'échec. On le disait, il y a peu, usé, fini, enfoncé. Et le voilà superbe, caracalant en jaune, matant ses opposants de toutes les couleurs.

M. Mitterrand, suiveur attentif, cherchera à percer le secret de Bernard Hinault, le rouleur qui défie le temps.

BRUNO FRAPPAT.

Le Zimbabwe ou la démocratie vaille que vaille

L'ancien Rhodésie blanche « rebelle à la Couronne » de M. Ian Smith devait, sous son nouveau nom de Zimbabwe, devenir la vitrine de la démocratie multiraciale en Afrique. Cinq ans après l'indépendance, on est loin du compte. M. Mugabe, marxiste prudent, vient de gagner les élections mais reste contesté. Il accorde les Blancs, qui ont droit à 20 sièges

sur 100 à l'Assemblée et qui sont largement restés fidèles à M. Smith, d'être des « racistes ». En outre, il traite son vieux adversaire, M. Nkomo, en ennemi plus qu'en opposant dans le jeu démocratique. Aussi peu tolérants que leur chef, des partisans du premier ministre ont saccagé, lundi 8 juillet, dans la banlieue de la capitale Harare, les domiciles

des amis de son grand rival. Le gouvernement a lancé un appel au calme. Tandis que la dissidence se poursuit au Matabeleland, la cohabitation subsiste pourtant, vaille que vaille, entre Noirs et Blancs dans le seul pays d'Afrique où les anciens colons ont conservé une représentation institutionnelle après l'indépendance.

De notre envoyé spécial MICHEL BOLE-RICHARD

Harare. — A quelques kilomètres de Gweru, au cœur des Midlands, la galerie des portraits des directeurs blancs de la Fletcher High School s'arrête net en 1980, date de l'accession à l'indépendance de la Rhodésie rebaptisée Zimbabwe. Entre eux et les photos de leurs successeurs noirs trône une reproduction d'un magnifique lion, satisfait et tranquille. Faut-il y voir un symbole ? Pas du tout, affirme le directeur adjoint, qui sourit à la remarque. Un pur hasard, paraît-il. Le même responsable indiquait pourtant quelques instants plus tôt : « Avant, tout était pour les Blancs. Je n'aurais même pas rêvé être à la place où je suis aujourd'hui. L'indépendance nous a enfin ouvert les portes ».

Le Zimbabwe n'est pas peu fier d'avoir, en douceur, effacé les principaux rouages de l'État. Un travail qui s'est fait à deux homéo-

pathiques et a finalement été accepté par la minorité blanche.

Certes, entre la plus dure période de la guerre et les premières années de pouvoir noir, près de cent cinquante mille Blancs ont quitté le pays, mais nombreux sont ceux qui maintenant veulent rentrer en paradis perdu. Les listes s'allongent à la délégation commerciale du Zimbabwe en Afrique du Sud. Comme l'écrit le journal pro-gouvernemental The Herald : « Les cinq dernières années ont démontré à beaucoup de Blancs, sinon à tous, que leurs craintes étaient sans fondement ».

De fait, les descendants d'anciens colons n'ont pas eu à souffrir de l'arrivée aux commandes de dirigeants noirs. Il n'y a pas eu de revanche mesquine, ni d'expropriation, ni

de campagne anti-Blancs. A écouter certains fermiers, à leur grande surprise, rien n'a véritablement changé pour eux. « On nous a laissé continuer à travailler comme avant », reconnaît M. David Hapelt, qui dirige une ferme de 600 hectares au lieu-dit significatif de Happy Valley. Bien sûr, tout n'est pas parfait. Il y a les restrictions draconiennes du contrôle des changes quand on veut aller à l'étranger, l'impossibilité de récupérer ses avoirs si on désire émigrer, les difficultés à obtenir des prêts ou des pièces de rechange pour le matériel, et les petits conflits de voisinage avec les tribus limitrophes qui ne respectent plus comme avant les propriétés blanches. On critique aussi la baisse du niveau d'enseignement et la dégradation du système médical. Mais chacun s'en accom-

(Lire la suite page 2.)

Cartier



LE GÉNÉ VOYAGE

le mut de Cartier

Le Monde

SCIENCES

Trois images pour un seul astre

L'étude du phénomène du mirage gravitationnel devrait apporter beaucoup à la compréhension de l'univers et à celle de ses débuts

Les géographes à la reconquête du marché

La décentralisation ouvre de nouvelles perspectives à la géographie

Encore faut-il répondre à la demande des usagers

Pages 11 et 12

LIRE

3. TCHÉCOSLOVAQUIE

Trente-cinq ans de répression contre l'Eglise catholique.

5. PROCHE-ORIENT

L'accord Khartoum-Tripoli.

9. JUSTICE

Affaire Villemin : les trois arguments du juge Lambert.

13. CULTURE

Digressions, par Bernard Frank.

26. AFFAIRES

Eurêka : accords de Matra avec l'italien SGS et l'allemand Messerschmitt.

28. ÉCONOMIE

Le dollar à son plus bas niveau depuis neuf mois.

En Guinée

Les conjurés seront exécutés sans procès

(Lire page 2.)

étranger

AFRIQUE

Algérie

APRÈS LES ATTAQUES DE LA PRESSE

Paris se refuse à « entretenir une polémique »

Devant la campagne de presse qui se développe en Algérie contre la France, le Quai d'Orsay a publié lundi après-midi 8 juillet un communiqué laconique : « La France ne veut pas entretenir une polémique avec l'Algérie » et « regrette tout ce qui peut porter atteinte à la qualité et à l'avenir des relations franco-algériennes ».

Depuis le début de l'année, les commémorations algériennes de la guerre d'indépendance affectent, en effet, les rapports avec Paris. Le 8 mai dernier, jour du trentième anniversaire de la répression des émeutes de Sétif, qui avaient fait quelque quarante mille morts, la télévision algérienne diffusait un documentaire. Ce montage se terminait sur des images de la première explosion atomique française à Reggane et laissait entendre que des prisonniers algériens avaient été exposés aux radiations. Le lendemain, l'agence de presse APS enfonçait le clou en diffusant un article accusant clairement la France d'avoir utilisé des moudjahidins comme « cobayes » dans ses expériences nucléaires. Ces mauvais procédés venaient conclure une longue

campagne de presse, plus fondée, à propos de la recrudescence des crimes racistes en France.

Chaque semaine qu'en Algérie les médias sont étroitement contrôlés par le pouvoir, le Quai d'Orsay avait réagi avec une fermeté courtoise, montrant bien qu'il ne croyait guère à une « bavure » imputable à un producteur de télévision irresponsable.

Vendredi 5 juillet, jour de la fête de l'indépendance, l'APS revenait à la charge dans un long article daté d'Oran accusant la France d'avoir transformé l'Algérie tout entière en un « camp de concentration » et de lui avoir fait frôler le « génocide » (le Monde daté 7-8 juillet).

Le lendemain, l'hebdomadaire du FLN, *Révolution africaine*, publiait, en point d'orgue, un dossier de seize pages consacré à la torture, où les généraux français Massu et Bigeard étaient mis dans le même sac que Klaus Barbie et les autres bourreaux nazis de la deuxième guerre mondiale (le Monde du 9 juillet). Il écrivait à propos du

« droit à l'histoire » : « Les Algériens ne sauraient être condamnés à l'amnésie tandis que la France continue de cultiver la mémoire de sa jeunesse par le rappel incessant des faits concernant l'Allemagne nazie et la guerre de 1939-1945. »

Un malaise latent

Pourquoi cette acrimonie ? Ces campagnes de presse traduisent un malaise latent dont les composantes sont certaines manifestations de racisme en France : les reproches faits à Paris en ce qui concerne les enlèvements de gaz et de pétrole, jugés insuffisants par Alger ; la présumée répression française à assurer des transferts de technologie, à travers des sociétés d'économie mixte. En outre, les relations politiques entre les deux pays sont, selon Alger, altérées par la position, jugée pro-marocaine, de la France à propos du conflit du Sahara occidental.

Les autorités algériennes, qui n'ont toujours pas digéré le voyage à l'france du président Mitterrand, ont été passablement irritées par la visite officielle de M. Fabius au Maroc, à la fin avril, et notamment par une « petite phrase » malencontreuse : « C'est la première fois que je me rends dans un pays du Maghreb, et je tenais à ce que ce fut au Maroc. »

La visite de M. Fabius à Alger les 24 et 25 juin dernier semblait avoir remis au peu d'huile dans les rouages. Apparemment, il n'en est rien.

F. F.

CRÉATION D'UNE LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

« Pour la liberté et la dignité »

De notre envoyé spécial

Alger. - Le bruit courait depuis quelques mois en Algérie et dans les milieux de l'immigration parisienne. C'est chose faite. La création d'une Ligue algérienne des droits de l'homme a été annoncée, la semaine dernière. Elle est présidée par M. Abdennour Ali-Yahia, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), avocat réputé qui n'a jamais hésité à défendre les militants de la cause berbère ou ceux du fondamentalisme et de l'intégrisme religieux.

Les statuts de cette Ligue, conformes à la Constitution algérienne et aux dispositions de l'ordonnance 71/70 du 3 décembre 1971 sur les associations, ont été déposés pour agrément au ministère de l'intérieur, dans le même temps que son affiliation était demandée à la Fédé-

ration internationale des droits de l'homme.

M. Ali-Yahia insiste sur le côté apolitique et humanitaire de l'association. Pour lui, « les droits de l'homme se situent dans l'histoire et dans le temps », en partant du principe fondamental que « le peuple algérien n'a pas lutté uniquement contre le colonialisme mais aussi pour avoir droit à sa dignité et à sa liberté ». Il est résolument optimiste en ce qui concerne l'agrement sollicité, car « l'Algérie, héritière du FLN, ne peut pas prêter la défense des droits de l'homme à l'étranger et ne pas les défendre à l'intérieur du pays ».

C'est la première fois qu'une initiative de cet ordre est prise en Algérie où le parti unique coiffe toutes les organisations.

F. F.

Guinée

LES SUITES DU PUTSCH MANQUÉ

Les conjurés seront exécutés sans procès

Le gouvernement guinéen a publié, lundi 8 juillet, une première liste de douze conjurés ayant participé à la tentative de coup d'Etat dans la nuit du 4 au 5 juillet. Le ministre guinéen des affaires étrangères et de la coopération, le capitaine Facinet Touré, a affirmé qu'il n'y aurait pas de procès pour les auteurs du putsch avorté et que tous ceux qui y avaient participé le paieraient de leur vie. « Cela ne veut pas dire que nous ne les punirons pas », a-t-il dit, se bornant à indiquer que les prisonniers étaient toujours en vie.

Il a ajouté que cette tentative de coup d'Etat allait modifier la manière de gouverner du Comité militaire de redressement national (CMRN). « On a dit que nous étions faibles, et que nous ne sommes pas. Nous étions faibles parce qu'il y avait des ennemis dans nos rangs, qui sabotaient ce que nous entreprenions. »

Maintenant, a-t-il ajouté, tout va être différent. Le capitaine Facinet Touré a, d'autre part, annoncé qu'un premier complot, impliquant plusieurs des personnes qui sont actuellement arrêtées, avait été découvert en janvier dernier. Le CMRN, a-t-il expliqué, avait décidé de faire preuve de mansuétude à l'égard des auteurs de ce

complot, qui avait entraîné l'arrestation de quarante et un soldats.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, procédé lundi à un important remaniement des instances dirigeantes du pays, à l'échelon central et local, pour récompenser les personnalités qui ont été arrêtées et qui seraient en fait des membres du CMRN.

La première liste des douze conjurés est la suivante : colonel Diarra Traoré, ministre d'Etat, ministre de l'éducation ; capitaine Mamadi Bayo, ministre de la jeunesse et des sports ; commandant Kabassan Keita, secrétaire d'Etat à l'énergie ; capitaine Lamine Keita, secrétaire permanent du CMRN ; capitaine Ahmadou Kouyate, secrétaire d'Etat à la sécurité ; capitaine Bahourou Conde, préfet de Pita, ancien ministre ; colonel Idrissa Conde, gouverneur de la province de Zérékore ; adjudant-chef Sekou Touré, préfet de Delabé ; capitaine Oumar Kebe, ancien ministre du commerce ; capitaine Kaba Abdourahmane, ancien ministre des transports ; capitaine Mohamed Lamine Sakho, ancien ministre de l'industrie, ambassadeur au Gabon ; capitaine Bakari Sakho, gouverneur de la province de Dabreka. - (AFP, Reuters, UPI.)

Le Zimbabwe ou la démocratie vaille que vaille

(Suite de la première page.)

« Le Zimbabwe ne mourra pas et les blancs s'en vont », a-t-il déclaré. Certes, mais l'économie en souffrira beaucoup, à commencer par l'agriculture. S'il reste encore 4 300 fermiers blancs sur les 5 200 présents à la date de l'indépendance, ceux-ci jouent un rôle capital dans ce grenier de l'Afrique, même si leur importance tend à diminuer par rapport aux petits paysans noirs, qui sont au nombre de 850 000. Cette année, ils ont réalisé la performance de produire près de 40 % de la récolte de maïs, estimée à environ 3 millions de tonnes. Cela grâce aux aides et aux incitations du gouvernement.

Un succès dont le pouvoir peut s'enorgueillir, d'autant que le pays sort d'une période difficile de trois années consécutives de sécheresse. Cette année, les trois denrées principales, maïs, coton et sorgho, qui rapportent à l'Etat de précieuses devises étrangères, seront, en qualité et en quantité, tout à fait exceptionnelles.

La commercialisation de ces produits devrait largement dépasser les 650 millions de dollars américains. Les stocks de maïs, épuisés, pourront être reconstitués, et le surplus exporté, alors que l'an dernier le Zimbabwe a dû en importer 300 000 tonnes.

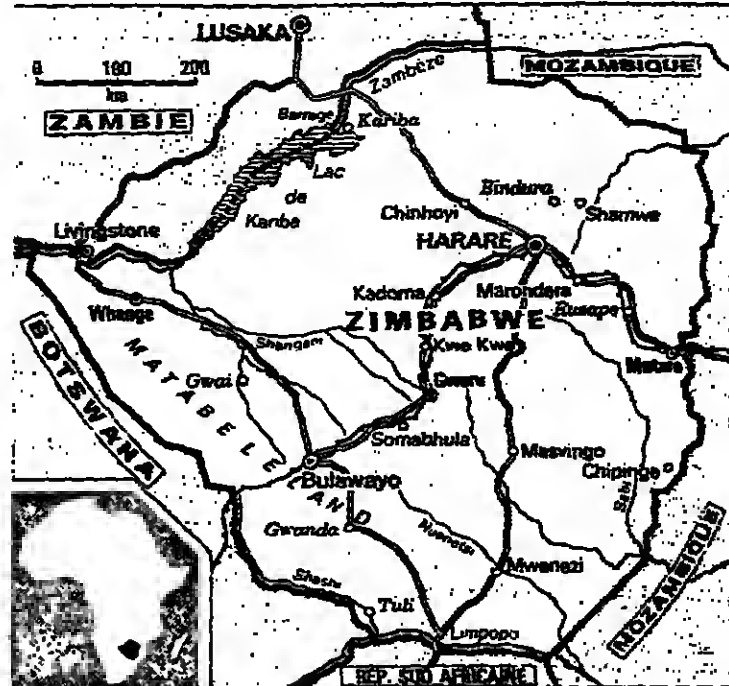
« Des êtres humains à part entière »

Le ministre blanc de l'Agriculture, M. Denis Norman, a donc le sourire, mais les radicaux de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) grincent des dents. L'ambitieux programme d'installation en cinq ans de 162 000 familles sur des terres rachetées aux blancs n'a été que très partiellement réalisé. Seules 30 000 d'entre elles ont pu bénéficier de cette redistribution présentée comme l'une des priorités de M. Mugabe. La sécheresse et aussi le manque de crédit ont eu raison des impératifs socialistes du premier ministre.

De même, la nationalisation des moyens de production a été pratiquement nulle, avec moins de 1 %. Le « socialisme scientifique » prôné par le marxiste-léniniste convaincu que déclare être M. Mugabe, s'est arrêté aux frontières du pragmatisme. Mais les discours radicaux n'en ont pas moins effrayé les investisseurs étrangers. 50 millions de dollars zimbabwéens seulement (1 dollar zimbabwéen vaut environ 6 francs) ont été investis dans le pays depuis l'indépendance. L'économie a pourtant sérieusement besoin d'un coup de fouet. Le revenu par tête a baissé de 15 % en deux ans. Même si le salaire minimum vient d'être augmenté au début juillet de 15 % pour certaines catégories, l'inflation a considérablement rongé le pouvoir d'achat. Un travailleur qui gagnait aujourd'hui 125 dollars ZB par mois, soit le double de son salaire de 1980, a vu néanmoins son pouvoir d'achat réduit de 30 %.

Dans les prochaines années, le Zimbabwe va être confronté aux plus graves difficultés depuis l'indépendance. Faute de créations d'emplois, le chômage atteindra des proportions catastrophiques. Il est impossible d'avoir des données précises en la matière, mais on estime qu'il y aurait environ 1,3 million de sans-travail. Un chiffre alarmant quand on sait que la population du Zimbabwe est d'un peu plus de 8 millions d'habitants et que 53 % d'entre eux ont moins de quinze ans. Chaque année, 250 000 élèves quittent l'école avec la quasi-certitude de ne pas trouver d'emploi. Un industriel de Bulawayo raconte que pour une seule offre il a reçu près de 6 000 réponses.

Un problème qui risque de devenir crucial en raison du taux de natalité de 3,8 pour 1 000, l'un des plus élevés du continent africain. Le nombre des enfants scolarisés (2,6 millions) a plus que triplé en cinq ans et, malgré les dépenses massives consacrées à l'éducation - près du quart du budget - le niveau a incontestablement baissé. Les classes sont surchargées, les professeurs trop peu nombreux, et les locaux manquent malgré l'énorme effort qui a été fait dans



ce domaine comme d'ailleurs dans celui de la santé. Deux secteurs qui ont la fierté du pouvoir avec celui de l'abolition de la discrimination raciale.

Quand on demande à M. Cephas Maipa, ancien ministre ZAPU du gouvernement qui a été limogé en novembre 1984, quel a été le principal résultat des cinq années d'indépendance, il répond sans hésiter : « Nous sommes maintenant des êtres humains à part entière. » Mais dans le tableau inachevé de cet Etat en route vers un socialisme hésitant, il y a quelques taches difficiles à effacer : une énorme affaire de corruption, qui est loin d'avoir dévoilé tous ses secrets ; la persistance de la détention sans jugement, qui permet au pouvoir d'emprisonner actuellement une soixantaine d'opposants, selon un chiffre fourni par M. Maipa ; et surtout la sauvage répression dans la province du Matabeleland de l'ethnie débile.

Si cette région n'est plus interdite d'accès, la présence militaire et policière est encore importante. Ce secteur vit toujours sous haute surveillance, et bien que les mesures d'intimidation et les exactions de la cinquième brigade aient, selon plusieurs témoignages, pratiquement cessé, il y a toujours des enlèvements. D'après un père catholique, trois jeunes ont été kidnappés le 23 juin dans le secteur de Tloholo, au nord-ouest de Bulawayo.

Depuis on est sans nouvelles d'eux. Ont-ils rejoint dans un char-

nier les quelques milliers de victimes soupçonnées d'être liées aux dissidents, explication sans cesse brandie par le pouvoir pour justifier la mise en coupe réglée de cette région ?

Destructions et massacres

Une religieuse de la mission Magana raconte que des villages entiers ont été détruits et leur population massacrée. « Les Shonas de la cinquième brigade les brûlaient à mort, les brûlaient ou les enterraient vivants en enfouissant les exécutions d'une rafale. Je ne sais pas pourquoi ils faisaient cela. Ici, on n'a jamais vu de dissidents. C'était peut-être juste par cruauté ou, comme certains le prétendent, par revanche, car à la fin du siècle dernier les Ndebeles n'ont pas été tendus, comme les Shonas. »

Le Zimbabwe a vu. La population a apporté son soutien massif à M. Mugabe, mais le Matabeleland est resté fidèle à son leader, M. Joshua Nkomo. Le premier ministre a annoncé de nouvelles actions militaires. Une technique qui a jusqu'à présent échoué. Il faudrait à n'en pas douter d'autres moyens pour rejeter M. Nkomo « dans la poubelle de l'histoire », selon la formule du ministre de l'information, M. Nathan Shamuyarira.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : André Fontaine

Anciens directeurs : Hubert Bonny-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Lussan (1982-1985)

Donnée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonny-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimé à Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0593-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TURQUIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou

provisoire (deux semaines au plus) :

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer

tous les noms propres et capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$;

G.R., 85 p. ; Grèce, 30 dr. ; Irlande, 65 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 p. ; Portugal,

6 350 M. ; Royaume-Uni, 30 s. ; Suède,

3,60 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Turquie,

100 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 3 fr. ;

Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

LE PALMARÈS 85 DES UNIVERSITÉS

Les classements des jurys d'enseignants. Les facs les mieux encadrées. Les résultats aux B.T.S.

L'Éducation

NUMÉRO DE JUIN - AOÛT EN VENTE PARTOUT

سكوا من الأصل

EUROPE

Royaume-Uni

TROIS ANS APRÈS LA GUERRE DES MALOUINES

Londres lève l'embargo sur les importations en provenance d'Argentine

Londres. — A compter de 0 heure, ce mardi 9 juillet, les produits argentins peuvent de nouveau être importés sur le marché britannique. Le Foreign Office annonce ainsi la levée d'une interdiction qui était en vigueur depuis le début du conflit des Malouines, le 2 avril 1982. Cette décision est présentée comme « un nouveau pas vers une amélioration des relations » entre la Grande-Bretagne et l'Argentine ; mais, par la même occasion, le gouvernement de Londres réaffirme qu'il n'est pas question de discuter de la souveraineté sur les Malouines, ce qui réduisait évidemment la portée du geste.

C'est en effet sur ce problème de principe qu'avait échoué, il y a un an à peine, les premières négociations directes entre les deux pays. Elles avaient pourtant été précédées de longs contacts préliminaires, organisés secrètement sous l'égide des gouvernements brésilien et belge, et survenaient alors qu'une sensible détente était perceptible depuis la fin du régime militaire à Buenos-Aires et l'élection du président Alfonsín, à qui M. Thatcher avait adressé un message de félicitation en décembre 1983. Pourtant, les deux délégations s'étaient immédia-

De notre correspondant

tement séparées, le 19 juillet 1984, parce que, du côté argentin, on voulait inscrire la question de la souveraineté à l'ordre du jour des pourparlers et parce que, du côté britannique, on s'y refusait formellement. Les choses en étaient restées là.

La population unanime

À la cours des derniers mois, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a justifié la position de son gouvernement par le fait qu'il n'était pas possible de remettre en cause le droit à l'autodétermination de la population de l'archipel : or, celle-ci, quasi unanime, avait clairement manifesté son désir de demeurer britannique. Toutefois, le ministre n'a pas exclu que cette position puisse évoluer ; à cette condition, un jour sans doute lointain — on pourrait envisager de discuter de la souveraineté.

Le gouvernement argentin exige que Londres prenne des mesures en engagement en ce sens, de manière à faciliter un rapprochement. L'approche britannique est

très différente. Sir Geoffrey Howe estime que pour « rétablir la confiance entre les deux peuples », il faut d'abord prendre des mesures « pratiques » ; trait dans ce sens « la reprise normale des échanges commerciaux, des relations diplomatiques et des liaisons aériennes ». C'est dans cet esprit de normalisation qu'a été décidée par Londres la levée de l'interdiction sur les importations en provenance d'Argentine, sans attendre que le président Alfonsín prenne des dispositions réciproques. Faut-il d'un geste en retour de Buenos-Aires, la décision britannique restera symbolique, car un embargo pèse également sur les exportations argentines en direction de la Grande-Bretagne.

Les échanges commerciaux entre les deux pays, autrefois très importants, se sont poursuivis, à un rythme réduit, ces dernières années, — et cela en dépit des interdits officiels — par l'intermédiaire de pays tiers. Les exportations de compagnies britanniques vers Buenos-Aires ont ainsi atteint la valeur de 4 millions de livres (environ 48 millions de francs) par mois en 1984.

FRANCIS CORNU.

Tchécoslovaquie

La répression contre l'Eglise catholique n'a pratiquement pas cessé depuis 1950

Vienne. — Le rassemblement de quelque 150 000 catholiques venus de tous les coins de la Tchécoslovaquie à l'occasion du onze centième anniversaire de la mort de saint Méthode, apôtre des Slaves, le 7 juillet à Velehrad, en Moravie du Sud, a choqué les autorités tchécoslovaques et ce d'autant que leurs représentants aux cérémonies, notamment le ministre de la culture, M. Milan Křusak, se sont fait huer par la foule (le Monde du 9 juillet). Le même jour, un pèlerinage à Levoča (Slovaquie), consacré au même événement, a réuni environ 100 000 personnes. Dans un entretien téléphonique avec l'agence catholique antrichienne Kathpress, le cardinal František Tomasek, archevêque de Prague, âgé de quatre-vingt-trois ans, s'est déclaré « heureux de la manifestation vigoureuse de solidarité des catholiques tchécoslovaques avec l'Eglise ».

Le refus de visas à plusieurs évêques européens, dont l'archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger, et l'opposition du régime de Prague à une visite du pape Jean-Paul II en Tchécoslovaquie — pourtant demandée par plusieurs milliers de fidèles dans une pétition au gouvernement — ont confirmé que la Tchécoslovaquie communiste a bien l'intention

De notre correspondant

de poursuivre sa campagne de répression contre les catholiques, qu'elle même pratiquement sans interruption depuis 1950 — année de la rupture entre Prague et le Vatican.

Neuf des treize évêchés du pays sont vacants parce que Prague et le Vatican ne parviennent pas à se mettre d'accord sur des titulaires. Au moins 400 prêtres sont interdits de célébration et de nombreuses paroisses, notamment à la campagne, sont vacantes. Il y a actuellement environ 3 000 prêtres pour 10 millions de catholiques ; mais au moins un tiers sont membres de l'organisation proche du régime *Pacem in terris*, ce qui diminue sensiblement leur crédibilité auprès des fidèles. Une sélection très stricte est faite par les autorités sur les candidats aux deux seuls séminaires qui n'ont pas été fermés sur les quinze existant avant la guerre. Les ordres religieux ont été dissous après 1950. La presse catholique indépendante a été supprimée et remplacée par des publications diffusées par le mouvement *Pacem in terris*, qui ne bénéficie pas de l'imprimatur de l'Eglise catholique.

A la suite d'un texte du pape Jean-Paul II, en mars 1982, interdisant aux prêtres d'appartenir à des organisations politiques, le cardinal Tomasek a demandé officiellement la dissolution de *Pacem in terris*. Selon les milieux de l'Eglise, un grand nombre de prêtres auraient quitté le mouvement, préférant l'interdiction d'exercer leur ministère à la rupture avec le Vatican ; mais beaucoup, notamment les plus âgés, ont reculé devant cette décision de peur de perdre leur salaire versé par l'Etat.

Perquisitions et condamnations

Au congrès de *Pacem in terris*, en février dernier, le mouvement a clairement manifesté ses priorités : l'édification du socialisme, les efforts pour la paix dans le monde et l'amélioration des rapports avec le Vatican. Ce langage, pimenté de critiques sévères envers la « politique agressive et impérialiste des Etats-Unis », n'a fait que confirmer les réserves de l'Eglise à l'égard du mouvement et a discrédité encore un peu plus ses membres auprès de la masse des catholiques tchécoslovaques.

Le clergé n'est pas seul exposé à des méthodes de répression rappelant l'ère stalinienne. Chez les fidèles, les perquisitions à domicile et la saisie de livres religieux suivent, dans de nombreux cas, des condamnations à des peines de prison, sont courantes. Les parents qui réclament un enseignement du catéchisme pour leurs enfants à l'école doivent traîner pour leur emploi. Il en va de même des personnes participant aux pèlerinages.

La veille de l'arrivée à Prague du cardinal Agostino Casaroli (le secrétaire d'Etat du Vatican a représenté le pape aux cérémonies de Velehrad), plusieurs catholiques pratiquants ont été arrêtés par la police, saisi de livres religieux et de matériel de prière. Parmi eux se trouvait le professeur Otto Madr, âgé de soixante-sept ans, qui avait été condamné à la réclusion à vie en 1952 pour « espionnage au profit du Vatican ». Relâché après quinze ans de prison, le professeur Madr a pu travailler de nouveau comme professeur de théologie avant d'être interdit en 1970. En l'arrêtant, les autorités de Prague ont apparemment voulu éviter qu'il prenne contact avec le cardinal Casaroli, estimant-elles à Vienne.

La véhémence de la réaction officielle au projet de célébration du mille centième anniversaire de la mort de Méthode avait amené le cardinal Tomasek à s'écarter, dans une lettre adressée au président Gustav Husak, qu'on ait « même l'alarme comme si la République était menacée ». Lors d'une entrevue, le 5 juillet, avec le président Husak, le cardinal Agostino Casaroli aurait répété les revendications de Rome concernant la nomination par le pape de titulaires aux évêchés vacants. Le communiqué officiel publié à l'issue de la rencontre évoque « un échange de vues objectif et franc » des questions en suspens : une telle formulation ne laisse guère, d'ordinaire, croire au progrès.

WALTRAUD BARYLL.

RFA

LES OSSEMENTS DE MENGELE RAPPORTÉS A FRANCFORT

Francoforte (AFP, Reuter). — Le chef de la police de Sao-Paulo, le commissaire Romeno Tuma, a apporté, lundi 8 juillet, des échantillons du cadavre présumé de Josef Mengele aux autorités judiciaires allemandes chargées du dossier à Francoforte. Seront sous le bras une mallette contenant des fragments d'os, de dents et des cheveux. M. Tuma a déclaré à 99 % que le corps exhumé le mois dernier était bien celui du meurtrier d'Auschwitz.

Les experts ouest-allemands, qui n'ont pas encore remis leur rapport définitif sur le cas Mengele, examineront les restes du cadavre dans les jours prochains. Le commissaire Tuma a également remis aux autorités les dossiers médicaux originaux de Mengele de Sao-Paulo, 26 pages d'écritures et 94 photos, qui ont apporté la preuve de l'identité du corps exhumé. « Il semble plutôt improbable que tous les indices découverts ne soient pas ceux de Mengele », a affirmé le procureur de Francoforte, M. Hans-Eberhard Klein, chargé du dossier depuis onze ans, ajoutant qu'un rapport sera publié vers la fin de juillet. Seuls les experts israéliens contestent encore des réserves quant à l'identité du cadavre.

LES AUTEURS DES FAUX « CARNETS DE HITLER » REMIS EN LIBERTÉ

Le reporter Gerd Heidemann, et la femme de ménage Kaja, les deux figures centrales de l'escroquerie des faux « carnets de Hitler », publiés en 1983 par le magazine ouest-allemand Stern, ont recouvré la liberté le lundi 8 juillet, le jour même de leur condamnation à des peines de prison de plus de quatre ans. Des libérations anticipées intervenant souvent en RFA lorsqu'un condamné a purgé la moitié de sa peine ; tel est pratiquement le cas pour les deux hommes qui ont passé plus de deux années en détention préventive.

Outre le préjudice causé à la réputation de Stern, difficile à évaluer, l'escroquerie portait sur la somme de 9,34 millions de marks (un peu moins de 30 millions de francs), que le journal avait remis à son ancien reporter pour acquiescer les faux M. Konrad Kujau a, pour sa part, recouvré environ 1,6 million de marks ; le mystère demeure sur la destination finale des autres 8 millions.

Comment le magazine s'est-il pu faire aveuglément confiance à son ancien collaborateur, sans jamais s'interroger sur l'authenticité des « carnets » schenke à prix d'or ? Le procès n'a pas non plus apporté de réponses claires à cette question. Dans ses attentions, le tribunal a d'ailleurs noté que Stern avait agi « à la légère » dans cette affaire.

Cet énorme « scoop » n'avait sans doute coûté au magazine ouest-allemand, outre la préjudice financier, plusieurs millions d'abonnés (cent cinquante mille environ). — (AFP, AP, Reuter).

DIPLOMATIE

MORT

DE M. ROGER SEYDOUX

Nous apprenons la mort survenue le 7 juillet de M. Roger Seydoux, ambassadeur de France, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

(Ancien directeur de l'Ecole des sciences politiques, Roger Seydoux fut délégué de la France auprès de l'UNESCO en 1946, puis chef du cabinet du ministre des affaires étrangères avant de prendre la direction, jusqu'en 1950, des relations culturelles au Quai d'Orsay.)

Conseiller général à New-York de 1950 à 1957, puis conseiller à l'Etat à Washington, il fut nommé, en 1954, ministre délégué à Tunis, puis haut commissaire et, enfin, ambassadeur. Directeur général des affaires culturelles et techniques de 1956 à 1960, il fut ensuite ambassadeur à Rabat et, de 1962 à 1967, délégué permanent auprès des Nations unies.

Chargé des mêmes fonctions auprès de l'OTAN en 1967, il devint, l'année suivante, être nommé ambassadeur à Moscou, qui fut son dernier poste diplomatique. Après sa retraite, il fut chargé, en 1973, d'une mission d'étude sur le livre, puis, l'année suivante, nommé président de la Fondation de France, fonction qu'il occupa jusqu'en 1983.

La France et l'Espagne décident de tenir des sommets annuels

(Suite de la première page.)

C'est là, pour M. Felipe Gonzalez et pour ses successeurs, une petite satisfaction qui avait été refusée à M. Suarez : lorsqu'il était à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing souhaitait d'avoir que le chef du gouvernement et le ministre des affaires étrangères se réunissent à son premier ministre le soin de recevoir le président du gouvernement espagnol.

La préparation de ce texte commun a donc bien, ce mardi matin, à l'ultime phase au point, sur une question au moins : la coopération en matière de sécurité.

A ce sujet, la déclaration porte : « Un groupe d'études stratégiques réunira des hauts fonctionnaires des ministères des relations extérieures et de la défense. La coopération pour la production en commun d'armements sera développée. Les ministères de la défense des deux pays ou leurs représentants se réuniront une fois par an ».

Les aspects culturels de la coopération franco-espagnole ne sont pas non plus négligés, puisqu'il est prévu de créer un haut conseil culturel « composé de dix personnalités dési-

gnées à raison de cinq par chacun des deux gouvernements » et chargé de favoriser les échanges entre les deux pays, y compris par l'enseignement des langues. C'est là un aspect auquel on tient beaucoup à Paris, où l'on s'inquiète de voir l'anglais, et les modes culturelles américaines, conquérir une expansion fulgurante en Espagne.

D'autre part, « les deux gouvernements encourageront, en conformité avec les dispositions constitutionnelles respectives, les initiatives prises par les collectivités locales et régionales pour le développement entre elles d'une coopération favorisant les contacts entre les deux peuples ».

La lutte

contre le terrorisme

La France va également intensifier sa coopération avec Madrid dans deux domaines, dont l'un au moins est politiquement très sensible : la lutte contre le terrorisme et la répression du trafic de drogue. Si les auteurs de crimes et attentats injustifiables commis dans notre pays se sont imaginés qu'ils pourraient bénéficier dans notre pays d'une certaine impunité, il est clair que je ne l'ai jamais acceptée, a déclaré lundi soir M. Mitterrand au roi Juan Carlos. Nous avons démontré par les actes que rien ne justifie un tel calcul : ni le terrorisme ni le crime organisé ne peuvent se prévaloir du droit.

De fait, la déclaration franco-espagnole prévoit le renforcement de la coopération entre Paris et Madrid en cette matière délicate. Les Espagnols étaient bien évidemment les demandeurs. Les Français ont souhaité qu'une référence à la lutte

contre la drogue et aux « autres aspects de la criminalité internationale » fût également introduite. L'actualité s'est, en tout cas, chargée de donner de nouveaux arguments à Madrid puisque, ce mardi matin, en plein centre de Saint-Sébastien, deux gardes civils ont été tués par des tirs de fusils d'une rafale de mitraillette.

Le passage de la déclaration consacrée à la lutte contre le terrorisme figure à la fin du paragraphe concernant la coopération politique. On y lit notamment : « En ce qui concerne la lutte contre toutes les formes de la criminalité, les deux parties expriment leur volonté commune de poursuivre leurs efforts avec détermination. A cet effet, les autorités responsables des deux pays maintiendront des contacts fréquents afin de développer et d'intensifier la coopération existante contre le terrorisme, le trafic de drogue et les autres aspects de la criminalité internationale ».

« Nous avons longtemps été des voisins distants. Nous commençons à être des voisins fraternels », a déclaré M. Fernandez Ordóñez en arrivant à Paris. On ne dit pas autre chose du côté français. Et l'on n'y est pas mécontent non plus, au moment où l'Espagne s'apprête à devenir un membre à part entière de la CEE, d'exalter une amitié qui, dans les prochains conseils européens, peut se révéler fort utile.

BERNARD BRIGOULEUX.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

LE GOUVERNEMENT BOLIVIEN A CONVOCÉ LE CONGRÈS POUR L'ANNÉE 1985. — Le gouvernement bolivien a convoqué, pour jeudi 11 juillet, une réunion extraordinaire du Congrès afin d'annoncer les élections générales, initialement prévues le 14 juillet. Le parti du président Siles Zuazo, le mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR), avait demandé l'ajournement de ces élections. « Le temps de corriger certaines erreurs » apparaît dans le processus préélectoral. De son côté, le principal centre ouvrier, la COB, avait affirmé que la moitié des paysans ne seraient pas en mesure de voter sur les listes électorales. Dans le décret publié lundi pour convoquer le Congrès, le président Zuazo fait état de nombreuses plaintes et déclare que si l'ensemble de la population n'est pas inscrite sur les listes, cela est contraire au « droit de vote universel » institué en 1952 en Bolivie. Deux candidats à l'élection présidentielle ont déjà protesté. Pour le général Hugo Banzer (droite), le report de ce scrutin est « une manœuvre grossière et stupide que le peuple va rejeter ». M. Jaime Paz Zamora, représentant un parti de gauche, a estimé que « les tentatives pour retarder les élections sont une nouvelle trahison envers le peuple bolivien par une minorité sans soutien populaire ».

Turquie

LE CHANCELLIER OUEST-ALLEMAND A ANKARA. — M. Helmut Kohl était attendu ce mardi 9 juillet en Turquie pour une visite officielle de trois jours — la première d'un chef de gouvernement occidental depuis le coup d'Etat militaire de septem-

bre 1980. Au centre des entretiens figurera la question de la libre circulation des travailleurs turcs dans la CEE, prévue à partir de 1986 aux termes de l'accord d'association de 1963. La RFA, pays de forte immigration turque, souhaiterait qu'Ankara renonce à son droit, compte tenu de la situation du marché de l'emploi chez elle. Les Turcs entendent demander des contreparties, sous forme d'aides économiques et militaires. — (AFP.)

Yougoslavie

LE CHEF DU GOUVERNEMENT POLONAIS A BELGRADE. — Le général Jaruzelski, chef du gouvernement et du Parti communiste polonais, est arrivé le lundi 8 juillet à Belgrade pour une visite officielle de trois jours. Au cours d'un dîner officiel, le 8 juillet, le dirigeant polonais a rejeté sur « l'impérialisme bourgeois » la responsabilité des actuelles tensions Est-Ouest.

Zaire

KINSHASA NE PARTICIPERA PAS AU SOMMET DE L'OUA. — M. Ramazani Baza, ministre zairois de l'Information, a annoncé, le week-end dernier, que le Zaire maintient la suspension de sa participation à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), notamment à l'occasion du vingt et unième sommet de l'Organisation panafricaine, prévu du 18 au 24 juillet, à Addis-Abeba. Le Zaire « demeure membre à part entière » de l'OUA, à laquelle il vient de verser une contribution de 1 million de dollars, a-t-il précisé. Kinshasa avait suspendu sa participation en novembre 1984, lors du vingtième sommet.

LE CANADA ANNONCE DES SANCTIONS COMMERCIALES CONTRE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE

Le Canada a décidé de prendre des mesures destinées à diminuer le volume de ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, annonce, ce mardi 9 juillet, le quotidien *The International Herald Tribune*, citant le *Los Angeles Times*. Ces sanctions contre l'apartheid comprennent notamment la suppression des mesures d'incitation accordées aux contreparties canadiennes qui exportent et investissent en Afrique du Sud et des restrictions concernant la vente de matériels de haute technologie et d'équipements dits « sensibles », comme des ordinateurs, afin de prévenir leur utilisation par la police et les forces de sécurité sud-africaines.

Les sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud ont, d'autre part, été invitées à souscrire à une sorte de code de bonne conduite en tant qu'employeurs de travailleurs sud-africains noirs. Enfin, la vente de pièces d'or sud-africaines sera découragée.

GRAND PRIX DE LA VILLE DE BORDEAUX

Philippe SOLLERS



Portrait du joueur

roman

GALLIMARD *nyf*

PROCHE-ORIENT

ACCORD MILITAIRE ENTRE LE SOUDAN ET LA LIBYE

Quand Khartoum montre au Caire sa mauvaise humeur

Poursuivant inlassablement sa campagne pour détacher le Soudan de la sphère d'influence de l'Égypte, le colonel Kadhafi vient de conclure avec le nouveau régime de Khartoum un accord militaire prévoyant une « aide » de la Libye à l'armée soudanaise dans les domaines de la logistique, des transports et de l'équipement et dans ceux de la défense maritime et aérienne.

Le ministre soudanais de la défense, le général Osman Abdallah Mohamed, qui est rentré dimanche à Khartoum d'un séjour d'une semaine en Libye, a toutefois souligné que celle-ci « n'avait pas l'intention de former une alliance stratégique avec le Soudan ou de s'ingérer dans sa conduite des affaires intérieures et étrangères », rassurant ainsi ceux qui, au Soudan, voient d'un mauvais œil le rapprochement des liens avec Tripoli depuis que les deux pays ont rétabli leurs relations diplomatiques le 23 avril dernier.

Les rapports entre les deux capitales se sont, en effet, constamment améliorés : le Soudan a expulsé les opposants libyens qui s'étaient entraînés

dans des camps militaires ; Tripoli a fourni du pétrole, des denrées alimentaires et s'est surtout engagé à supprimer toute aide à l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS) du colonel John Garang qui contrôle la quasi-totalité du mouvement autonome du Sud. Une fois de plus, le ministre soudanais de la défense vient de répéter que la Libye avait effectivement cessé de soutenir l'ALPS et avait même « entrepris des démarches » pour convaincre le colonel John Garang de négocier « sous les auspices de la Libye ».

L'arrêt de l'aide militaire libyenne au mouvement autonome a toujours été pour Khartoum la condition essentielle à la normalisation des relations. Mais en dépit de toutes les déclarations faites jusqu'à présent par les dirigeants des deux pays à ce sujet, rien n'indique avec certitude que la Libye a effectivement mis fin à son appui aux rebelles du Sud. On sait seulement que ce problème a été abordé en priorité en mai, lors de la visite à

Khartoum du « numéro deux » libyen, le commandant Abdessalam Jalloud.

Cette visite avait d'ailleurs beaucoup déçu. Sollicités par leurs interlocuteurs libyens de « dénoncer » formellement les accords de Camp David, ce qui aurait eu pour Tripoli l'avantage de creuser un fossé entre le Soudan d'une part, et l'Égypte et les États-Unis de l'autre, les dirigeants soudanais s'étaient contentés de condamner en termes vagues « tous les accords partiels et les traités séparés contraires aux droits du peuple palestinien ».

En fait, la présence de l'ancien chef de l'État soudanais, M. Nemeiry au Caire et le refus des dirigeants égyptiens de l'extrader vers Khartoum pour être jugé devant une cour martiale au colonel Kadhafi dans sa tentative pour s'imposer en tant que partenaire privilégié des dirigeants de Khartoum. Tant que ce problème ne sera pas réglé, les relations entre l'Égypte et le Soudan demeureront « gelées ».

J. G.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

DEVANT L'ASSOCIATION DES AVOCATS

M. Reagan classe cinq Etats, dont Cuba et le Nicaragua dans l'« internationale du crime »

Le président Reagan a accusé, lundi 8 juillet, l'Iran, la Libye, la Corée du Nord, Cuba et le Nicaragua de former « une confédération d'États terroristes » et a affirmé la volonté des États-Unis de lutter contre cette « nouvelle version internationale du crime organisé ».

Dans un discours prononcé au congrès annuel de l'Association des barreaux américains, M. Reagan a estimé que « ces États terroristes sont maintenant engagés dans des actes de guerre contre le gouvernement et le peuple des États-Unis », et, a-t-il ajouté, « selon le droit international, tout État victime d'actes de guerre a le droit de se défendre ».

A Moscou, l'agence Tass a rétorqué que c'est « précisément Washington qui a eu et a toujours recours au terrorisme d'État à l'échelle internationale ». L'agence officielle soviétique dénonce la

« tentative de coller l'étiquette du terrorisme international sur tous les pays et peuples qui luttent pour leur autodétermination politique et économique contre le diktat des États-Unis ».

A Cuba, M. Fidel Castro a réagi vivement aux accusations américaines, allant jusqu'à qualifier le président Reagan de « fou » et d'« imbécile » pendant une séance de l'Assemblée nationale, parmi les rires et les bravos des députés. L'ambassade du Nicaragua à Washington a déclaré pour sa part : « Le gouvernement nicaraguayen condamne toutes les formes de terrorisme, entre autres raisons parce que son peuple subit le fléau du terrorisme d'État américain, ouvertement promu par l'administration et exécuté par la CIA et les groupes de la Contra créés par les Américains. » — (AFP, AP, UPI.)

Correspondance

Washington. — La vigoureuse diatribe du président Reagan annonçant que les États-Unis étaient prêts, « si nécessaire », à agir « unilatéralement » contre le « gang » des pays terroristes « se servant à des actes de guerre contre le gouvernement et le peuple américains », entretient la perplexité des milieux diplomatiques. Jamais le président n'avait été si violent dans ses attaques dirigées spécifiquement contre l'Iran, la Libye, la Corée du Nord, Cuba et le Nicaragua. Cette liste est en fait différente de celle du département d'État, qui exclut la Corée du Nord et le Nicaragua, mais inclut la Syrie et le Yémen du Sud.

De toute évidence, le président a délibérément omis la Syrie, jadis considérée comme le principal foyer du terrorisme d'État. Soucieux du sort des sept Américains kidnappés au cours des derniers quinze mois et encore détenus, il espère sans doute que le président Assad contribuera à obtenir leur libération.

Le président s'est bien gardé d'indiquer quelles actions il envisageait contre les cinq pays cités. « Il ne saurait y avoir aucun endroit sur la terre où ces monstres pourraient se reposer ou s'entraîner à pratiquer leurs talents cruels et mortels », il a ajouté que le droit international autorisait « un pays victime d'actes de guerre à se défendre ». Certains dans l'entourage du président laissent entendre qu'il s'agit cette fois de justifier une action de représailles dont la nature ne peut être révélée, mais qui pourrait intervenir au moment le plus approprié.

Cet avertissement exprimé dans les termes les plus virulents cadre mal pourtant avec la publication, immédiatement après le discours présidentiel, d'une déclaration conjointe de la Maison Blanche et du département d'État s'efforçant, sur un ton modéré, de justifier auprès des États arabes et des alliés européens l'initiative américaine d'un boycottage international de l'aéroport de Beyrouth.

Notre objectif, précise cette déclaration, n'est pas de punir le Liban ou sa compagnie aérienne, la Middle East Airlines, mais d'en appeler à ceux qui pourraient trouver là un moyen efficace de régler le sévère problème de sécurité de l'aéroport de Beyrouth.

Des doutes

Cette mise au point, essentiellement défensive, intervenant après les protestations des pays arabes et les réserves des alliés européens (à l'exception de la Grande-Bretagne) face au boycottage, entretient les doutes des observateurs sur la détermination du gouvernement américain de provoquer la fermeture de l'aéroport. Le boycottage était en effet la seule forme d'action concrète annoncée la semaine dernière par le secrétaire d'État George Shultz.

Pourquoi cette violence verbale, cette hyperbole dans la dénonciation des « bandits, assassins, barbares, monstres », etc. ? Sans doute pour satisfaire une partie de l'opinion publique, et notamment ses amis politiques de la droite du Parti républicain, très critiques de son attitude. « Le président n'a pas la moindre idée sur le terrorisme, encore moins sur les moyens d'y répondre », écrivait avec amertume le très conservateur Washington Times. En contrepartie, les sondages indiquent toujours qu'une large majorité félicite le président d'avoir ramené les otages saïns et saufs en dix-sept jours, par comparaison avec les quatre cent quarante-quatre jours mis par Jimmy Carter pour régler la crise des otages d'Iran.

• Nous n'oublions pas Robert Steinhilber (le mari tué par les terro-

ristes) ni les sept Américains encore captifs », a dit le président le jour du retour des otages. Mais il n'est pas sûr que le grand public ait la même mémoire. Les mauvais souvenirs de la crise s'estompent, surtout en ce début d'été où des millions de familles s'apprêtent à partir en vacances. Malgré la menace du terrorisme, les agences de voyages annoncent que 6 400 000 Améri-

cains, un chiffre record, se rendront cette année en Europe.

Bien sûr, une action de représailles sans danger ni pertes en vies humaines aurait le soutien de l'opinion versatiles. Au Congrès, en tout cas, la crise des otages, s'ajoutant à l'affaire d'espionnage et à l'assassinat de « marines » au Salvador, aide le président Reagan dans ses efforts pour renforcer la puissance militaire américaine.

HENRI PIERRE.

La « bonne et saine concupiscence » de la Cour suprême

Correspondance

Washington. — Il y a quelques années, M. Jimmy Carter admettait, dans une interview donnée à un magazine spécialisé, qu'il « regardait beaucoup de dames avec concupiscence ». Ces propos présidentiels créèrent un certain malaise dans les « bonnes » familles. Mais, à en juger par une récente décision de la Cour suprême, M. Carter manifestait simplement « une bonne, saine et humaine réaction, commune à des milliers de personnes équilibrées ».

La Cour, qui avait à se prononcer sur un arrêt d'un tribunal d'appel, établit une distinction entre la « lubricité » et la « concupiscence ». Les autorités d'État pourraient interdire tout film ou livre incitant à la lubricité. Mais les images et les mots éveillent seulement le désir — la concupiscence — échappent à cette interdiction. Déjà la Cour d'appel avait estimé que, « si l'éveil d'une bonne et saine concupiscence à l'ancienne mode devait être considéré comme illégal, il serait nécessaire de traduire en justice les grands courtiers, les parfumeurs et les producteurs de boissons non alcoolisées, de savon et d'automobiles ». Le tribunal, de toute évidence, se référait à certaines formes de publicité suggestive.

Ainsi, pour la Cour suprême, les films et les livres ne peuvent être interdits s'ils se limitent à « éveiller des réactions sexuelles », sauf si celles-ci vont au-delà de celles considérées comme « normales ». Bref, les tribunaux auront à déterminer si les

conduites sexuelles sont « bonnes, saines et classiques » ou au contraire « honteuses, malsaines, morbides ».

Comment, à l'avenir — car les procès ne vont pas manquer, — les honorables juges de la Cour suprême, dont la moyenne d'âge est de soixante et onze ans, arriveront-ils à se prononcer en dernier ressort ? Certains devront sans doute faire appel à des souvenirs déjà lointains. D'autres devront entendre des témoignages d'experts pour apprécier le caractère sain ou malsain de telle ou telle réaction sexuelle.

L'affaire prêterait à sourire si ceux qui ignoreraient ce subtil distinguo ne s'exposaient pas à des peines d'amende ou de prison. Ce qui pourra paraître relever d'un érotisme sain à certains vendeurs et acheteurs de livres, de films ou de cassettes vidéo, risque d'être jugé obscène par d'autres. Ainsi, les bons juges des tribunaux de première instance devront faire preuve de compétences particulières pour apprécier le caractère normal ou anormal de telle ou telle pratique.

M. Jimmy Carter et des millions de ses compatriotes n'ont pas à s'inquiéter : la concupiscence est en quelque sorte protégée désormais par la Constitution. Ils peuvent ainsi continuer à désirer la femme de leur meilleur ami. Une imagination sexuelle normale échappe à la censure.

H. P.

ASIE

Le problème du Cambodge

LES ÉTATS DE L'ASIE DU SUD-EST EXIGENT TOUJOURS QUE HANOI NÉGOCIE AVEC LA RÉSISTANCE

Les six États de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) ont lancé, lundi 8 juillet à Kuala Lumpur, un appel au Vietnam pour qu'il accepte de négocier avec la résistance khmère au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. A l'occasion de leur conférence annuelle (le Monde du 9 juillet), les ministres des affaires étrangères de Brunei, de Malaisie, d'Indonésie, de Singapour, des Philippines et de Thaïlande ont demandé à Hanoï de revenir sur son rejet de leur proposition de « négociations rapprochées » (conversations par tiers interposés).

De son côté, M. George Shultz, secrétaire d'État américain, a rencontré, lundi à Bangkok, les dirigeants de la résistance cambodgienne, à l'exception des Khmers rouges. M. Shultz, qui effectuait une tournée en Asie et dans le Pacifique, a approuvé la position de l'ASEAN. Le département d'État s'est refusé à commenter les informations, données le 9 juillet par le Washington Post, selon lesquelles la CIA accorderait une « aide secrète » aux factions non communistes de la résistance cambodgienne. La nouvelle est catégoriquement démentie par le prince Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk.

Enfin l'agence Tass a qualifié de « provocatrice » la visite effectuée lundi par M. Shultz dans un « camp » de la résistance non communiste sur la frontière khméro-thaïlandaise. — (AFP, Reuters.)

CORRESPONDANCE

Le Parlement européen et les droits de l'homme en Iran

A la suite de la publication dans nos colonnes, sous forme d'encart publicitaire, d'une « Déclaration du Parlement européen pour soutenir la paix et les droits de l'homme en Iran » (le Monde du 20 juin), nous avons reçu de l'ambassade de la République islamique d'Iran à Paris la lettre suivante :

Deux cent dix-neuf députés du Parlement européen ont signé une déclaration pour apporter leur soutien à un mouvement qui mérite, plutôt que sa dénomination habituelle, le titre de Mouvement de répression et de résistance au peuple iranien.

Ainsi que nous l'avions fait remarquer auparavant (le Monde du 10 janvier 1985), les membres du Parlement européen font preuve d'une absence réelle de clairvoyance dans le choix de leurs informateurs et, par ailleurs, d'une réelle constance dans leur erreur ou réitérant, que ce soit à titre personnel ou dans le cadre de leur activité parlementaire européenne, leur appui à une organisation qui, de l'avis de tous les spécialistes sérieux, ne constitue en rien une référence.

Cette organisation s'est illustrée dans son pseudo-soutien au peuple d'Iran par des activités d'espionnage au profit de l'étranger, et en particulier l'Irak, et par le massacre pur et simple des citoyens de la République islamique d'Irak, hommes, femmes, enfants confondus, en particulier lorsque ceux-ci se consacraient à la pratique de leur vie quotidienne.

Force nous est donc de constater que l'horreur exprimée par les députés et la bonne conscience dont ils se voient ne relèvent que des motifs, puisque le vrai problème auquel est confronté le peuple d'Iran est habituellement occulté.

Que représentent aux yeux des députés européens et de leur conscience les bombardements quotidiens d'objectifs civils par le régime de Bagdad (plus de cent cinquante missiles sur Desful depuis le début de la guerre) devenus à un tel point systématiques que les dernières cibles visées par l'aviation irakienne furent les participants à la Journée mondiale de Qods, dans dix-huit villes de l'Irak.

Cette systématisation des violations des droits de l'homme par l'Irak, en passe de devenir stratégique, est encouragée expressément par toutes les organisations internationales qui sont incapables — ou se demandent pourquoi — de faire entendre leur voix en faveur de la simple justice qui consisterait en un premier temps à récusar et à condamner fermement de telles pratiques.

L'Irak aujourd'hui, contrairement au passé, affiche clairement sa politique de violation des droits de l'homme en annonçant l'arrêt et la reprise dans le temps des bombardements d'objectifs civils. Cette attitude est le fruit du silence de tous ceux qui se sont pourtant donnés comme objectif de défendre les droits de l'homme sans distinction de race, de religion et de culture ; et qui, en outre, se fourvoient dans des actions dont l'intérêt, sinon la finalité obscure, ne peut que prêter à interrogations.

Plutôt que de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays victime d'une agression caractérisée, les députés signataires devraient coordonner leurs objectifs et leurs efforts en vue d'œuvrer réellement en faveur de la paix partout dans le monde, en ne prenant pas toujours comme prétexte la subjectivité de tel ou tel particularisme, mais le caractère universel de l'homme en particulier devant l'injustice.

L'AVENTURE

Un succès comme ça, on n'en avait pas vu depuis "Papillon."

ORO

"Vous avez déjà rencontré quelqu'un comme ZYKE?"

Bernard Pivot (Apostrophes le 28 juin)

Hachette

LA BAGAGERIE

PROMOTION

Ligne de bagages légers et robustes : valises avec ou sans roulettes, en 5 tailles (55, 60, 65, 70 et 75 cm), sacs de voyage, reporters, tenues, porte-habits, certificats de garantie.

12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine - Montparnasse

FIKR

عدد العدد السادس
للدسات والابحات
رئيس التحرير : طاهر عبد الحليم

Vient de paraître le numéro 6 de la revue FIKR, (en langue arabe).

Rédacteur en chef: Tahir ABD EL HAKIM

lisez : « un débat entre un groupe d'académiciens Egyptiens et les dirigeants de l'O.L.P. », « la crise alimentaire dans le monde arabe » ainsi que d'autres recherches.

Prix: 30 FF. Abonnement: 100 FF (part), 250 FF (tels)

Edité par AL FIKR SARL, 5 rue Kléber, 93100 Montreuil

Tél: 851-94-94

En vente dans les Kiosques.

Charter Luxe

Paris - New-York en Boeing 747

Départ Orly-Sud

Retour Open possible

A partir de 2 750 F.A.R.

AIRCOM
(Rég. 175001)

93, rue de Monceau
75008 PARIS, tél. 522-86-46.

politique

LA PRÉPARATION DES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Législatives : premières difficultés au PS après l'accord sur les listes

L'accord politique conclu entre les comités du Parti socialiste, lors du comité directeur du 6 juillet (le Monde du 9 juillet) connaît ses premières difficultés d'application. Les onze élus socialistes du conseil général du Vaucluse ont envoyé à M. Lionel Jospin un télégramme dans lequel ils menacent de démissionner si M. Bertrand Delanoë, l'un des dirigeants du parti, actuellement député de Paris, est désigné tête de liste dans le Vaucluse. C'est en effet cette solution qui semblait se dégager à l'issue du comité directeur, encore que, dans ce cas de figure, M. Delanoë occuperait un siège destiné à un moment à M. Jack Lang, ce qui poserait un autre problème. Dans les Bouches-du-Rhône, la composition de la liste ne va pas non plus sans difficultés.

On peut supposer que des réactions locales, d'ampleur différente - contre l'accord national, - ne seront pas rares. La direction du PS

devra s'efforcer d'aplanir ces difficultés, faute de quoi elle perdrait le bénéfice politique qu'elle peut espérer retirer de cet accord. M. Delanoë a précisé lundi 8 juillet que la conclusion de cet accord « ne signifie aucune contrainte pour l'expression des idées ». Chaque courant sera « entièrement libre » de déposer une motion pour le congrès de Toulouse, sans avoir à craindre « de mauvais coup sur l'élaboration des listes ».

De son côté, Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, demande la convocation d'un nouveau comité directeur car, pour elle, il n'y a pas de raison que les femmes « payent » cet accord. (Les femmes présentes lors du vote du comité directeur étaient absentes, car cet accord n'améliore pas assez, à leurs yeux, le quota de femmes sur les listes.)

Au terme de l'accord conclu samedi, et sous réserve de modifications qui sont encore

possibles à plusieurs étapes de la procédure, M^{me} Huguette Bouchardou devrait être candidate sur la liste socialiste des Alpes-Maritimes. M. Olivier Stira dans la Manche, et M. Henri Nallet dans la Haute-Loire. A Paris, le CERES a obtenu, sur les cinq sièges, un troisième siège. Il présentera donc, dans l'ordre, M. Georges Sarre, M. Michel Charzat et Mme Edwige Avice, MM. Lionel Jospin et Paul Quilès, pour les intermédiaires, restant les probables têtes de liste (le Monde daté 7-8 juillet). M. Claude Estier sera, s'il est d'accord, ce qui est probable, la tête de liste socialiste pour l'élection sénatoriale de septembre 1986. Le CERES « sauve » M. Jean-Paul Panchou, dans la Mayenne, et Mme Ghislaine Tostain, dans la Marne.

J.-L. A.

BOUCHES-DU-RHÔNE : la « guerre des dauphins »

Marseille. - Après les élections cantonales, dont les résultats lui ont été moins défavorables que prévu, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône va livrer, en mars 1986, une bataille difficile. En dépit de la création de cinq nouveaux sièges, elle se voit en mesure, compte-tenu de l'instauration de la proportionnelle, d'obtenir plus de trois ou quatre élus (au lieu de cinq actuellement).

Le PS risque surtout de perdre la majorité qu'il détiend, avec le PC - lui-même en sérieux recul, - au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les incertitudes de ce double rendez-vous électoral, jointes aux problèmes posés par la succession de M. Gaston Defferre - qui devrait toutefois conduire la liste socialiste aux législatives, - ont attisé les rivalités personnelles.

Longtemps différée, la « guerre des dauphins » semble ouverte, en particulier, ouverte entre l'ancien suppléant de M. Defferre, M. Philippe Sanmarco, député de la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône, et le premier secrétaire de la fédération, M. Michel Pezet, président du conseil régional.

L'affaire des cartes, qui a récemment éclaté à Marseille, est révélatrice de ce climat de tension engendré par les prochaines consultations et le renouvellement des instances fédérales avant le congrès de Toulouse. Tandis que certains élus « en survis » ne cachent pas leur mécontentement, l'ancien premier secrétaire de la fédération, M. Charles-Emile Loo, a décidé, lui, de lancer une spectaculaire opération de « recensement ».

Mauvaise habitude

A l'origine de l'affaire des cartes, une note interne de M. Sanmarco, adressée début avril aux membres du comité ville du PS de Marseille. « J'ai été consterné d'apprendre, écrit M. Sanmarco, que sur 10 000 cartes, à Marseille, la fédération en avait acheté 5 000, totalement artificielles. Comment ne pas comprendre, s'indigne-t-il, que des pratiques de ce genre détruisent totalement le fonctionnement du parti ? ». Cette réaction brutale, et conforme au style du député marseillais, n'aurait eu qu'un écho limité si elle n'avait été répétée, le 4 juin - grâce à une « fuite » - dans les colonnes du quotidien de droite local le *Méditerranéen*.

Accusé par ce journal d'avoir voulu « masquer la chute des adhésions » et fausser la désignation des candidats aux élections législatives et régionales, M. Pezet répliqua, le 8 juin, dans un droit de réponse, que « la manœuvre qui lui est prêtée n'a aucun sens ». « Les candidats du Parti socialiste, rappelle-t-il, seront désignés après une consultation démocratique des militants à jour de leurs cotisations 1985 ».

M. Pezet indique également que la fédération s'est acquittée, en 1984, auprès de la trésorerie nationale du PS, d'une cotisation totale de 1 628 400 francs, représentant 15 200 cartes annuelles et 165 000 timbres mensuels. « Ces effectifs », précise-t-il, sont supérieurs à ceux de 1979 et quasiment égaux à ceux de 1983. Il souligne enfin que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône occupait déjà « la première place en France » à l'époque où MM. Defferre et Loo étaient premiers secrétaires.

Les faits dénoncés par M. Sanmarco ne sont pourtant pas sans fondements. L'habitude a été prise, dans les Bouches-du-Rhône, d'un règlement très tardif des cotisations. En 1984, les prévisions d'effectifs fournies à la fédération, courant octobre, par les responsables de sec-

De notre correspondant régional

tions, se sont révélées, en l'occurrence, nettement surestimées. Sur 15 000 cartes commandées, au lieu de 16 000 en 1983 et 18 000 en 1982, - 10 000 seulement avaient été placées à la fin de l'année. Plutôt que de retourner à Paris les cartes excédentaires, la fédération a préféré les payer de ses deniers, puis les attribuer - moins un millier, environ, vendues en extremis - à d'anciens militants ou sympathisants du parti.

Dans l'entourage de M. Pezet, on admet que le volant de cartes résiduelles a été, en 1984, « plus important que les autres années », sans atteindre les chiffres éponés ci-dessus. On laisse également entendre que cette pratique de placement « gracieux » aurait déjà eu cours dans le passé. L'objectif (rester la première fédération socialiste de France) justifiant les moyens. Ce que M. Loo dément formellement.

M. Vauzelle à la place de M. Sanmarco ?

Jugée « grave » par M. Sanmarco, l'affaire a été portée par l'un de ses proches, M. René Olmetta, député de la cinquième circonscription des Bouches-du-Rhône, devant la commission de contrôle fédérale. Agissant au nom des membres du bureau de la troisième section de Marseille, M. Olmetta a demandé au président de cette commission, par une lettre en date du 17 juin, de procéder, « dans les plus brefs délais, au contrôle des comptes de la fédération et des cartes payées par les sections au 31 décembre 1984 ».

Autant que le procédé, c'est le comportement éventuellement

déloyal de la fédération pour la préparation des prochaines échéances politiques qui a mis en émoi M. Sanmarco et ses amis (1). « Si l'on veut éviter une explosion, prévient M. Sanmarco, tout doit être clair. Discutons de tout, tout de suite. La constitution de la liste socialiste aux législatives nécessite, à l'évidence, des sacrifices douloureux. Des cinq députés sortants, seul M. Louis Philibert, soixante-troize ans, a annoncé qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Il paraît acquis, en revanche, que M. Defferre prendra la tête de la liste sur laquelle devrait figurer, en deuxième rang, M. Michel Pezet. Le PS ne peut compter, à coup sûr, que sur trois élus, moins certains sur quatre. M. Sanmarco tient lui-même la liste ».

M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République - mais aussi élu municipal d'Arles - aspirant à représenter « le reste du département », les trois autres députés sortants marseillais, MM. Jean-Jacques Leonetti, Marius Masse et René Olmetta, devraient, *ipso facto*, faire le deuil de leurs sièges. Un sort qui aucun de ces derniers n'accepte. Et même encore, semble-t-il, M. Olmetta, en questionnant la légitimité personnelle (2). Le refus déclaré de M. Sanmarco d'avoir éventuellement à céder la troisième place de la liste à M. Vauzelle - en vertu de critères géographiques - n'a fait qu'ajouter à la complexité de la situation.

Descendu de son Aventin, où il observait les événements sans pouvoir - ou vouloir - les influencer, le député marseillais paraît, en fait, s'être décidé à conquérir une position éminente dans le parti, face à

M. Pezet. D'où sa note fracassante de début avril, dans laquelle il portait par ailleurs des jugements peu aimables sur l'action et les analyses de la fédération et même sur les affaires municipales. M. Pezet ne s'y est pas trompé, qui ironise sur ceux « qui font des déclarations de Confians-Sainte-Honorine » (3).

Le premier secrétaire ne veut pas laisser dire pourtant que le parti « est à l'agonie », alors que « son audience » est redressée aux cantonales par rapport aux européennes. « Il est trop facile de critiquer a posteriori, ajoute l'un de ses proches, M. Yves Vidal, secrétaire aux élections, sans jamais avoir rien dit au comité directeur ».

L'offensive lancée par M. Sanmarco ne paraît pas inquiéter M. Pezet. « La mesure où il démontre tous les leviers de commande de la fédération et s'est assuré des appuis solides dans le département à travers la gestion du conseil régional, M. Sanmarco ne contrôle, lui, que l'office public de construction du département, dont il est le président depuis le milieu de 1983. Il dispose également du relais d'un club de réflexion, le CEMERS (Centre marseillais d'études et de recherches pour de nouvelles solidarités), qu'il a créé quelques mois après les élections municipales. Le rapport de force entre les deux « dauphins » peut-il changer ? M. Sanmarco ne cache pas qu'il réclamera « une place conforme à ce qu'il représente dans la fédération », pour lui et ses amis, lors du renouvellement des instances du parti, avant le congrès d'octobre à Toulouse.

M. Loo

très courtisé

Les luttes d'influence qui agitent le PS marseillais ne recouvrent guère les frontières des courants nationaux du PS. La fédération, note l'un des leaders du courant Mauroy, M. Frédéric Rosmini, reste avant tout déferrière.

La création par M. Loo de son propre club, le Nouveau Débat (le Monde du 13 juin), est apparue, cependant, comme une spectaculaire opération de « recensement ». L'initiative de l'ancien premier secrétaire, prise « hors du parti mais non contre lui », lui a valu plus d'approbation que de critiques. M. Loo aurait déjà, il est vrai, recueilli plus de deux mille adhésions, dont plus de la moitié parmi les adhérents du PS. Une masse de manœuvre qui en fait un interlocuteur très courtisé. « Je veux, simplement, calmer les furies », explique-t-il.

L'ex-bras droit de M. Defferre n'a sans doute pas de stratégie bien arrêtée. Mais il spéculait probablement sur la constitution, après 1986, d'une majorité de renouveau « réformiste ». Peut-être n'est-il pas si éloigné des réalités sociologiques et politiques de Marseille. M. Defferre a laissé éclater le Nouveau Débat. Et il ne semble pas pressé de départager les prétendants à sa succession.

GUY PORTE.

(1) Les dirigeants de la fédération ont été accusés d'avoir versé les cotisations de complaisance au bénéfice principal de sections « bien pensantes ».

(2) Des rumeurs relatives à l'affaire des fausses factures lui ont fait perdre, en 1983, son poste d'adjoint aux sports dans la municipalité marseillaise.

(3) Allusion à la déclaration de M. Michel Rocard, dans laquelle il avait fait savoir, de sa ville de Confians-Sainte-Honorine, qu'il serait candidat à l'élection présidentielle de 1981 en cas où M. Mitterrand ne le serait pas.

M. Jospin : ne pas confondre cohabitation et union nationale

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le lundi 8 juillet, lors de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à propos de l'élection présidentielle : « Je crois que François Mitterrand est encore celui qui est peut-être le meilleur candidat pour 1988. Ce sera sa responsabilité, en tout cas, c'est certainement le meilleur président et le meilleur présidentiable que nous puissions avoir ».

M. Jospin, qui a réaffirmé que « l'important est [que] M. Mitterrand] puisse conduire la politique et le mandat qu'il a reçu du peuple (...) jusqu'à son terme », a estimé que les journalistes sont « en train de confondre cohabitation institutionnelle et union nationale ». Selon lui, « un accord avec la droite (...), ce n'est pas la pensée du président ».

M. Jospin a évoqué le partage des tâches entre le premier ministre et lui-même pour la campagne de 1986. Il a estimé que « le premier ministre se situera beaucoup dans l'action et la tonalité gouvernementale », et qu'il lui « reviendra davantage (...) de mener la nécessaire polémique avec les dirigeants de droite », et particulièrement d'« éradiquer leurs propositions », « (...) montrer en quoi elles seraient dangereuses ».

Verrouillage

(Suite de la première page.)

Quoi qu'il en soit, la prise de position de M. Jospin retentit aujourd'hui comme un avertissement à l'adresse des prétendants déclarés ou potentiels. Son message est clair : rien ne vous autorise à vous projeter dès à présent dans un après-Mitterrand, car cette perspective ne s'ouvrira peut-être pas avant 1995 (ou 1993 si le chef de l'Etat, avant de solliciter le renouvellement de son mandat, prenait l'initiative d'un référendum pour proposer de réduire à cinq ans la durée du mandat présidentiel).

Ce faisant, le premier secrétaire du PS fait coup triple. Il sert la stratégie développée par M. Mitterrand, il oblige tous les chefs de file à privilégier les intérêts politiques du parti au lieu de ceux de leur propre image, et il fige tous ceux qui, autour de lui, pourraient être tentés, à l'image de M. Rocard, d'enterrer trop tôt leur « patron » historique. Et par la même occasion, M. Jospin essaie de brider totalement un Laurent Fabius dont les orientations personnelles divergent, justement, bien au-delà de 1986 et 1988.

A l'égard du premier ministre, le premier secrétaire du PS n'y va d'ailleurs pas de main morte. Quarante-huit heures après avoir assuré que M. Fabius serait appelé à

Le premier secrétaire du PS pense que « la proportionnelle va permettre (...) une polarisation des votes et notamment des votes de gauche vers le PS ».

L'échec de 1986, verra, selon lui, un « face à face à trois » entre le gouvernement, le PS et la droite, car il n'y a pas, dit-il, « un projet communiste crédible ». M. Jospin, qui a souligné que la direction du PCF « est à la fois extrêmement catégorique dans son propos et hésitante dans sa démarche », pense que le PCF peut « se retrouver à nouveau devant le type de choix qu'il a dû faire, choix positif, au deuxième tour de l'élection présidentielle ». M. Jospin a rappelé qu'à l'Assemblée nationale les communistes, depuis la rupture de l'union, se sont abstenus sur des projets de loi gouvernementaux, « parce qu'ils leur donnait l'impression de se retrouver devant la menace de Le Pen (...) la plénitude de ses idées dans la droite (...) après 1986, et nous sommes en position dominante, écarte et rompt avec la droite ».

Du côté de la droite, le premier secrétaire du PS ne croit « pas impossible qu'un certain nombre de forces d'électeurs, classes actuellement dans le camp constructeur, devant la menace de Le Pen (...), la plénitude de ses idées dans la droite (...) après 1986, et nous sommes en position dominante, écarte et rompt avec la droite ».

Enfin M. Mauroy, qui rêve encore à l'union de la gauche, et M. Fabius, qui lorgne vers les centristes, M. Jospin adopte aussi, vis-à-vis des communistes, une position ouverte et pragmatique, qu'il exprime en des termes que ne désavoueraient pas les rénovateurs du PCF, soucieux, tel M. Pierre Joxe, de « reconstruire la gauche ». Et là encore, le premier secrétaire du PS pose des bornes personnelles, qui ne gênent pas, bien au contraire, le chef de l'Etat.

« Les choses sont bien balisées », disait samedi M. Jospin. En effet ! Mieux, elles sont verrouillées. Qui prétendait que le chef du PS était un piètre manœuvrier ?

ALAIN ROLLAT.

● **Rassemblement indépendantiste dans le Pas-de-Calais.** - Le rassemblement organisé dimanche 7 juillet à Capesart-Belle-Pan par le Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI), dont le fondateur, Luc Rétiveau, s'est écrié le 16 juin de la prison de Basse-Terre, s'est déroulé sans incident, mais il n'a réuni qu'une centaine de militants indépendantistes. La « mémoire » publiée par Luc Rétiveau et mettant en cause plusieurs personnalités politiques (le Monde daté 7-8 juillet) n'a pas eu l'effet mobilisateur escompté dans le courant séparatiste. (Corresp.)

● **M. Max Siméoni réélu secrétaire général de l'UDF.** - M. Max Siméoni a été réélu le dimanche 7 juillet secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC) lors de l'Assemblée générale de ce mouvement, qui s'est tenue à Catteraggio (Hante-Corse). Au cours de son allocution, M. Siméoni a mis en garde l'association pour une Corse française et républicaine (CFR) après sa décision de marcher sur Corte le 10 août, au moment où le MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) tiendra ses journées internationales.

● **Entreprises et politique.** - M. Pénissol nous prie de préciser que s'il a bien souhaité l'entreprise et le projet de l'association Entreprise et projet, il n'a pas voulu le dimanche 7 juillet rassemblement des élus issus de l'entreprise, comme nous l'avons rapporté, cela voulait dire qu'une fois par an ces élus pourraient se réunir « au-delà de leurs appartenances politiques » et que, dans son esprit, il ne s'agissait pas de constituer des listes socioprofessionnelles aux élections.

● **RECTIFICATIF.** - C'est par erreur que nous avons écrit, dans le Monde daté 7-8 juillet, que le département de l'Orne ne comptait aucun sortant député de gauche. Il en compte un en la personne de M. Michel Lambert, député socialiste.

CH

Un sondage

Depuis la date de la dernière réunion

Des chiffres

En Ile de France sur les m...
NBJ est l...
Incontest...
toutes les...
grandes co...

En France
NBJ est p...

Car NBJ a...
un phénom...
sur NBJ

La popularité...
d'aujourd'

Et l'attentat...
la général...
maintenant...
Elle a déj...

Qui en France...
parler NBJ

TREKKING - EXPÉDITION
SAHARA
de dunes en canyons avec les
Touaregs du Hoggar, de l'Air ou
les Maures de Mauritania
NOMADE
les amis du Sahara
30, av. des Femmes - 75017 Paris
329-06 80

Soldes d'été Barnett

QUELQUES PRIX
COSTUMES LEGERS
Wash and Wear 990 690
PANTALONS Ultra-légers
Lavables 390 240
VESTES SEERSUCKER
Poids plume 790 490
SAHARIENNES avec pantalons
lavables 1290 890
BLOUSONS SPORTSWEAR
Ultra-légers 490 290
Maillots de bain, bermudes,
chemisettes, etc...
19 AV. VICTOR HUGO - 15

150 من الأصل

NRJ CRÈVE L'ÉCRAN.

Un sondage en confirme un autre. Le phénomène NRJ s'amplifie.

Depuis le début du septennat de François Mitterrand, y-a-t'il eu dans le domaine des nouveaux medias et de l'audiovisuel, une réussite plus spectaculaire que celle de NRJ ?

Des chiffres :

En Ile de France, sur les moins de 50 ans, NRJ est le N°1 incontestable devant toutes les radios, grandes ondes et FM.

STATIONS	SONDAGE IPSOS-IDF 2ème vague Mai 85 12-49 ans	ETUDE REALISEE PAR IFOP ET SOFRES sous le contrôle technique du CESP du 21 Mai au 15 Juin 85 15-49 ans
NRJ	33,4 %	27,3 %
Radio périphérique A	24,0 %	25,0 %
Radio périphérique B	21,0 %	18,5 %
Radio d'Etat	17,6 %	14,1 %
Radio locale privée N°2	5,9 %	3,6 %
Radio locale privée N°3	5,2 %	3,6 %

En France : partout où NRJ s'est réellement implantée, NRJ est plébiscitée.

Car NRJ n'est pas seulement un phénomène media, c'est aussi un phénomène de société. "NRJ on t'aime", "On ne peut pas vivre sans NRJ", lisait-on sur les calicots à Paris ou à Strasbourg.

La popularité de NRJ répond à l'attente de la France d'aujourd'hui : 1 français sur 2 a moins de 35 ans.

Et l'attente de cette génération, la génération NRJ, c'est d'avoir maintenant sa télévision musicale. Elle a déjà fait son choix : NRJ/TV.

SONDAGE TELE ROCHE Mai 85 IPSOS-IDF	
QUESTION : Parmi les différentes radios suivantes, quelle est celle qui vous paraît la mieux placée pour créer une chaîne de télévision consacrée à la musique moderne ?	
NRJ	52 %
Radio locale privée N°2	12 %
Radio locale privée N°3	8 %
Radio locale privée N°4	6 %
Radio périphérique A	6 %
Radio périphérique B	4 %
Ne se prononce pas	12 %

Qui en France plus que NRJ sait parler musique ?



La plus belle ...

pas confondre
union nationale

illage

SAHARA
MOMAR

Soldes
d'été
l'année

société

HUIT MORTS ET CINQUANTE-CINQ BLESSÉS SUR LA VOIE LE HAVRE-PARIS

La SNCF assure qu'il n'y a pas eu de défaillance du système de signalisation

Huit personnes sont mortes - et non douze comme il avait été annoncé en début d'après-midi par les autorités - et cinquante-cinq ont été blessées lors du déraillement du train Corail Le Havre-Paris, lundi 8 juillet, à Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure). Le train, qui roulait à près de 160 kilomètres à l'heure, a percuté à 9 h 10 contre un semi-remorque immobilisé sur la voie au moment où il devait franchir le pas-

sage automatique. Le premier ministre, M. Laurent Fabius s'est rendu sur les lieux au début de soirée. MM. Jean Auroux, ministre d'Etat aux transports et le directeur de la sécurité civile, M. Henri Rouanet, l'y avaient précédé. La SNCF assure que le système de signalisation fonctionnait parfaitement et qu'il n'y a pas eu de défaillance au passage à niveau.

De son côté, la Fédération CGT des cheminots demande que « les circonstances précises de l'accident soient recherchées, afin d'établir si certaines mesures préventives (détecteurs de chocs et d'obstacles) ou si le maintien d'installations ou d'effectifs (dont la suppression avait entraîné des protestations de la CGT) n'auraient pas permis d'éviter la catastrophe ou d'en réduire les conséquences ».

« Camion contre locomotive à Saint-Pierre-du-Vauvray »

De notre envoyé spécial

Saint-Pierre-du-Vauvray. - Le village somnolait encore, lundi matin, vers 9 heures. Saint-Pierre-du-Vauvray avait doucement son feu d'artifice de la veille et ses flonflons à l'heure patronale oblige. - quand le rapide Le Havre-Paris a percuté contre la cabine d'un semi-remorque légèrement engagé sur le passage à niveau.

Dans son sommeil, M^{me} Josiane Loeb, trente-quatre ans, a donc vu. Elle n'a pas le train broyer méthodiquement la cabine, puis tanguer follement sur les rails durant 300 mètres pour finir par happer un pylône de 7 mètres et le projeter contre sa maison, le long de la voie. « Je dormais au premier étage, dit-elle. J'ai été réveillée par un vacarme épouvantable, et j'ai cru que la maison s'effondrait. » En réalité, le pylône venait de scalper le croupier et les pierres de la façade. Et il ne restait plus, entre M^{me} Loeb et le vide, qu'une mince cloison.

De l'autre côté de la voie ferrée, au numéro 36 de la rue du Vieux-Saint-Pierre, la famille Docaux prenait le café avec des amis. Le temps de se dire « Mon Dieu, mon Dieu ! le train déraillera », la voiture garée dans le jardin et la balançoire des enfants étaient écrasées sous un amas de ferraille.

An numéro 20 de la même rue, M^{me} Strassil, soixante-sept ans, arrosait ses fleurs devant sa maison. Le choc et le bruit de l'accident l'ont tout de suite alertée d'un danger. Elle poussait alors précipitamment la porte de son jardin pour se protéger. Il était temps. Le rapide Le Havre-Paris projetait à 50 mètres d'elle un premier wagon hors de la voie, qui s'écrasait dans la cour d'un pavillon.

Nous sommes à 100 mètres du jardin de M^{me} Strassil. M. Raymond Rouven, soixante-quinze ans, vient de boire son café. Sa femme, assise en face de lui, éprouve des pommus de terre. C'est à ce moment qu'un wagon plonge vers eux pour s'encaster dans leur cuisine. Miraculeusement, M. et M^{me} Rouven sont presque indemnes, alors que la pièce et les appareils électroménagers sont bûchés menu.

Quelques secondes auparavant, M^{me} Gisèle Laroche avait été un des rares témoins de l'accident. Sortie de Saint-Pierre assoupie pour acheter des cigarettes, elle descen-

dait la rue conduisant au passage à niveau : « J'ai vu le semi-remorque engagé sur le passage avec la barrière à moitié fermée. Elle était sur la cabine du chauffeur. Je l'ai vu descendre du camion et essayer de bouger la barrière, regarder s'il pouvait reculer. Il a amorcé une marche arrière doucement, doucement. Je me suis dit : mais il rêve, il faut qu'il se salue. »

700 tonnes à 157 km à l'heure

Trop tard. Les cinquante secondes du système de sécurité sont passées : c'est-à-dire la sonnerie, le feu rouge clignotant et l'abaissement complet des barrières trente secondes avant le passage du train. Les 700 tonnes du convoi lancé à 157 kilomètres/heure arrachent la cabine du semi-remorque, la broient sur 100 mètres pour finalement éjecter le chauffeur, M. Philippe Olive, en contrebasse du ballast.

Il faudra encore plusieurs secondes pour que le rapide cesse complètement sa course. Le wagon de tête - la motrice est située à l'arrière du train - décroche le premier pour se renverser 300 mètres après le lieu du choc. Puis vient le tour de cinq autres voitures sur onze.

M^{me} Laroche, dans un silence soudain total, va alors apporter des secours, comme l'ensemble des villageois. L'une des premières, la postière, dont le bureau donne sur le passage à niveau, téléphone à la mairie. MM. René Bourreau, maire adjoint, et Jacques Poudroux, chef d'équipe à la mairie, arrivent ensuite : « On a commencé par le wagon de tête. Il était entortillé autour du poteau porche-cathédrale. Les passagers avaient tous été projetés au milieu, au niveau du point de choc, entassés les uns sur les autres. On a retiré deux morts et une femme qui ne pouvait quasiment plus respirer. »

Les pompiers de Louviers avaient enregistré le premier appel à 9 h 10. Un message exprès : « Camion contre locomotive à Saint-Pierre-du-Vauvray. Le capitaine Beaumesnil fonce. J'ai roulé à 150 à l'heure. Je dois dire que je suis passé un peu vite dans le village. On est arrivé en trois ou quatre

minutes. J'ai immédiatement déclenché les SAMU, les ambulances, trois fourgons de protection, deux véhicules de secours routiers et deux véhicules de liaison. » Très vite, cent trente-cinq pompiers de l'Eure et de Seine-Maritime travailleront autour des wagons couchés sur le ballast, torpillés sous le choc.

Les blessés légers sont d'abord soignés chez les particuliers et au bar du Week-End, puis dans les

antennes médicales. Le terrain de football qui longe la voie ferrée et servait de lieu d'accueil à la fête patronale et aux forains se transforme en un vaste centre de secours.

Les ambulances et les hélicoptères entrent alors en action, et les derniers blessés seront évacués bien avant midi. Midi, justement, sera l'heure d'une nouvelle invasion : celle des badauds qui viendront faire des photos.

LAURENT GRELSAMER.

Et si l'on supprimait les passages à niveau

Le conducteur du camion impliqué dans le déraillement du train Le Havre-Paris a été placé dans la situation dramatique représentée dans tant de films d'horreur où vécus dans les pires cauchemars. Les conséquences de son incapacité à tirer son poids lourd de cette mauvaise passe ont fait de cet accident ferroviaire l'un des plus meurtriers des dix dernières années. Elles rappellent que l'entre-croisement des réseaux ferrés et routiers est une occasion permanente de drames.

Les statistiques de l'année 1984 illustrent ce risque : on a enregistré l'an dernier 2.500 entassements de véhicules à des passages à niveau, 317 collisions entre des véhicules et des trains et 71 personnes tuées dans ces accidents.

La SNCF est consciente de cette menace. De 1970 à 1984, elle a divisé par trois le nombre des passages à niveau non gardés : de 12.500 à 4.100. Au cours de l'année dernière, elle a consacré 178 millions de francs à la modernisation de 200 passages à niveau équipés désormais de barrières automatiques et de feux clignotants.

Malheureusement, cet effort ne suffit pas car il existe des barrières placées dans des virages dangereux, certaines qui viennent casser l'élan d'automobiles poussées à la vitesse par une voirie « performante », d'autres enfin que le brouillard rend redoutables pour les conducteurs connaissant mal le terrain.

Toutes ces raisons militent pour la suppression pure et simple des intersections ferroviaires. En 1984, la SNCF a affecté

155 millions de francs à l'élimination de 117 passages à niveau, soit 27 grâce à la construction d'ouvrages d'art, 26 par l'établissement de déviations routières et 64 par la neutralisation complète du franchissement. Il reste en France 22 035 passages à niveau dont 10 900 sont automatisés. La raison commanderait d'en programmer la disparition progressive en donnant la priorité aux plus dangereux, mais aussi à tous ceux qui se trouvent situés sur une voie ferrée où les trains circulent à vive allure.

Certes, les constructeurs ont cherché à parer aux risques de collisions frontales par un abaissement du train avant des motrices et par un blindage de leur cabine, et le conducteur du train 3136 Le Havre-Paris doit à ces protections d'avoir survécu jusqu'à la vie sauve. En revanche, il n'est pas possible de prévoir la réaction de voitures déraillant à 160 kilomètres/heure.

L'exemple de la nouvelle ligne du TGV Paris-Lyon est là pour prouver l'efficacité de la sécurité - sauf acte de malveillance - d'une isolation totale par rapport à la circulation routière grâce à des passages en dénivelé et par rapport aux chemins humains et animaux grâce à l'installation d'un grillage.

L'énergie emmagasinée par un TGV lancé à 280 kilomètres/heure est potentiellement si meurtrière qu'il vaudrait mieux ne pas tenter le diable. A quand la même prudence sur toutes les lignes rapides ?

ALAIN FAUJAS.

POUR DIFFAMATION ENVERS M. LE PEN

M. Michel Polac est condamné à 2 000 francs d'amende

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris présidée par M^{me} Jacqueline Clavery a condamné, lundi 8 juillet, M. Michel Polac, producteur et animateur de l'émission de TF 1 « Droit de réponse », à 2 000 francs d'amende et 2 000 francs de dommages-intérêts pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen.

L'intérêt de cette décision tient en fait qu'elle porte elle aussi sur l'application de propos concernant l'attitude de M. Le Pen lorsqu'il était lieutenant au 1^{er} régiment de parachutistes à Alger, dans les premiers mois de 1957, et qu'elle intervient après les deux jugements qui ont débouté M. Le Pen de ses actions tant contre le Canard enchaîné que contre le quotidien Libération.

Le 15 septembre 1984, M. Polac avait rappelé que le président du Front national avait intenté des procès à lui-même ainsi qu'à M. Stéphane Collaro, en ajoutant que M. Le Pen ne paraissait pas en revanche « choqué de se voir accusé d'avoir pratiqué la torture en Algérie par le Canard enchaîné ». « Il me semble, ajoutait-il, que si c'était faux on ferait un procès en diffamation. »

Or M. Le Pen à cette date avait déjà défilé depuis le mois d'avril sa citation contre le Canard enchaîné.

L'affaire avait été plaidée le 24 juin. M^{me} Yves Cornot, avocat de M. Polac, n'avait pas manqué de se référer au jugement rendu par cette même dix-septième chambre - mais composée d'autres magistrats et présidée par M. Emile Cabizé, dans l'affaire du Canard enchaîné - et de soutenir que M. Le Pen, ayant approuvé et justifié la torture pendant la guerre d'Algérie, ne pouvait s'estimer atteint dans son honneur et dans sa considération.

Or, sur ce chapitre, le jugement rendu sous la présidence de M^{me} Clavery diffère de celui qui est intervenu le 18 avril (Le Monde du 20 avril).

Il déclare notamment : « Il n'est pas imputé au plaignant (M. Le Pen) d'avoir tenu des propos favorables à la torture, d'en avoir approuvé son usage lors des événements douloureux d'Algérie. Il est incontestable que, en l'absence d'un démenti formel de sa part qui aurait valu d'une action judiciaire, il a reconnu implicitement sa participation à des sévices. »

Mais le tribunal estime surtout que « cette allégation personnelle, faite en connaissance de cause et que l'attitude à la considération en tant qu'élément constitutif du délit doit être appréciée sur la base d'un critère objectif à partir de valeurs communément admises ». « Il est, indifférent, ajoute le tribunal en se référant à la doctrine et à la jurisprudence, que le préjudice moral ou matériel ait été réalisé, ce dernier point étant seulement de nature à avoir une influence sur les dommages-intérêts et non sur l'existence même du délit. »

Le devoir de prudence

Dès lors, il restait à apprécier si M. Polac pouvait être relâché du bénéfice de la bonne foi qu'il avait invoquée. Or, pour la dix-septième chambre, l'animateur de « Droit de réponse » a failli au devoir de prudence qui s'impose aux journalistes pour n'avoir pas vérifié que, contrairement à son affirmation, M. Le Pen, en septembre 1984, avait bel et bien cité le Canard enchaîné.

En outre, le jugement estime que les propos de M. Polac « par ailleurs sommaires, ne traduisent pas la préoccupation d'un journaliste face au dilemme qui se posait à l'époque, le recours éventuel à des sévices et leur prohibition légale et morale dans un pays démocratique ». C'est ainsi que M. Jean-Marie Le Pen se voit condamner, sur le plan civil, 2 000 francs de dommages-intérêts. Il en réclamait 200 000.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

A NOTRE-DAME

Plusieurs interpellations après une manifestation en faveur d'un indépendantiste guadeloupéen

Une dizaine de manifestants ont pénétré, le lundi 8 juillet vers 9 h 30, dans la cathédrale Notre-Dame, pour réclamer la libération « immédiate » et « sans condition » du militant indépendantiste guadeloupéen Georges Faisans, condamné à trois ans de prison pour avoir blessé à la main un enseignant à Pointe-à-Pitre et qui fait la grève de la faim depuis le 3 juin. Cinq d'entre eux (dont le propre femme et deux enfants de Georges Faisans) se sont enchaînés à des grilles. Vers 10 heures, les policiers sont intervenus, cassant les chaînes, pour expulser et interpellés une dizaine de personnes, relâchées dans la soirée. L'avocat de M. Faisans, M^{me} Monrad Oussedik, a

annoncé qu'il s'était pourvu en cassation après la condamnation de son client à trois ans d'emprisonnement. Selon le ministre de la défense, M. Georges Faisans continue sa grève de la faim au grand quartier, à Fresnes et son état n'a rien d'alarmant.

Cette manifestation fait suite à deux précédents, sur la place Vendôme (le 2 juillet), et sur la place de la République (le 6 juillet) et, enfin, à la mise en garde du gouvernement français par l'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC) : « La sécurité d'aucun Français (...) ne serait plus assurée dans l'île » si Georges Faisans mourait en prison des suites de son action.

A Saint-Cyr-sur-Mer

LE DIRECTEUR D'UN CAMPING EST INCUPLÉ D'HOMICIDES ET DE BLESSURES INVOLONTAIRES

M. Christian Joly, cinquante-neuf ans, directeur administratif du camping des Baumes à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), où onze personnes sont mortes après l'effondrement d'un mur (Le Monde du 28 mai), n'est inculpé, lundi 8 juillet, d'homicides et blessures involontaires, par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction au tribunal de Toulon.

M. Christian Joly a été laissé en liberté après avoir versé une caution de 600.000 francs.

Le 26 mai, un mur de soutènement s'était effondré sur un groupe de campeurs qui prenaient leur petit déjeuner. Onze personnes - dont cinq enfants - étaient mortes écrasées, six autres avaient été blessées, dont deux grièvement. Le mur avait été construit peu de temps auparavant par des ouvriers du camping. Aucun permis n'avait été demandé et, selon les experts, les fondations du mur étaient insuffisantes, ce qui explique sa chute d'un seul tenant.

UN DÉBAT AU CONSEIL DE PARIS

Le plan de développement de l'Est parisien a pris du retard

Le plan de développement de l'Est parisien est-il une vaste entreprise qui va, en quelques années, changer la vie de près de la moitié des habitants de la capitale, en bien est-ce, comme le prétend l'opposition municipale, une opération « pondre aux yeux » ou même une stratégie machiavélique visant à chasser les travailleurs au profit des classes dirigeantes ? Les élus de Paris en ont débattu durant plusieurs heures, lundi 8 juillet, en conseil municipal.

Rééquilibrer Paris vers l'est, c'est-à-dire doter les sept arrondissements (10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e) des logements décents et des équipements publics qui leur manquent, n'est devenu un véritable plan-programme que depuis le 28 novembre 1983, lorsque M. Jacques Chirac a proposé aux conseillers de Paris d'en faire le grand dessein de leur mandat (Le Monde des 6 et 30 novembre 1983).

Sans être votée en bonne et due forme, sa proposition datée et chiffrée a été approuvée par la plupart des élus, à l'exception des communistes. Dix-huit mois plus tard, comme promis, le maire a voulu dresser un premier bilan des réalisations.

M. Chirac a donné d'emblée trois chiffres : 48,5 % des Parisiens habitent dans les sept arrondissements de l'Est et ceux-ci ont reçu, en 1984, 51,5 %, puis, en 1985, près de 54 % des investissements. Conclusion : « La régénération de l'Est

parisien est, à ce jour, une réalité évidente. Sous nos yeux, ces arrondissements changent de visage, et nous pouvons augurer que leur transformation sera considérable et irréversible à la fin du présent mandat, c'est-à-dire en 1989. »

Les socialistes n'ont pas en de peine à faire remarquer qu'on avait prévu de consacrer à l'Est 60 % des investissements, et cela pendant six ans. On est loin du compte.

La lenteur des procédures, les opérations engagées dans le reste de la capitale (ZAC Citroën, ZAC Champerret, ligne Orly, Invalides, Montparnasse, Forum des Halles), mais aussi la volonté de limiter la fiscalité locale sont la cause de ce retard.

Où en sont les réalisations ? Selon M. Alain Hubert, conseiller socialiste, la proportion des opérations mises en chantier par rapport aux prévisions est la suivante : 50 % pour les activités industrielles et artisanales, 40 % pour les bureaux, 17 % pour les écoles élémentaires, 12 % pour les crèches, 10 % pour les espaces verts, 8 % pour les équipements sportifs, 7 % pour les logements et bien peu pour les équipements culturels.

En ce qui concerne les terrains - sans lesquels rien ne peut se faire, la moitié de ceux qui doit céder la SNCF, 20 % de ceux qui doit libérer la Ville et 10 % seulement de ceux qu'elle doit acheter à des particuliers sont disponibles. Quant à la réhabilitation des logements vétustes, elle avance si lentement

qu'au rythme actuel le plan ne serait réalisé qu'en l'an 2000.

Sur les sept arrondissements concernés, quatre (les 12^e, 18^e, 19^e et 20^e) ne sont pas encore dotés des plans de circulation promis depuis des années. Hormis l'élargissement de la rue de Flandre et l'ouverture d'un tronçon de la rue Armand Carrel (19^e), aucune grande opération de voirie n'est prévue à l'est.

Un manteau d'Arlequin

M. Bernard Roher (RPR), adjoint à l'urbanisme, a tout de même annoncé, au détour d'une phrase un peu sibylline, une décision majeure : la construction d'un nouveau pont à Austerlitz. Le doublement du pont de Bercy et l'agrandissement de la voie sur berge Mazas sont décidés. M. Chirac le confirmera officiellement à la rentrée.

Deux observations d'importance ont été faites à propos du plan de l'Est parisien : l'une a été formulée par M. Georges Sarre, socialiste. « Ce n'est qu'une compilation d'opérations déjà programmées depuis longtemps et de quelques projets nouveaux », a-t-il dit. Un membre d'Arlequin sans autre cohérence que la localisation géographique. L'autre par M. Didier Bariani (radical), maire du 20^e : « Il manque à tout cela quelques pôles d'attraction, des points d'orgue. J'en propose un au bar de Belleville. » Fladdoyers paillards, a simplement dit le maire de Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES-PO
Session intensive d'été : début 22 Juillet
Cours annuels : début 10 Octobre
PRESUP
début : 18 Sept. 1985
médecine
pharmacie
sage femme
NAPAUD
337.71.16

سكوا من الأصل

هتدأ من الامثل

CHRISTINE VILLEMEN MAINTENUE EN DÉTENTION

Les arguments de M. Jean-Michel Lambert

De notre envoyé spécial

Epinal. — Christine Villemén a continué sa grève de la faim à la prison de Metz. Jean-Marie Villemén a entamé la sienne lundi 8 juillet à la prison de Nancy, et il a fait savoir, par l'intermédiaire de M. Garand, « qu'il ira jusqu'au bout, comme Christine son épouse, jusqu'à ce qu'elle soit libérée ».

Ce couple « parfait », comme le célèbre M. Garand, « ce couple uni pour le meilleur et pour le pire » — et là plutôt dans la pire situation, avec chacun une inculpation d'assassinat — a lancé ainsi de ville à ville, de prison à prison, un cri et un défi au juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert. « Il ne nous a pas compris », dira Jean-Marie Villemén, convaincu de l'innocence de son épouse et accroché à cette notion comme à une ultime bouée.

M. Lambert a répondu. A sa manière. En rejetant dès lundi la demande de mise en liberté déposée vendredi dernier par M. Garand pour Christine Villemén. Dans ses réquisitions, le parquet général, par l'intermédiaire de M. Jean-Jacques Lecomte, procureur de la République au tribunal d'Epinal, avait donné un avis favorable. M. Lecomte, fidèle à la position adoptée précédemment par le parquet, se prononçait en faveur de l'inculpation de Christine Villemén pour assassinat et de son maintien en liberté sous contrôle judiciaire.

M. Lambert, tout aussi fidèle à sa position, n'a pas suivi les réquisitions du parquet. Il en a le droit; et il en a usé, motivant son refus sur trois arguments : l'état de santé de M. Villemén n'est pas menacé par la détention, en raison de la surveillance médicale constante dont elle est l'objet; la mise en liberté de M. Villemén compromettrait sa sécurité; enfin, M. Villemén doit être maintenu en prison; donc isolé, pour aider à la manifestation de la vérité, et notamment pour permettre au service régional de police judiciaire de Nancy, auquel le juge Lambert a délivré une nouvelle commission rogatoire, de continuer ses investigations.

Après ce refus du juge d'instruction, M. Garand et sa cliente vont donc, selon la procédure normale, introduire un recours auprès de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy. Cette instance, après fixation d'une date d'audience, sans doute très prochaine, a théoriquement trente jours pour se prononcer, mais il paraît cependant vraisemblable que ce délai ne sera pas totalement utile.

Chaque, donc, est resté sur ses positions. Les seuls changements intervenus ont été le fait des avocats de M. Marie-Ange Laroche, M. Welzer, Prompt et Stasi, qui ont déposé, lundi, un mémoire pour demander la jonction des deux dossiers à l'instruction. L'assassinat de Grégory Villemén et celui de Bernard Laroche. Leur argumentation se fonde sur le mobile invoqué par Jean-Marie Villemén, qui entendait, en tuant Bernard Laroche, « exécuter l'assassin de son fils ». Les conseils de M. Laroche estiment donc indispensable d'avoir accès au dossier sur l'assassinat de Grégory pour exercer pleinement leur rôle de partie civile. Dès mardi, donc, M. Laroche se constituera partie civile contre Christine Villemén pour complicité dans l'assassinat de Bernard Laroche.

PIERRE GEORGES.

■ **Attentat contre un bar de Cibeaux.** — Une femme — ou un homme coiffé d'une perruque de femme — a ouvert le feu, dans la soirée du 8 juillet, sur la terrasse du bar Bittoir de Cibeaux, près de Saint-Jean-de-Luz, où une trentaine de consommateurs étaient attablés. Par miracle, les sept coups de feu tirés avec un pistolet n'ont fait aucun blessé. Cet établissement avait déjà fait l'objet, le 26 mars, d'un attentat revendiqué par le Groupe antiterroriste de libération, blessant un réfugié basque (*Le Monde* du 28 mars). C'est la septième action du GAL depuis le début de l'année et la troisième pour cette seule commune. Le signalement du tireur correspond à celui qui avait été relevé dans plusieurs attentats précédents. — (*Corresp.*)

BILAN D'UNE DÉCENNIE A NAIROBI

Les femmes victimes de la politique

Avant même de commencer, le 10 juillet, la Conférence internationale des Nations unies célébrant la Décennie de la femme a posé de nombreux problèmes. Problèmes d'organisation d'abord car il n'est pas évident d'accueillir ainsi plus de dix mille personnes, surtout quand on change plusieurs fois de calendrier. Mais problèmes de fond essentiellement, car les Etats-Unis, soutenus par bon nombre de pays occidentaux, dénoncent la politisation extrême de ce genre de débats.

Le gouvernement de M. Reagan ne cesse de répéter qu'il faudrait

parler un peu moins de nouvel ordre économique international, des répercussions de l'apartheid sur la condition des femmes en Afrique du Sud et de la situation des Palestiniennes dans les territoires occupés par Israël, pour consacrer plus de temps au rôle des femmes dans le développement, dans l'éducation aux réfugiées et à la violence dans les familles : « *Quatre points essentiels et prioritaires à nos yeux* », a souligné M. Gregory Newell, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des organisations internationales.

Il faut, bien sûr, situer cette démarche américaine dans la lutte menée par Washington depuis plus d'un an au sein des organisations de l'ONU et lors des conférences internationales pour imposer au débat un ton qui lui soit plus favorable et occuper une tribune qu'il estime monopolisée par les non-alignés et les pays de l'Est.

Par deux fois déjà, à Mexico en 1975 puis à Copenhague en 1980, les conférences sur les droits de la femme ont frisé le fiasco par excès de politisation. Mais comment pouvait-il en être autrement avec les thèmes retenus en 1975 pour cette décennie : « *Egalité, développement et paix* » ? Trois sujets très généraux qui répondent moins à une volonté d'efficacité qu'à un souci d'équilibre entre les préoccupations des différents blocs (l'égalité pour les Occidentaux, le développement pour les non-alignés et la paix pour les pays de l'Est). L'effet ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Dès les premières rencontres, les déléguées se sont enfilées dans de grandes considérations politiques sans avoir l'occasion, à la grande exaspération de certaines, d'examiner à fond la situation des femmes. A tel point que, pour pouvoir avancer, trois sous-thèmes ont finalement été retenus à Copenhague : emploi, santé et éducation. C'est autour de ces sujets que des pays, dont la France, ont concentré leurs efforts, dressé leur bilan et rédigé des propositions pour les années à venir.

La polémique a rebondi à l'occasion de la préparation du document fixant les perspectives pour l'août 2000 et qui sera soumis à l'assem-

blée plénière de la Conférence. Deux réunions ont été organisées, l'une à Vienne, en mars, l'autre à New-York, en mai. Toutes deux ont pris fin dans un chaos presque total, chacun restant sur ses positions. Tandis que la délégation américaine, conduite par la propre fille du président, Maureen Reagan, tentait d'écarter du document final les questions brûlantes comme l'apartheid, la Namibie et les Palestiniennes, les déléguées d'une cinquantaine de pays se réunissaient à Arusha (Tanzanie) pour mettre au point la participation des représentants de mouvements d'indépendance africains et sud-africains à la conférence et faire des suggestions sur les moyens de soutenir les

femmes et les enfants victimes de l'apartheid.

Fait rare, et qui présage un départ difficile pour la conférence de Nairobi, les déléguées seront donc saisies d'un document partiellement approuvé, contrairement à ce qui se fait d'habitude. Autre cadeau empoisonné : les commissions préparatoires ayant échoué dans leur tâche, il leur faudra décider de la procédure d'adoption des textes. Des débats qui risquent, là encore, d'être houleux : les Etats-Unis et la plupart des pays européens, dont la France, souhaitent que les textes soient adoptés à l'unanimité, alors que les pays non alignés et les pays socialistes préfèrent un vote à la majorité.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Un accord est possible

par YVETTE ROUDY (*)

MA position n'a pas varié depuis la Conférence d'août 1980, marquant la mi-décennie à Copenhague, à laquelle je représentais le Parlement européen, en tant que présidente de la commission des droits de la femme. Je ne mésestime pas l'urgence, la gravité et l'importance des débats qui secouent les Nations unies à propos du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, de la paix... Je sais que les femmes sont, partie prenante — avec leurs peuples et leurs pays respectifs — de ces débats qui les divisent, selon qu'elles appartiennent au Nord ou au Sud, qu'elles vivent à l'Ouest ou à l'Est, qu'elles sont conservatrices ou progressistes, nanties ou démunies. Mais je sais aussi qu'en matière des droits de la femme, un consensus est à portée de main.

Nous pouvons parvenir à un accord. Au nom de quelle raison d'Etat nous laisser diviser et nous laisser dépasser alors que nous avons si peu l'occasion de nous rencontrer dans des enceintes internationales et qu'il s'agit — au-delà du bilan de ces dix années — de préparer l'avenir ? Notre avenir et celui de nos filles.

Malgré les désaccords et les retards intervenus dans les préparatifs

officiels, à propos — entre autres — des stratégies à mettre en œuvre d'ici à l'an 2000, je compte bien poursuivre mes efforts dans cette perspective, pendant et après la Conférence. D'une part, en m'appuyant sur le bilan exhaustif des progrès accomplis en France en matière d'égalité entre hommes et femmes de 1975 à 1985, qui font de la France un pays-phare non seulement pour les droits de l'homme mais aussi pour les droits de la femme. D'autre part, en suscitant une concertation sans relâche entre Européens pour tenter d'éviter une politisation excessive des travaux (Le Parlement européen a adopté récemment une résolution allant dans ce sens). Enfin, en réaffirmant, au nom de la France, notre solidarité concrète avec les femmes des pays du tiers-monde, notamment francophones.

Ce faisant, je n'aurai pas le sentiment de travailler seulement pour les femmes. Stendhal ne pensait-il pas déjà que « l'admission des femmes à l'égalité parfaite, serait la marque la plus sûre de la civilisation [qui] doublerait les forces intellectuelles du genre humain et ses probabilités de bonheur ? »

(*) Ministre des droits de la femme.

EXPORTATEURS, ASSUREZ VOTRE DÉCOLLAGE.

Les garanties de la COFACE accompagnent l'entreprise depuis la prospection commerciale jusqu'au paiement des ventes à l'étranger.

compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur



COFACE

Siège Social: 32, rue Marbeuf - 75008 PARIS - Tél. (1) 256.60.20

chronologie

Juin 1985 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - **PÉROU** : Le conseil national des élections renonce à procéder au second tour de la présidentielle. M. Alan García, qui a obtenu 45,75 % des voix au premier tour, le 14 avril, est déclaré élu ; il entrera en fonctions le 28 juillet (4 et 21).

2. - **GRÈCE** : Aux élections législatives anticipées, le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou réussit à conserver la majorité absolue au Parlement : il obtient 161 (-13) des 300 sièges, contre 125 (+12) à la Nouvelle Démocratie (droite) (du 1^{er} au 5, 7 et 25).

3. - **FRANCE - GUINÉE ÉQUATORIALE** : Visite officielle en France du colonel Teodoro Obiang Nguema, président de la Guinée-Équatoriale (4 et 7).

5. - **AFRIQUE DU SUD - ÉTATS-UNIS** : L'adoption par la Chambre des représentants d'une série de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud constitue une condamnation de la politique de M. Reagan pour un « engagement constructif » envers Pretoria (5, 7 et 25).

6. - **BRESIL** : Un cadavre est exhumé, puis identifié par les experts comme étant celui de Josef Mengele, l'ancien médecin nazi, responsable de la mort de quatre cent mille personnes, est mort noyé, en 1979, sur une plage de Sao-Paulo (du 8 au 24).

6-16. - **INDE** : M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, se rend en visite officielle en France, du 6 au 10, puis, après un bref séjour à Alger, aux États-Unis, du 11 au 16. A Paris, comme à Washington, il reçoit un accueil très chaleureux (4, du 6 au 15 et 19).

9. - **CHYPRE** : M. Rauf Denktaş est élu président de la République, avec 70 % des voix, président de la République.

Otages à Beyrouth

Le 11, à l'aéroport de Beyrouth, des miliciens chiites s'emparent d'un Boeing-727 jordanien en partance pour Amman avec soixante-quatorze personnes à bord. Les passagers sont libérés le 12, et les pilotes de l'air réussissent à s'enfuir après avoir fait exploser l'appareil.

Le 14, un Boeing-727 de la TWA assurant la liaison Athènes-Rome est détourné vers Beyrouth par deux pirates de l'air. Après deux aller-retour à Alger, la mort d'un passager américain, assassiné à Beyrouth par les pirates, et la libération d'une centaine de passagers, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal et ministre de la justice, annonce, le 16, qu'il prend en charge la quarantaine d'otages américains qui restent prisonniers. Il se déclare « partie prenante » de la revendication des pirates qui exigent la libération des sept cent cinquante-six prisonniers libanais, en majorité chiites, transférés début avril par Israël sur des territoires. Les otages sont déplacés par Amal, le 17, dans la banlieue sud de Beyrouth.

Le 18, le président Reagan exclut toute « concession aux terroristes », tandis que plusieurs navires de guerre américains croisent au large de Beyrouth et que la presse et les chaînes de télévision américaines couvrent les moindres détails de l'événement. Jérusalem, qui avait indiqué que les détenus libanais seraient libérés en plusieurs étapes, refuse de céder au chantage des chiites, à moins d'une demande expresse de Washington. Cependant, les États-Unis multiplient les contacts diplomatiques, en particulier auprès de la Syrie, où les autorités déclarent, le 23, déployer « tous leurs efforts » pour permettre une issue positive au détournement.

Le 30, après plusieurs contre-temps, les trente-neuf otages américains quittent enfin Beyrouth pour Damas, d'où ils gagnent Francfort où ils sont accueillis par le vice-président Bush. M. Berri se félicite de cet « dialogue heureux » et affirme que la Syrie a obtenu des garanties sur la libération des libanais détenus en Israël (à partir du 12).

publique turque de Chypre du Nord qu'il a proclamé le 15 novembre 1983. Aux élections législatives du 23, son parti d'obédience, en raison d'une forte poussée de la gauche (7, 8, 11 et 26).

9-10. - **ITALIE** : M. Bettino Craxi, président du conseil, remporte une importante victoire au référendum organisé à l'initiative du Parti communiste : 54,3 % des Italiens refusent d'abroger le décret-loi qui gèle partiellement l'échelle mobile des salaires (1, 9, 10, 12 et 14).

10. - **LIBAN** : L'armée israélienne annonce qu'elle a « achevé son redéploiement sur la frontière ». En fait, quelques centaines de militaires israéliens restent aux côtés de l'Armée du Liban du Sud du général Antoine Lahad dans la « zone de sécurité » longeant la frontière sur une profondeur de 8 à 20 kilomètres (du 4 au 13 et 16-17).

10-11. - **FRANCE-RDA** : M. Laurent Fabius se rend à Berlin-Est pour la première visite officielle d'un chef de gouvernement d'une des trois grandes puissances occidentales (1, 8, 11, 12 et 13).

10-13. - **FRANCE-TOGO** : Le général Gnassingbé Eyadema, président du Togo, effectue en France une visite d'État (du 9 au 13 et 15).

10-14. - **FRANCE-TUNISIE** : Le président Habib Bourguiba se rend en visite de travail en France, puis, du 14 au 26, aux États-Unis (6, du 9 au 13 et 16-17).

11-12. - **CEE** : La RFA invoque, pour la première fois depuis l'adoption du compromis de Luxembourg du 30 janvier 1966, son « droit de veto », afin de s'opposer à la baisse de 1,8 % des prix des céréales proposée par la Commission (du 12 au 15, 20, 21 et 27).

12. - **CEE** : Les cérémonies solennelles de signature des traités confinant l'adhésion, à partir du 1^{er} janvier 1986, du Portugal et de l'Espagne à la CEE ont lieu à Lisbonne, puis à Madrid (du 11 au 14).

12. - **ESPAGNE** : Trois attentats revendiqués par l'ETA provoquent la mort de trois militaires et d'un policier, à Madrid et au Pays basque (13, 14 et 15).

12. - **ÉTATS-UNIS - NICARAGUA** : Le président Reagan obtient que la Chambre des représentants revienne sur sa décision du 24 avril et accorde une aide, théoriquement « civile », de 27 millions de dollars à la guérilla antisandiniste. Maragua riposte, le 13, en annulant le gel des achats d'armements décidé en février (7, 8, 13, 14 et 15).

13. - **CEE** : Le Parlement européen adopte le budget de la Communauté pour 1985 qu'il avait refusé de voter en décembre 1984. Les Dix ont accepté en avril d'augmenter les recettes du projet initial de 2 milliards d'ECU (14 milliards de francs) (11 et 14).

13. - **PORTUGAL** : Les ministres membres du Parti social-démocrate démissionnent du gouvernement de coalition formé en juin 1983 avec le Parti socialiste. M. Mario Soares, chef de ce gouvernement, annonce son intention de renoncer à ses fonctions (4, 6, 7, 15, 20, 27 et 29).

13-14. - **FRANCE-ITALIE** : M. Mitterrand se rend à Florence pour le sixième sommet régulier franco-italien (du 14 au 17).

14. - **ARGENTINE** : Le président Raúl Alfonsín annonce un très sévère plan de rigueur, adopté sous la pression du FMI. Une nouvelle unité monétaire est créée, l'austral, qui vaut près de 1 000 pesos. L'Argentine obtient, le 24, de trois cents banques internationales un crédit de 4,2 milliards de dollars (9-10, du 13 au 17, 19, 26 et 28).

14. - **BOTSWANA** : Un raid de commandos sud-africains contre des installations du Congrès national africain (ANC) à Gaborone, capitale du Botswana, provoque la mort de quinze personnes. Ce raid est condamné à l'unanimité, le 21, par le Conseil de sécurité de l'ONU (15, 16-17, 18 et 23-24).

14. - **POLOGNE** : Le tribunal de Gdansk condamne trois anciens responsables de Solidarité,

MM. Frasyński, Mielnik et Lis, à des peines de deux ans et demi à trois ans et demi de prison (5, 6, 7, du 12 au 17 et 22).

17. - **LIBAN** : Un accord est conclu à Damas entre le mouvement chiite Amal et les organisations palestiniennes hostiles à M. Yasser Arafat pour mettre fin à la guerre des camps palestiniens de Beyrouth. Dès le 18, les combats, qui ont fait 1 300 morts depuis le 19 mai, cessent (du 2 au 7 et du 11 au 22).

17. - **NAMIBIE** : Malgré l'opposition de la communauté internationale, Pretoria met en place un gouvernement et une assemblée inféodés à Windhoek. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, le 19, par 13 voix et 2 abstentions (États-Unis et Grande-Bretagne), une résolution qui menace l'Afrique du Sud de sanctions si elle ne cesse pas son occupation illégale de la Namibie (9-10 et du 19 au 22).

19. - **EL SALVADOR** : Des hommes armés mitraillent la terrasse d'un restaurant de San Salvador : trois personnes sont tuées, dont six Américains. L'attentat est revendiqué par la guerrilla salvadorienne (du 21 au 24, 27 et 28).

19. - **RFA** : L'explosion d'une bombe à l'aéroport de Francfort provoque la mort de trois personnes. Aucune des multiples revendications de cet attentat n'est justifiée par la police (21 et 22).

20. - **CANADA** : M. René Lévesque, premier ministre du Québec depuis 1976, annonce sa démission de la présidence du Parti québécois. Son successeur, qui sera élu par les militants fin septembre, deviendra chef du gouvernement (5, 22 et 25).

20. - **FRANCE - RFA** : M. Charles Herns, assistant à Minsingen, près de Stuttgart, à une manœuvre combinée des deux armées, déclare que « la France et l'Allemagne fédérale partagent des intérêts de sécurité qui sont communs ». Un sondage IFOP, publié par le Monde le 28, indique que une majorité de Français souhaite que la France parvienne à la sécurité de la RFA (22 et 28).

20. - **NÉPAL** : Plusieurs attentats à la bombe font huit morts à Katmandou et dans trois autres villes. Ils sont revendiqués par un groupe d'extrême gauche qui affirme qu'il s'agit de « la première étape vers la révolution » contre le régime du roi Birendra I^{er} (22, 23-24 et 30/VI-1/VII).

20-22. - **FRANCE - MEXIQUE** : M. Miguel de la Madrid, chef de l'État mexicain, achève par la France une tournée européenne qu'il a conduit depuis le 6 en Espagne, en Grande-Bretagne, en Belgique et en RFA (du 20 au 24).

21. - **FINANCES MONDIALES** : Les onze ministres des finances du groupe des Dix, réunis à Tokyo, estiment que « la structure fondamentale » du système monétaire international « demeure valide » et ne requiert pas de changements institutionnels « majeurs », mais reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer le régime actuel des changes flottants (22 et 23-24).

21. - **SUÈDE** : Mort de Tage Erlander, premier ministre de 1946 à 1969, considéré comme le « père du socialisme à la suédoise » (22).

23. - **Océan Atlantique** : Un Boeing-747 d'Air India qui effectuait la liaison Toronto-Bombay via Londres s'abîme en mer au sud-ouest de l'Irlande avec 329 personnes à bord. L'avion, qui a explosé en vol, pourrait avoir été victime d'un acte terroriste sikh. Le même jour, à l'aéroport de Tokyo, l'explosion d'un conteneur de bagages fait deux morts. La valise piégée, qui avait été descendue d'un vol de la Canadian Pacific en provenance de Vancouver, devait être ensuite chargée dans un avion d'Air India Tokyo-Bombay (à partir du 25).

24. - **GRANDE-BRETAGNE** : La police britannique annonce que plusieurs arrestations de membres de l'IRA ont permis d'empêcher une vague d'attentats à Londres et dans une douzaine de stations balnéaires d'Angleterre (25, 26 et 27/VI, 2/VII).

24. - **ITALIE** : M. Francesco Cossiga (démocrate-chrétien) est élu président de la République dès le premier tour, avec 752 voix sur 977. M. Sandro Pertini (socialiste) renonce à ses fonctions le 29 sans attendre le 8 juillet, date offi-

cielle de l'expiration de son mandat (5, 23-24, 25 et 26/VI, 2/VII).

24-25. - **FRANCE-ALGÉRIE** : Visite de M. Laurent Fabius à Alger (25, 26 et 27).

27. - **LIBAN** : Mort à Paris d'Élias Sarkis, chef de l'État libanais de 1976 à 1982 (28 et 29).

28-29. - **CEE** : Au conseil européen de Milan, un consensus ne peut être obtenu sur l'avenir institutionnel de la Communauté : la Grande-Bretagne, la Grèce et le Danemark votent contre la convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de préparer le passage à l'union européenne. En revanche, les Dix, unanimement, approuvent leur soutien au projet Eurfin qui vise à mettre en place l'Europe de la technologie. Les quatre principales sociétés européennes d'électronique, Siemens (RFA), Philips (Pays-Bas), General Electric (Grande-Bretagne) et Thomson (France), ont annoncé, le 25, leur intention de coopérer dans le cadre d'Eurfin (8, 9-10, 11, 15, 18, 20, 21 et à partir du 25).

CULTURE

6. - Mort du philosophe Vladimir Jankélévitch (8, 11, 15 et 25).

7. - **MM. Gandhi et Mitterrand** inaugurent l'Année de l'Inde. Plusieurs centaines d'artistes indiens participent, les 7 et 8, au Trocadéro, à un Mela, auquel assistent des dizaines de milliers de Parisiens (2-3 et 9-10).

11. - Le conseil d'administration d'Antenne 2 décide finalement de diffuser, le 2 juillet, le film *Des terroristes* à la télévision, consacré au groupe Maïachin. Cette décision relance la polémique, et M. Marchais dénonce une « attaque directe » du pouvoir contre le PCF (à partir du 1^{er}).

12. - Mort du peintre Tal-Coat (12 et 14).

14. - Le « jour le plus long du cinéma », organisé dans toute la France par le ministère de la culture, avec le concours des professionnels, a un grand succès : pour le prix d'un seul ticket, les spectateurs peuvent voir autant de films qu'ils veulent (13, 15 et 16-17).

SCIENCES

5. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi relatif au plan triennal 1986-1988 pour la recherche et le développement technologique. A l'Assemblée nationale, le 27, le débat est ouvert par M. Laurent Fabius. Le projet est adopté, le 28, par les sept députés socialistes, le PC votant contre, le RPR et l'UDF ne participant pas au vote (7, 27 et 29/VI, 30/VI-1/VII).

5. - Une équipe de biologistes américains annonce qu'elle a réussi à élucider la série des transformations moléculaires à l'origine d'un processus de cancérisation (7).

6. - Un vaisseau spatial soviétique quitte la Terre avec deux cosmonautes à bord : Sotoukh T-13 rejoint, le 8, la station orbitale Salout-7 (7, 11 et 22).

11. - Mort de Karen Quinlan, une jeune Américaine qui avait sombré dans le coma le 15 avril 1975. Au terme d'un procès retentissant, ses parents, invoquant le droit à une mort digne, avaient obtenu en mars 1976 que les médecins cessent toute assistance artificielle (13).

17. - L'*Alyone* du commandant Costant, parti de La Rochelle le 13 mai, est triomphalement accueilli à New-York. Ce navire expérimental à propulsion nucléaire est équipé de deux turbo-propulseurs qui lui transmettent la force du vent (19).

17-24. - La dix-huitième mission d'une navette spatiale américaine, la cinquième effectuée par Discovery, est un succès complet : les sept membres de l'équipage, dont un Français et un Sénégalais, réussissent à mettre en orbite trois satellites de télécommunications et à récupérer un satellite d'astrophysique réutilisable qu'ils avaient largué deux jours auparavant. L'astronaute français Patrick Baudry accomplit deux expériences françaises, « échographie » et « équilibre et vertige », qui portent sur le comportement de l'être humain dans l'espace. (du 18 au 26).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

19. - M. Laurent Fabius annonce qu'il a décidé de rendre obligatoire en France le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang (13, 21 et 23-24).

FRANCE

1. - Le RPR, réuni en congrès extraordinaire au Parc floral de Vincennes, adopte un « pacte pour la France », qui contient dix « mesures audacieuses à prendre dès 1986 pour créer le choc de la confiance » et assurer le « renouveau ». M. Raymond Barre exprime, le 2, sa confiance envers les « promesses démocratiques et réalistes » (du 1 au 6, 8 et 19).

8-9. - Une « convention libérale » est réunie au Palais des Congrès à Paris pour le XX^e anniversaire des clubs Perspectives et Réalités, à l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, en présence de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, se pose en fédérateur de l'opposition (du 5 au 12 et 16-17).

9. - Le Suédois Mats Wilander remporte les Internationaux de tennis de Roland-Garros en battant en quatre sets le Tchécoslovaque Ivan Lendl (du 28/IV au 11/VI).

13. - M. Michel Rocard, invité de l'émission « Questions à domicile », sur TF 1, annonce qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 1988 (15, 25 et 28).

15. - 300 000 personnes participent au concert gratuit organisé place de la Concorde à Paris par l'association SOS-Racisme, sous le label « Touche pas à mon pote » (14, 16-17 et 18).

21. - M. François Mitterrand participe aux cérémonies qui font d'Albion la « capitale culturelle de l'Europe » (du 22 au 25).

21. - La IV^e Fête de la musique rassemble, dans la plupart des villes de France, près de dix millions de personnes, selon le ministère de la culture (21 et 23-24).

24. - *Robert le Diable*, de Meyerbeer, revient à l'Opéra de Paris, où il n'avait pas été joué depuis 1893, dans une mise en scène de Petrika Ionesco (26).

28. - La loi sur les droits des auteurs et des artistes interprètes est définitivement votée par le Parlement (19, 22, 28 et 29/VI, 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

29-30. - Plus de cent vingt mille personnes assistent aux deux concerts de Bruce Springsteen au parc de La Courneuve (26/VI et 2/VII).

14. - M. Laurent Fabius propose à Mitterrand un discours à forte tonalité électorale, qui conduit M. Lionel Jospin à saisir le PS du désaccord qui l'oppose au premier ministre sur les rôles respectifs du gouvernement et du parti majoritaire dans la campagne législative de 1986. Le 26, M. Mitterrand donne raison aux deux hommes : « le chef du gouvernement est le leader naturel de la majorité » ; mais le PS doit pouvoir « conduire la campagne qu'il entend mener à sa guise » (à partir du 16).

24. - M. Georges Marchais affirme, dans un rapport présenté au comité central du PC, que le PS et la droite font, « toujours et dans tous les cas », le choix du capital » (25 et 26/VI, 2/VII).

24-25. - M. François Mitterrand, en voyage officiel dans le Langedoc-Roussillon, subit des manifestations hostiles, parfois violentes, de militants de la CGT et du PC. A Carcassonne, le 25, il dénonce vigoureusement l'attitude des dirigeants communistes et appelle les Français à se rassembler « autour de la modernisation du pays » (du 23 au 29).

26. - L'Assemblée nationale approuve définitivement les projets de réforme électorale instituant la proportionnelle (1, 6, 7, 8, 14, 15, 20, 21, 23-24, 27 et 28).

26. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi relatif à la modernisation de la police, qui prévoit 5,34 milliards de francs de crédits supplémentaires de 1986 à 1990 (12, 13, 14, 20, 22, 26, 27 et 28).

26. - M. Henri Blandin, contrôleur général des armées, échappe à une tentative d'assassinat, qui est revendiquée, le 2 juillet, par Action directe (28 et 29/VI, 4/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

29. - La Cour d'assises de la Gironde acquitte Guy Mouyrou, jugé innocent du meurtre pour lequel il avait été condamné le 21 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle. Il avait bénéficié en juillet 1981 d'une suspension de peine (du 28/VI au 2/VII).

Trois ima

Le 11, à l'aéroport de Beyrouth, des miliciens chiites s'emparent d'un Boeing-727 jordanien en partance pour Amman avec soixante-quatorze personnes à bord. Les passagers sont libérés le 12, et les pilotes de l'air réussissent à s'enfuir après avoir fait exploser l'appareil.

Le 14, un Boeing-727 de la TWA assurant la liaison Athènes-Rome est détourné vers Beyrouth par deux pirates de l'air. Après deux aller-retour à Alger, la mort d'un passager américain, assassiné à

Le Monde SCIENCES

Trois images pour un seul astre

Des astronomes français ont confirmé l'existence d'un phénomène de mirage gravitationnel, dont l'analyse devrait apporter beaucoup à la connaissance de l'univers lointain et à celle de ses débuts.

UNE équipe d'astronomes travaillant à l'observatoire de Paris-Montsouris et au télescope Canada-France-Hawaii vient de confirmer la réalité d'un phénomène connu sous le nom de mirage gravitationnel (*le Monde* du 22 juin). Il s'agit d'un effet prévu par l'astronome suisse, Zwicki en 1937, sur la base de la théorie einsteinienne de la relativité générale. Zwicki a montré qu'un même objet céleste peut apparaître en plusieurs points du ciel, si la lumière qu'il émet passe au voisinage d'un autre objet, suffisamment lourd pour courber la trajectoire des rayons lumineux, et jouer ainsi un rôle analogue à celui d'une lentille optique. Dans le cas considéré, celui du quasar « triple » PG1115+080 (1), on observe trois images. L'analyse de la variation d'éclat de ces images au cours du temps a permis de prouver qu'il s'agissait bien de trois images — en fait quatre dont deux pratiquement confondues — d'un même quasar, et non de trois quasars qui se seraient accidentellement trouvés presque dans la même direction. Qu'il s'agisse d'un « mirage gravitationnel » était fortement suspecté depuis la découverte en 1981 du quasar triple, mais la preuve manquait.

L'intérêt majeur de cette découverte est d'apporter une vérification de la relativité générale dans un domaine de distances

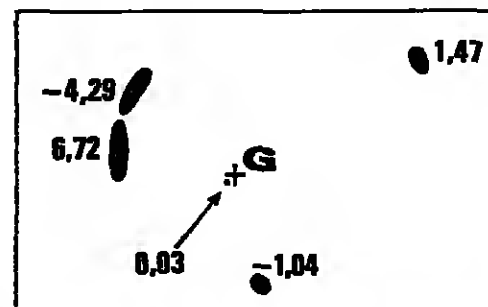
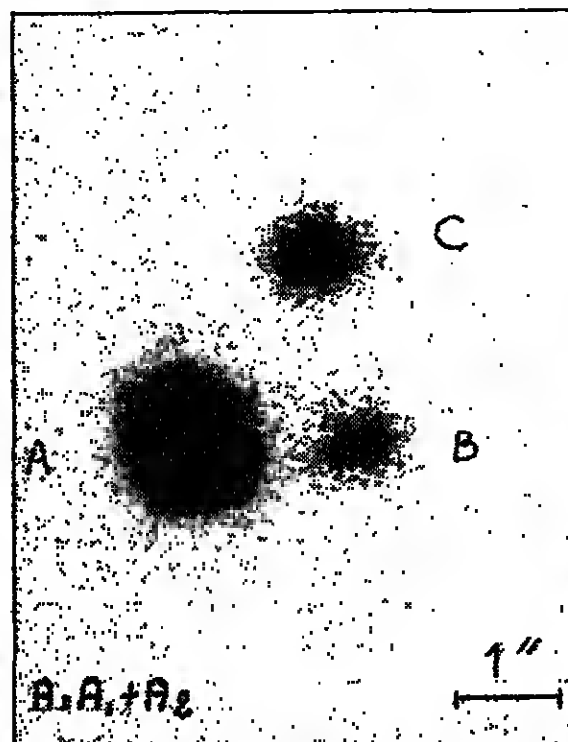
où l'on manque de preuves directes. Établie par Einstein à partir de considérations formelles, parfois d'ordre purement esthétique, la relativité générale a pu être qualifiée de plus belle construction de l'esprit humain. Mais cette théorie qui remet en question les catégories d'espace et de temps n'a que peu de vérifications expérimentales. Les principales, comme l'avance du périhélie de la planète Mercure ou la déviation des rayons lumineux qui passent près du Soleil, font intervenir des distances « petites », à l'échelle astronomique, celles qu'on mesure dans le système solaire ou celles qui nous séparent d'étoiles relativement proches — quelques centaines ou milliers d'années-lumières au plus (2).

Rien ne prouve que la relativité générale garde sa validité pour les distances beaucoup plus grandes qui séparent les galaxies, d'autant que depuis Einstein les théoriciens n'ont pas chômé et ont créé plusieurs théories concurrentes. Or le quasar « triple » est à une distance de la Terre comprise entre cinq et dix milliards d'années-lumières et l'observation de l'effet de mirage gravitationnel suggère que la relativité générale est encore valide pour de telles distances. À dire vrai, dans l'état actuel des mesures, cet effet ne permet pas de trancher entre la

relativité générale et d'autres théories plus récentes. Mais les observations des années futures, surtout celles qui seront faites après la mise en service, dans un an, du grand télescope spatial de la NASA, devraient apporter des informations plus précises et resserrer l'éventail des choix. Or il se trouve que toute la cosmologie, toute l'étude des débuts de l'univers, s'appuie sur la relativité générale, et devrait être en grande partie revue si la théorie d'Einstein était invalidée. Toute confirmation de cette théorie a donc pour conséquence de rendre plus crédibles les actuelles idées sur la genèse de l'univers.

Distances intergalactiques

Il existe actuellement six cas potentiels de mirages gravitationnels — sur 2 300 quasars recensés. Le plus convaincant était jusqu'à présent celui du quasar double 0957+561 (*le Monde* du 10 juin 1981). Ce quasar donne deux images dans les télescopes, et les caractéristiques spectrales de la lumière reçue sont très semblables pour les deux images. S'il s'agissait de deux quasars différents, mais accidentellement vu presque dans la même direction, il faudrait supposer qu'ils ont des structures très similaires. De plus, ce quasar — contrairement au quasar triple — émet aussi des ondes radio. La plus grande précision d'image que donne la radio-astronomie par rapport à l'astronomie optique permet de montrer que les deux images ne sont pas circulaires, mais allongées, ce que prévoit justement la théorie des mirages gravitationnels. Enfin on



La photographie représente une vue du quasar triple, obtenu au cours d'une pose de deux minutes au télescope Canada-France-Hawaii. L'échelle est indiquée en bas à droite : 1" est l'angle sous lequel on verrait une règle longue d'un mètre située à 200 kilomètres. Il y a trois images sur la figure, mais l'analyse de la lumière reçue montre que la plus importante est la superposition de deux images, trop proches pour que le télescope puisse les séparer.

La figure est le résultat d'un calcul, donnant l'aspect qu'aurait le quasar triple si les instruments d'observation étaient sans défaut. On y voit les cinq images prévues par la théorie, et leurs formes allongées. Le centre de la galaxie lointaine qui cause le mirage est indiqué par la croix. Les chiffres indiquent un effet d'amplification de la lumière : les images, sauf une, sont plus lumineuses qu'elles le seraient si le quasar était vu directement, dans le rapport indiqué. Quand le nombre est négatif, l'image est une vue renversée du quasar. Pour des raisons de visibilité, les images sont grossies par rapport à ce qu'elles seraient en réalité, mais leurs dimensions relatives sont respectées.

a cherché, et trouvé, une galaxie faible pratiquement alignée avec le quasar double, qui pourrait être la « lentille » causant l'effet de mirage. Mais on n'a pas pu établir de corrélation entre les variations d'éclat des deux images du quasar, ce qui laissait subsister un doute sur le fait qu'elles soient bien deux images d'un même objet.

C'est, en revanche, ce qui vient d'être fait dans le cas du quasar triple. L'éclat des images varie au cours du temps, les écarts pouvant atteindre 30 %. L'équipe française a montré que ces variations s'étaient produites aux mêmes dates, prouvant que les trois

images avaient une origine unique. En réalité, selon le trajet que suit la lumière, le temps qu'elle met pour nous parvenir peut varier de quelques jours — sur plusieurs milliards d'années ! Les variations de luminosité des différentes images devraient donc être décalées de ce bref délai. Avec les mesures actuellement faites, ce délai n'est pas mesurable — il a simplement été montré qu'il était inférieur à un mois. Mais avec l'accumulation des observations, il y a bon espoir d'en obtenir une estimation plus précise.

Or la connaissance de cet écart temporel donnerait des informations importantes sur la masse de la galaxie qui crée l'effet de mirage et sur la constante de Hubble, un paramètre mal connu, mais très important pour fixer l'échelle des distances intergalactiques. Dans une unité appropriée, cette constante vaut 50 ou 100 suivant les écoles — une valeur intermédiaire n'étant pas exclue.

C'est la méconnaissance de cette constante qui interdit d'indiquer précisément la distance du quasar triple. Cette distance est de dix milliards d'années-lumières si l'on prend pour la constante de Hubble une valeur de 50, elle n'est que la moitié si l'on choisit la valeur 100.

Il reste donc beaucoup de travail à faire sur ce quasar triple et sur les autres candidats au mirage gravitationnel. Les astronomes français, qui travaillent dans le cadre d'un programme du CNRS « Quasars multiples et mirages gravitationnels », ont fait des simulations, montrant par le calcul l'aspect qu'aurait le quasar triple si les instruments d'observa-

tion étaient parfaits : il serait alors quintuple, car on cinguième image, de très faible amplitude, serait aussi visible. Ils ont obtenu un total de six heures d'observation sur le télescope spatial, réparties sur plusieurs mois à partir de la fin 1986 — quelques minutes d'observation suffisent pour obtenir une bonne image, et un total de six heures permet donc d'obtenir un grand nombre. De nouvelles observations seront faites au télescope de Hawaii, et peut-être avec d'autres instruments. Il y a ainsi bon espoir, dans les deux ou trois prochaines années, d'analyser complètement les phénomènes de mirages gravitationnels et d'en tirer d'importants enseignements, tant sur la validité de la relativité générale que sur la structure de l'univers aux très grandes distances.

MAURICE ARVONNY.

(1) Les quasars (contraction de quasi-étoile) sont des objets mystérieux, toujours très lointains, qui ont apparemment l'aspect d'une étoile, mais émettent plus de lumière que les galaxies usuelles, lesquelles regroupent des centaines de milliards d'étoiles. On suppose, sans certitude, que ce sont les noyaux de galaxies d'un type particulier, noyaux où se produisent des réactions d'une très grande violence capable de fournir la fantastique énergie qu'émettent les quasars. La dénomination PG1115+080 signifie que le quasar figure dans un catalogue établi à l'observatoire américain du mont Palomar (Palomar green). Les chiffres qui suivent les lettres PG indiquent la longitude céleste et la déclinaison, deux angles qui permettent de repérer la direction du quasar.

(2) L'année-lumière, distance parcourue par la lumière en une année, vaut 9 461 milliards de kilomètres.

Espace plat, espace courbe

L'EXPERIENCE est facile à faire : une membrane de caoutchouc ou de plastique tendue horizontalement, et une petite bille qu'on fait rouler dessus. Une fois lancée, la bille se déplace en ligne droite, à vitesse constante — ou presque constante — car de faibles frottements freinent son mouvement et finissent par l'arrêter.

On pose ensuite une lourde boule sur la membrane, qui va se déformer, se creuser à l'emplacement de la boule. Celle-ci occupe le centre d'une cuvette dont les dimensions dépendent de l'élasticité de la membrane. Hors de la cuvette, la membrane reste pratiquement horizontale. Le mouvement de la petite bille ne sera modifié que si elle entre dans la cuvette, auquel cas sa trajectoire s'infléchira en direction de la boule. Il se peut qu'elle la percute, mais, si ce n'est pas le cas, la bille ressortira de la cuvette et continuera ensuite en ligne droite dans une direction un peu différente de celle qu'elle avait au départ. La trajectoire a été momentanément courbée lors du passage au voisinage de la boule.

D'un point éloigné de la boule, on lance deux billes vers cette dernière, de manière que l'une passe un peu à droite, l'autre un peu à gauche. Toutes deux seront déviées, et, si l'expérience est bien menée, elles se rejoindront quelque part, de l'autre côté de la boule par rapport au point de départ. Toute l'explication du mirage gravitationnel est là. Le point de départ est un quasar, astre très lumineux, donc visible depuis la Terre même s'il est très éloigné. Les billes sont deux rayons lumineux. La boule est une galaxie située entre le quasar et la Terre, que sa faible luminosité n'a pas encore permis de détecter,

mais dont l'influence courbe les rayons lumineux. Ceux-ci se rejoignent dans le télescope, et, bien que venant de la même source, arrivent dans deux directions différentes. On voit donc deux images du quasar — en pratique on en voit trois et on devrait en voir cinq.

L'intuition d'Einstein

Comment s'analyse ce phénomène, ou, dans l'expérience qu'on a décrite, le mouvement de la bille ? La manière usuelle, celle de la mécanique classique, est de dire que la bille, lorsqu'elle entre dans la cuvette, est soumise à une force dirigée vers la boule. Elle est donc attirée par celle-ci, ce qui courbe la trajectoire.

Mais on peut raisonner autrement : n'introduire aucune force entre la boule et la bille, mais considérer que l'espace — dans lequel se meut la bille — matérielisé par la membrane — est courbe et non plus plat. La bille suit la trajectoire la plus directe qu'elle puisse suivre dans un espace tordu, mais cette trajectoire n'est plus une ligne droite — du moins au sens usuel du mot.

Ce fut une des grandes intuitions d'Einstein de pressentir l'équivalence de ces deux descriptions, au moins pour les forces de gravitation, seules importantes à l'échelle des phénomènes célestes, ou même terrestres — l'attraction gravitationnelle de la Terre engendrant la pesanteur. Le choix d'une description ou de l'autre est finalement affaire de convenance, c'est-à-dire de commodité. Il se trouve que c'est finalement la deuxième description qui est la plus commode. Elle a permis à Einstein d'inventer la

relativité générale, qui décrit à la fois l'attraction gravitationnelle que les objets célestes exercent les uns sur les autres et le mouvement de ces objets sous l'influence de leur propre gravitation. Dans la description d'Einstein, la gravitation disparaît en tant que force : chaque astre est libre de toute influence, mais se déplace dans un espace déformé par la présence des autres. Ou plutôt dans un espace-temps.

Car c'est là une complication importante. Pour reprendre l'expérience de la bille et de la boule, il faudrait considérer que la présence de la boule ne seulement déforme le membre autour d'elle, mais altère le fonctionnement des horloges. Il n'y a plus de temps universel. Si l'on mesure le temps de trajet de la bille avec trois horloges, l'une placée au point de départ, l'autre sur la boule, la troisième accompagnant la bille dans son mouvement, on obtiendrait trois durées différentes — ou plutôt on obtiendrait, si la précision des horloges était infinie, car les écarts de temps sont si faibles qu'ils échappent à tout essai de mesure. Dans le cas du quasar triple, où la lumière met plusieurs milliards d'années pour parvenir à la Terre, la durée des différents trajets lumineux ne diffère que de quelques jours.

Cercles vicieux

Cette absence de référence temporelle universelle — ce couplage du temps et de l'espace — ne facilite pas l'appréhension de la relativité générale. Si l'on peut, avec une bille, une boule et une membrane, se représenter l'influence d'une surface courbe, il n'est déjà plus possible de « voir » courber l'espace tridimensionnel

dans lequel nous vivons. S'il est non seulement courbe, mais de plus couplé au temps, il faut introduire ce dernier au titre de quatrième dimension et considérer globalement un espace-temps, toute perception disparaît. Nos références sensibles sont la droite, le plan, la distance, l'angle, notions évanescences dans un espace-temps courbe.

Ainsi est-il tentant d'écrire que la lumière du quasar tourne autour de la galaxie, qu'elle ne se propage pas en ligne droite. Mais qu'est-ce qu'une droite ? au plan mathématique, c'est un concept qui n'est pas définissable dans un espace courbe ; au plan physique, la meilleure représentation qu'on en possède est justement la trajectoire d'un rayon lumineux. On peut d'ailleurs définir dans l'espace-temps de la relativité générale des courbes appelées géodésiques, qui partagent certaines propriétés de la ligne droite comme d'être — en un sens très précisément défini — le plus court chemin entre deux points. Or les rayons lumineux suivent de telles géodésiques. En un sens, ils vont en ligne droite, en un autre, leur trajectoire n'est pas une droite.

On mesure ainsi la difficulté de « comprendre » la relativité générale, la risque pour le raisonnement de tomber dans des cercles vicieux. Ceux-ci ne peuvent être évités de façon certaine qu'en entrant dans la difficile formalisme mathématique de la théorie. Cette difficulté d'appréhension et l'absence presque totale de vérifications expérimentales directes de la théorie expliquent que la relativité générale, soixante-dix ans après sa formulation, garde encore des mystères.

M. A.

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
ENSEIGNEMENT DE TROISIÈME CYCLE
MÉTROLOGIE ET SYSTÈMES DE MESURES PHYSIQUES

Une formation par la recherche, comprenant un travail à plein temps dans un laboratoire et des cours spécialisés, sera organisée à partir d'octobre 1985.

L'objectif de cet enseignement est de former, par les méthodes rigoureuses de la métrologie, des spécialistes de la mesure dans les domaines de la physique appliquée (électricité, électronique, optiques, lasers, radiométrie...)

La première année conduit à l'obtention du diplôme d'études approfondies. Le travail à plein temps en laboratoire se poursuit par la préparation d'une thèse de doctorat, en deux ou trois ans.

Pour tout renseignement, contacter :

Madame M. Leban-Maille
Service de la scolarité
292, rue Saint-Martin - 75141 Paris Cedex 03.
Tél. : 271-24-14, postes 643 et 742.

Des géographes à la reconquête du marché

**Dépassée, la géographie ?
La décentralisation lui ouvre,
au contraire, de nouvelles perspectives.
Encore faut-il en convaincre
les responsables politiques et répondre
à la demande des usagers.**

DEPUIS qu'elles ont été unies par la grâce des programmes scolaires, l'histoire et la « géo » semblent vouées à un destin commun. Et pourtant quelle inégalité dans ce mariage ! Tandis que l'histoire passionne les foules, remplit les librairies, mobilise les chercheurs, la géographie semble confinée à une existence marginale, peureuse. Alors que son champ d'action paraît illimité, à l'époque du tourisme et de la communication, de la planification et de l'aménagement du territoire, de l'écologie et du régionalisme, elle ne connaît pas sur le plan académique et professionnel le développement auquel elle pourrait prétendre.

Cette constatation a conduit un certain nombre de géographes soucieux de la promotion de leur discipline à se réunir au sein de l'Association française pour le développement de la géographie (1), qui organise chaque année un « Géoforum » sur les problèmes de la profession. Le premier, à Paris en 1983, était consacré à l'édition, le deuxième, à Lyon, à l'enseignement ; le troisième, qui vient de se tenir à

Rouen, avait pour thème « Science et pratique en géographie » et était essentiellement consacré aux relations avec les usagers. Les représentants des différents secteurs professionnels ou associatifs « utilisateurs » de géographie ont tous fait la même remarque : il existe une forte « demande » de géographes et de géographie qui n'est pas satisfaite. M. Julien (de la Société centrale de l'équipement du territoire) observe que les services responsables de l'aménagement ont de plus en plus besoin de généralistes capables d'intégrer les dimensions sociales, politiques, culturelles des phénomènes urbains. Les géographes pourraient naturellement remplir ce rôle — et lorsqu'on le leur propose, ils le font généralement avec bonheur. Pourtant on recrute plutôt des économistes, des sociologues, des urbanistes ou des architectes, faute de relations suffisamment suivies avec les départements de géographie des universités.

M. Doronmancov, président du Syndicat national des agences de voyages, se plaint du manque de formation en géographie du per-

sonnel de ces entreprises et regrette que cette discipline n'ait pas une place plus importante dans les écoles de tourisme et la formation permanente des agents.

M. Perrot, de la chambre des métiers d'Annecy, estime que l'aide des géographes est précieuse pour prendre des décisions qui tiennent compte du milieu local. Or dans son département, sur les 793 employés de la chambre, on ne compte que 20 géographes. « Les géographes ne viennent pas nous voir », constate-t-il avec regret.

Une science des espaces

De leur côté, les géographes qui ont participé à des missions d'aménagement de l'espace dans les pays en voie de développement remarquent que, si leur culture et leur formation les préparent bien au travail sur le terrain, à l'étude comparative, à l'analyse des traditions et des évolutions régionales, à la préparation de programmes de développement, ils sont plus facilement embauchés s'ils se présentent comme « socio-économistes » ou « sociologues ruraux » qu'avec l'étiquette de leur discipline. Ils notent aussi qu'ils trouvent difficilement à s'employer en dehors des pays francophones et que leurs références culturelles demeurent trop « hexagonales ».

C'est donc à une « reconquête du marché » que les participants du forum ont appelé. Le moment paraît d'autant plus opportun que la forte poussée de la décentralisation a conduit les départements à avoir une connaissance beaucoup plus fine des réalités sociales,



NICOLAS GUILBERT

culturelles, économiques locales. Les problèmes de formation et d'emploi, d'urbanisme ou d'environnement, d'investissement industriel ou d'animation socioculturelle devront de plus en plus être traités sur la base, en fonction des spécificités locales et non

plus selon des schémas directs à l'échelon national.

Cette évolution des structures politiques, ce changement d'échelle, conduisent à accorder une attention plus grande aux « territoires » — ce qui est, par définition, le « territoire » du géographe (2). La spécificité de la géographie, comme on l'a rappelé, est, en effet, de s'interroger sur la localisation et la répartition des hommes, des biens et des ressources — et de se demander pourquoi ce qui est « est là plutôt qu'ailleurs ».

Pour M. Roger Brunet, qui dirige la Maison de la géographie à Montpellier, la crise économique, qui provoque de profonds bouleversements dans les équilibres locaux, le désordre des « décideurs » devant ces évolutions et la déception provoquée par certaines sciences sociales naguère triomphantes, comme l'économie ou la sociologie, devraient donner une chance nouvelle à la géographie. « On a besoin d'une science des espaces. Faisons-la. Nous en avons les moyens », s'est-il écrié. Le temps de la géographie est en train de venir. On ne va pas rester ça !

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) AFDG, université de Lyon-II, 18, rue Saint-Bernard, 69007 Lyon. L'association publie un bulletin « Géographes associés ».

(2) Voir à ce sujet le brochure de l'ONISEP de Rouen (15, rue de la Savonnerie, 76000 Rouen. Tél. : 71-66-21) sur les « Géographes en quête de nouveaux territoires (amour de quelques débouchés des études de géographie) », septembre 1984, 18 F.

LES FOUILLES DE L'ARCHEVÊCHÉ D'AIX-EN-PROVENCE

Le Festival côté cour

La cour de l'archevêché, où commence, le 10 juillet, le Festival d'Aix-en-Provence, a été agrandie — encore une fois — pendant l'hiver dernier. Les fouilles archéologiques montrent que cette cour « musicale » existe depuis le premier siècle de notre ère.

LE 10 juillet de cette année, une modeste famille d'Aquae Sextiae, revenant chez elle grâce à quelque machine à remonter le temps, dix-neuf siècles après avoir vécu dans son petit logis, n'aurait qu'à s'accorder à sa fenêtre sur cour pour assister à la première représentation des *Noies de Figaro*, qui ouvre le Festival d'Aix-en-Provence 1985. Bien sûr, nous exagérons un peu pour échafau-

der cette histoire qui se moque de la chronologie et saute par-dessus les siècles.

Mais notre fable a un fond de vérité indiscutable. La cour de l'archevêché, cadre des opéras joués pendant chaque Festival d'Aix-en-Provence, occupe l'emplacement — simplement agrandi au cours des siècles — de la cour d'une construction très ordinaire (immeuble de rapport, entrepôt ou atelier ?) édifiée à cet endroit à la fin du premier siècle de notre ère. Tel est l'un des résultats des fouilles menées dans la cour de l'archevêché, du 26 septembre 1984 au 8 janvier 1985, par une équipe d'archéologues dirigée par MM. Jean Gnyon (directeur de recherches au CNRS), Lucien Rivet (chargé de recherches au CNRS), Michel Fixot (maître-assistant à l'université de Provence) et Jean-Pierre Pelletier (ingénieur au CNRS).

Depuis la création du Festival, les aménagements de la cour de l'archevêché ne permettaient d'accueillir que 1 200 personnes par représentation. Tout le monde souhaitait augmenter le nombre des places. Le seul moyen d'agrandir la cour était de déplacer de 5 mètres le mur sud — le seul classé — en démontant puis en remontant les quelque 2 000 blocs de pierre pesant chacun une bonne trentaine de kilos. Puisqu'on parlait de travaux, l'architecte, M. Bernard Gatty, a-t-il compté le projet d'une scène entièrement escamotable qui, neuf ou dix mois sur douze, disparaîtrait dans une fosse profonde de 4 mètres (1).

Or, d'une part, l'archevêché est situé en plein cœur de la ville romaine, tout près du forum, comme l'ont montré les fouilles conduites de 1976 à 1984 par MM. Jean Gnyon, Lucien Rivet et Rollins Guild (professeur à l'université de Montréal, Canada). Et, d'autre part, les couches archéologiques, anormalement minces pour un secteur urbain occupé depuis si longtemps, ne sont épaisses que de 2 mètres. On ne pouvait donc laisser passer une si belle occasion de fouiller 1 200 mètres carrés du périmètre de l'archevêché. Et, d'autant moins, que tous les ves-

tiges archéologiques de l'existence desquels on était sûr étaient voués à une totale destruction.

Le ministère de la culture, la ville d'Aix (dont le maire, M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca, est passionné par le passé de sa ville) et le directeur des antiquités historiques de la circonscription Provence-Alpes-Côte-d'Azur, M. Marc Gauthier, sont donc tombés d'accord pour faire de la cour de l'archevêché le site d'une fouille de sauvetage. Le ministère de la culture et la ville se sont partagé par moitié le coût de l'opération (1,2 million de francs). Notons un fait rarissime en France : près de 20 % de ces crédits (soit 250 000 francs) sont réservés dès maintenant pour l'inventaire et l'éventuelle restauration des objets trouvés au cours de la fouille, pour la publication des résultats scientifiques ainsi que pour des conférences et des montages audiovisuels destinés à informer les non-spécialistes.

L'histoire de la cour de l'archevêché commence donc par la cour de cet immense minuscule construit à la fin du premier siècle de notre ère. Cette découverte a doublement surpris : d'abord, avant l'hiver dernier, on ne connaissait pas encore d'immense romain de ce type à Aix ; ensuite, on imaginait que les alentours du forum étaient plutôt occupés par des maisons luxueuses, analogues à celles qui sont connues dans la partie nord de la ville romaine (2). De ce premier état, outre la fameuse cour couvrant alors au moins une centaine de mètres carrés, on a retrouvé les traces de trois corps de bâtiment (peut-être y en avait-il un quatrième situé au-delà du périmètre des fouilles) longeant une rue approximativement nord-sud et deux rues sensiblement ouest-est, rues orientées donc selon le quadrillage classique des villes romaines. Les petites pièces s'ouvrant sur les rues semblent avoir été des boutiques.

Le grignotage des rues

Vers le milieu du deuxième siècle, on rajoute sur les côtés extérieurs de la maison une rangée de pièces, boutiques et entrepôts probablement. Cet aggrandissement de la maison est le premier d'une série d'opérations de « grignotage » des rues qui se répètent au cours des siècles, au point que vers 200 les rues longeant l'immeuble ne sont déjà plus accessibles qu'aux piétons.

Vers l'an 500, l'assemblée des notables de la ville, seule autorité subsistant dans ces temps troublés, abandonne à l'archevêque le forum, qui disparaît alors, et tout l'espace environnant. On y élève un premier ensemble chrétien

(cathédrale, baptistère et autres locaux annexes).

Du cinquième au onzième siècle, il faut bien dire qu'il ne reste plus grand-chose de l'Aquae Sextiae romaine. La ville est presque complètement désertée, bien que l'on connaisse quelques noms d'évêques. Mais la maison du premier siècle subsiste, un peu modifiée certes, et elle est occupée. Comment expliquer autrement que l'on ait trouvé de la céramique du quatorzième siècle écrasée reposant directement sur le béton romain (un mélange de tuiles concassées, de chaux et d'eau), coulé au deuxième siècle sur le sol de certaines pièces.

Deux nefs romanes

La vie reprend à Aix dès la fin du onzième ou au début du douzième siècle. Le quartier est alors reconstruit et devient le bourg Saint-Sauveur, qui sera bientôt entouré d'un rempart. On édifie les deux nefs romanes de la cathédrale, l'ensemble destiné au chapitre des chanoines (dont le si joli cloître) et l'archevêché dans lequel disparaît le peu qui subsistait des rues romaines d'origine. L'archevêché englobe la maison du premier siècle, dont la cour, agrandie, devient la cour de l'archevêché. Des cloisons de la maison sont déplacées, certaines pièces sont complétées mais d'autres sont encore utilisées avec leur sol de béton romain. Constituant ainsi l'aile sud du nouvel archevêché, elles servent manifestement de communs, comme en témoignent la soixantaine de silos (d'une contenance de 2 mètres cubes en moyenne) creusés soit dans ces sols, soit à l'extérieur du bâtiment, et destinés à la conservation des provisions.

Nouveau changement dans la deuxième moitié du treizième siècle : la cathédrale s'agrandit d'une nef gothique, l'archevêché d'une grande salle basse aux superbes croisées d'ogives surmontées d'un « étage noble » (3), tandis que la cour devient plus vaste. De cette époque datent sans doute les fours et moles à cloches retrouvés au cours des fouilles.

An début du quatorzième siècle, le palais de l'archevêque s'agrandit d'une galerie couverte, mais l'aile sud, qui englobe l'immeuble romain, est en ruine. Cent ans plus tard, c'est tout l'archevêché qui est en ruine, au point que l'archevêque doit aller loger chez son voisin le prévôt (le responsable du chapitre des chanoines).

L'archevêché est reconstruit ou réparé au quinzième siècle, ce qui est l'occasion d'agrandir la cour par la démolition de l'aile sud, qui

est remplacée par un simple mur crénelé. De ce moment-là sans doute date la disparition de la maison du premier siècle, dont ne subsistent que les sols et bases de murs ou de cloisons, mis au jour par les fouilles.

An début du dix-huitième siècle, l'archevêque a besoin d'écuerie. Que fait-on ? On en construit une après avoir une nouvelle fois agrandi la cour, qui couvre alors un millier de mètres carrés. C'est de cette époque que date le mur, agrémenté d'une fontaine monumentale, qui a été démantelé, l'hiver dernier. Avec le démantèlement, la cour a-t-elle été agrandie pour la dernière fois ?

Quoi qu'il en soit, les nouveaux aménagements du théâtre — scène escamotable, supports des gradins démontables — devraient permettre de voir neuf ou dix mois par an la cour de l'archevêché. Celle-ci était com-

plètement cachée depuis trente ans par les équipements nécessaires aux représentations des opéras qui ont fait la gloire du Festival d'Aix-en-Provence.

YVONNE REBEYROL.

(1) La nouvelle scène étant sensiblement plus haute que l'ancienne, il a été possible d'ajouter au deuxième balcon, ce qui porte la capacité de la salle à 1 700 places.

(2) Deux de ces maisons sont en cours de fouille au rez-de-chaussée du parking Pasteur, sous la direction de M. Michel Bonifay, ingénieur à la direction des antiquités historiques Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

(3) Cette salle basse, longue de 38 mètres et large de 11 mètres, sert de bar pendant le Festival. Elle abrite actuellement et jusqu'au 15 octobre une exposition retraçant l'histoire de l'archevêché telle que les fouilles l'ont révélée. Ouvert tous les jours de la semaine de 9 h à 12 h et de 16 h à 19 h, le dimanche de 15 h à 19 h ; entrée libre.

UN LIVRE DE BERNARD GATTY

Les comptes du temps passé

DE nombreux livres ont été consacrés aux débuts de la Terre et de la vie. L'originalité de l'approche de Bernard Gatty est l'insistance sur un aspect peu mis en valeur auparavant : la possibilité que donne la physique moderne de dater avec précision de nombreux événements, à commencer par la formation du système solaire, qui remonte à 4,55 milliards d'années — l'imprécision n'excède guère dix millions d'années. Comment est-on arrivé à ce chiffre précis ? Quelles méthodes s'en sont utilisées ? Bernard Gatty, physicien méfiable à Orsay, connaît bien ces procédés fondés sur la radioactivité, et les décrit avec précision, tout en renvoyant à des appendices les détails techniques.

De l'âge de la Terre, l'auteur passe à celui de l'univers, beaucoup moins bien connu. L'existence d'une explosion initiale, d'un Big Bang, n'est plus sérieusement contestée, mais le moment de cet instant zéro reste imprécis. Quinze milliards d'années au moins semblent nous séparer du Big Bang.

Retour à la Terre et, donc, à un terrain plus sûr. Les géologues ont, de longue date, distingué les ères primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire, précédées de l'immense ère précambrienne. Mais ils ne savent guère en évaluer les durées. Les méthodes de datation fournissent maintenant des chiffres précis. Ainsi la période carbonifère géologiquement la plus nulle — a débuté il y a 345 millions d'années pour s'achever 65 millions d'années plus tard.

Ce qu'on vient de résumer se trouve dans le premier tome, *Eller l'univers*. Lui succède *l'Éuf du vivant* — succède est un terme inexact car les deux tomes se recomposent en partie et ont été conçus pour

pouvoir être lus indépendamment. Il s'agit d'une chronologie de la vie terrestre, la seule connue et probablement la seule dans le système solaire. Cependant, elle n'apparaît plus comme un événement aussi improbable qu'on le pensait il y a vingt ans, et elle pourrait donc avoir des répercussions dans les banalités des milliers d'écrits semblables au Soleil qui peuplent notre galaxie.

La vie semble avoir apparu moins d'un milliard d'années après la formation de la Terre, dès que le refroidissement de la croûte terrestre et la condensation de la vapeur d'eau en d'immenses océans eurent rendu notre globe habitable. Mais seuls des organismes très simples purent alors se développer, et il y a seulement 1,5 milliard d'années que naquirent les premières cellules eucaryotes, dont le matériel génétique est contenu dans un noyau. Il fallut encore un milliard d'années pour que ces cellules se groupent en organismes complexes, qui ont laissé d'abondantes traces fossiles, et dont certains ont survécu sans évolution notable jusqu'à nos jours.

Et l'homme, enfin... Les homi-

des semblent se détacher des autres primates il y a sept ou huit millions d'années. Des traces de pas ont pu être datées de 3,6 ou 3,8 millions d'années. La domestication du feu remonte à 450 000 ans au moins. Et il y a un peu plus de 5 000 ans, l'écriture apparaît en Mésopotamie.

La suite appartient à l'histoire.

M. A.

★ LES COMPTES DU TEMPS PASSÉ, de Bernard Gatty, Ed. Hermann, 2 volumes sous coiffes cartonnées, 204 et 208 p., 150 F l'ensemble ; chaque volume peut être acheté seul au prix de 90 F.

CAP
SUR LA
SECURITE
400 VILLES AU TRAVAIL
avec le
CONSEIL NATIONAL
DE PREVENTION
DE LA DELINQUANCE

AU-DELA DES CLIVAGES
LA SECURITE
C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

PREVENTION
DELINQUANCE
B.P. 17207 Paris - 75332 Cedex 09

1550 من الأصل

هذا من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

LE CARNET DU Monde

Mardi 9 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Quand on s'aime, on roule cool.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

20 h 35 Hieronymus Tzschirnhammer et sa Terre.
L'expédition des fonds océaniques et leur rôle dans la dérive des continents, le volcanisme, la sismicité de la planète et la genèse des montagnes. Hieronymus Tzschirnhammer est retourné sur l'un des récifs de Voulkoro, en Égypte, où se sont perdus, en 1799, les deux frégates de Lapérouse. Un récit de la fabuleuse aventure raconte son incroyable expérience.

21 h 25 Téléfilm : Mille francs de récompense.
D'après Victor Hugo, réal. Pierre Cuvillier, avec P. Meyrand, D. Vilar, A. Roussel.
Victor Hugo montre qu'on ne peut toucher sérieusement à l'argent bourgeois, qu'il y a la plus énorme distorsion. Il fait, donc, la finance bourgeoise. Et le droit, l'armée, la justice, le coffre-fort, le bagne de l'émigré, pendant cinq actes, en une soirée de deux heures.

22 h 50 Journal.

0 h 5 Choses vues : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma (cycle Chaplin) : Le Dictateur.
Film américain de Charles Chaplin (1940), avec C. Chaplin, P. Goddard, I. O'Neil, R. Gardiner. (N. rediffusion).
Sorti d'un hôpital psychiatrique après des années d'isolement depuis la première guerre mondiale, un bar-

lier juif renaît chez lui. Un dictateur antisémite, dont il est le seul, règne sur le pays. Le grand pamphlet conçu pour ridiculiser Hitler, œuvre burlesque et tragique, acte politique de Chaplin.

22 h 40 Des chiffres et des lettres : Coupe des clubs.
Première demi-finale, en direct d'Antibes.

23 h 20 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clubs.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Pierrot le Fou.
Film français de Jean-Luc Godard, avec J.-P. Belmondo, A. Karim, D. Sanda, R. Devos, G. Colvart.
Romantisme sous les yeux acides, un homme s'enfuit sur la Côte d'Azur avec une fille mêlée à des histoires de gangsters. Un sujet policier qui devient une dérive vers l'absurde et la mort, le grand film romantique de Godard, un langage cinématographique décalé. Et l'amour-passion du couple Belmondo-Karim.

22 h 25 Journal.

22 h 50 Séries : Histoire de l'art.
Art perse : les Archers du Sac; émission sous la direction de François Tallon, réal. Alain Ferrati.

23 h 15 Prélude à la nuit.
Sonate n° 2, de M. Mogh, interprétée par l'auteur.

CANAL PLUS

20 h 30, l'Éclatée, film de M. Lang; 23 h 15, Football : tournoi de Paris; 0 h, L'été indien, film d'A. Bonnot; 1 h 30, le Pigeon, film de M. Monty.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Entrée en scène... Moul.
21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magiques : le sommeil.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Avant-concert : œuvres de Roussel, Debussy.
21 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel le 18 avril) : Symphonie n° 7, de Mahler; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim, sol. : I. Perlman, violon; en complément de programme : concert de Ravi, Debussy.
0 h 5 Jazz-club : la chanteuse Betty Carter.

Mercredi 10 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPIE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h 2 Le grand débat.
12 h 30 De part et d'autre.
13 h Journal.
13 h 45 Choses vues : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

13 h 55 Croquis vacances (et à 16 h 40).
Variétés, info, trivologie, feuilleton.

14 h 30 Rapports : Bonheur Alerte.
Portrait d'Alain Marquet.

16 h 25 Séries : la Maison des bois.
16 h 40 ANTOPIE 1, jeux.

17 h 40 Le chant aux chansons.
18 h 10 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 25 Séries : Chiquito melon et bottes de cuir.
19 h 15 Jeu : Anagramme.
19 h 40 Les victoires du monsieur Léon.
19 h 53 Tirage du Tiro-à-tout.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Séries : Quelques hommes de bonne volonté.

D'après l'œuvre de J. Reimann, adapt. M. Julia et F. Villiers, avec D. Coccailli, C. Dupuis, J. Barony.
14 juillet 1919 : Jernphion s'interroge sur la douleur, période qui s'achève. Le calme reprend : le petit roman de Sempère se reconstruit : la révolution russe est plus que jamais à l'ordre du jour.

21 h 45 Concert variétés : Francis Gail ou Zéphir.
Reconstitution du concert du 29 septembre 1984, réal. G. Job.

22 h 30 Journal.

22 h 40 Liberté la nuit.
Prod. INA, réal. Ph. Garrel, avec E. Riva, M. Garrel, L. Szabo.
Première d'une série de l'INA, qui offre six façons de regarder aux confins de la réalité et du fantastique, voit l'histoire d'un homme d'âge mûr, presque malgré lui, dans les défilés de la France, au moment de la guerre d'Algérie. Des images de poète, en noir et blanc, traversées d'ombres, coupées d'éclats lumineux, une symphonie en gris.

0 h 15 Choses vues : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télé-matin.
11 h 45 Récré A 2.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Tour de France.
14 h Séries : Les petites péniées.
14 h 25 Sports écha.
Auto : rallye Paris-Dakar, à 15 h 50, biros : à 16 h 15, cyclisme : Tour de France.

18 h Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le journal du Tour de France.
20 h Journal.

20 h 35 Mariages : les mariages du mercredi.
Téléfilm de J. Van Hamme, réal. F. Charley, avec F. Roy, Y. Dubray, H. Constance, N. Gary, I. Dufrénoy.
Deux enfants de dix ans s'aiment et ont juré de se marier. Mais le père de l'un a décidé d'émigrer au Canada. Que faire ? Un téléfilm émouvant, qui brosse le tableau d'un monde moderne, mais n'est malheureusement pas exempt de clichés.

22 h 15 Des chiffres et des lettres : coupe des clubs.
En direct d'Antibes.

23 h Désirs des arts : Jean Dubuffet et le subversif.
Magazine de P. Datz, réal. P.-A. Boutang et P. Collin.
Quand Dubuffet a fait irruption dans la peinture, dans les années 40, il n'a plus cessé de nous bouleverser, qu'il

à provoquer le scandale. L'occasion est donnée, ici, de retrouver ce que nous a légué ce merveilleux inventeur qui n'a jamais arrêté de vouloir libérer l'art de ce qui pouvait enchaîner sa fantaisie, sa vérité.

23 h 25 Journal.

23 h 45 Bonsoir les clubs.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 5 Dessin animé : le Panthère rose.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Coupe de soleil.
19 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Intervallles 85 : Nice-Saint-Armand-les-Eaux.
Émission de Guy Lux et C. Savarit, avec le concours de L. Zitrou, S. Garnier et P. Arto.
Des vachettes aux toboggans en passant par les tortes à la crème, le retour d'une émission grand public.

22 h 15 Journal.

22 h 35 Séries : Histoire de l'art.
Art mystère : les chefs de Liban.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Quatuor à cordes n° 11 op. 95 en fa mineur, de Beethoven, interprété par le Quatuor Emeco.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym; 7 h 10, Top 50; 7 h 45, L'Australienne; 8 h 35, Dancin' days (et à 13 h 5) : 9 h 5, Fitzcarrald, film de W. Herzog; 11 h 35, Top 20; 12 h 20, Cabot cadif (et à 13 h 35 et 17 h 25) : 13 h, Les pionniers du Kenya; 13 h 50, Mammes à Kansas City; 13 h 40, Jeu : les affaires sont les affaires; 19 h 5, L'achève l'œuvre; 19 h 45, Top 50; 20 h 55, Buterfly, film de M. Cimber; 22 h 30, P'tit con, film de G. Lauzier; 0 h, L'été, film de J.-P. Mocky; 1 h 25, Psychos, phase 3, film de R. Marquand.

FRANCE-CULTURE

0 h 15, Les mots de France-Culture : 7 h. Le goût du jour; 8 h 15, Les enjeux internationaux; 8 h 30, Les chemins de la connaissance; les jûils viennois, de la fin du siècle à la seconde guerre mondiale (et à 10 h 50 : le matin des mathématiciens); 9 h 5, Mathématiques : la science et les hommes. Les mathématiques et le pouvoir; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h); 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : des jeunes lecteurs rencontrent Béatrice Vignani (auteur) et Laurence Berman (illustrateur); 11 h 30, Feuilleton : le dossier n° 113; 12 h, Panorama; 13 h 40, Avant-première; 14 h, Un livre, des voix : « Charbon de voyant », de René-Jean Côté; 14 h 30, Passage de l'été : Alain Tournier et Edgar Morin, (diff. de l'émission du 6 juillet); 15 h 30, Lettres ouvertes, magazine littéraire; 17 h 10, Le pays d'ici, à Miramas; 18 h, Subjectif : agora; 19 h 30, Perspectives scientifiques : recherches actuelles; 20 h, Musique, mode d'emploi : Huguette Dreyfus Scariati.

20 h 35 Antipodes : la terre-monde en question.
21 h 30 Présentations : « une, poème, lignes et tutti quanti », l'harmonie de la police nationale.

22 h 30 Nuits magiques : le sommeil.

FRANCE-MUSIQUE

7 h, Les mots de France-Musique : Hommage à Tito Gobbi; 7 h 10, Révélés-musica; 7 h 30, L'été fixe; 9 h 8, Le matin des musiciens : Richard Wagner, un mythe de l'Allemagne; « la violence et le sacré »; œuvres de Wagner; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « tubes du rhythm'n'blues »; 12 h 30, Bédail (en direct de Montpellier); Karin Lechner interprète au piano des œuvres de Beethoven, Brahms, de Falla, Albeniz; 14 h 4, Les après-midi de France-Musique : les écritures musées et la musique; Pouchkine, Ostrovsky, Leshov; 16 h 45, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross; 17 h, Récital M. Rostropovitch; 18 h 30, Récital (en direct de Montpellier); Nathalie Shtuzman, contralto, interprète des œuvres de R. Schumann, Brahms; 20 h 5, Jazz (en direct de la Grande Parade du jazz à Nice); concert d'ouverture.

20 h 30 Concert (en direct de Montpellier).
21 h 30 Concert (en direct de la cour des Ursulines) : Quatuor n° 15 en sol majeur, de Schubert; Quatuor en la mineur, de Beethoven, par le Quatuor Melos; en complément de programme : œuvres de Schubert, Brahms.

23 h 35 Nuits de l'été (en direct de l'abbaye de Valmagne) : Du raga du soir au raga du matin.

Naissances

- Mohamed et Khadija CHERKAOUT

ont la joie d'annoncer la naissance de

Youssef,

le 4 juillet 1985 à Casablanca.

Décès

- L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance a la tristesse d'annoncer le décès de

M. Gaston BEAU
(Lacien Caffes),
trésorier national de l'ANACR,
directeur du Journal
de la Résistance-France d'abord,
survenu à son domicile le 3 juillet 1985.

M. Gaston Beau, commandant FFI, fut le chef militaire départemental des FTPP des Bouches-du-Rhône. Il était chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et médaillé de la Résistance.

M. Gaston Beau ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques.

79, rue Saint-Blaize,
75020 Paris.

- M. et M^{me} Paul Banjout,
leurs fils Frédéric et Olivier,
M. Jacques Zana
et M^{me} née Banjout Séverine,
M^{me} Charles Bénédict,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Fernand Benoitsson,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Banjout, Lasry,
Karnik, Zana,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice BENJOU,
née Flora Taldana,

leur regrettée mère, grand-mère et sœur.

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 juillet 1985 à Nice.
On se réunira à 11 heures au cimetière de l'Est.

- Ses amis et compagons du Comité de libération du cinéma français ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul LE CHANOIS,
dans la nuit du 7 au 8 juillet 1985, à
Santolmeux (Hauts-Savoie).
Il avait soixante-deux ans.
Il a fait don de son corps à la science.

Les directions et le personnel des sociétés

Abraham Zurich,
Abraham Paris,
Abraham New-York,
Abraham Lyon.

ont l'immense douleur de faire part du décès tragique, survenu à la suite d'un accident de circulation de leur très cher collaborateur,

M. Maurice DOUGNAC,
directeur de fabrication
du bureau de Lyon.

Le cher disparu a assumé ses fonctions pendant vingt-deux ans avec un dévouement exceptionnel et une compétence professionnelle hors du commun. Son décès laisse un vide impossible à combler.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 juillet à 16 heures, en l'église de Vaugneroy (Rhône).

- Le docteur Suzanne Dubas,
le docteur et M^{me} Pierre Konepka,

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Henri DUBAS,
ancien directeur de la Santé,
officier de la Légion d'honneur,
officier
de l'Ordre national du Mérite,
officier des palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Montcaumon (Var), le 4 juillet 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Christine Dautre-Lapotez,
ces filles Arnette et Nathalie
et leur famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Michel DUTRUC-LAPOTRIZ,
le 6 juillet 1985, à l'âge de quarante-deux ans.

La levée de corps aura lieu à l'Institut Gustave-Roussy, à Villejuif, le jeudi 11 juillet, à 7 h 45.

Les obsèques seront célébrées en l'église d'Ayn (Savoie) le même jour à 16 h 30. Corps déposé à l'église à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Anne Guivergys-Lamouche,
M^{me} Catherine Guivergys-Antonioli,
Jean-Yves et Florence Lamouche,
Joseph et Thamar Antonini,
Les familles Turgot, Lucas, Bonnard,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et parent,

Georges GUIVERGYS,

le 4 juillet 1985 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Médard, à Paris-5^e, le mercredi 10 juillet, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Jeannine HAYEM,
engagée volontaire guerre 39-40
au 19^e train des équipages,
engagée volontaire
dans la Résistance
sous les pseudonymes
de Scarlett à Lyon
et Camille à Paris,
arrêtée par la Gestapo à Paris
sous le nom
de Juliette Collet,
internée à la prison de Fresnes,
torturée après avoir blessé un SS,
puis déportée en Allemagne
dans le camp de Ravensbrück
et au commando de Schoenfeld,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palme,
médaillé de la Résistance.

Les obsèques ont eu lieu à Nice le 3 juillet 1985 dans la plus stricte intimité.

- M^{me} Jean Kervran,
Odile et François Dumoulin-Kervran
et leurs enfants, Olivier, David, Gilles et Armelle,

Les familles Danney, Kervran, Koch, Oubreau, Perrin,
ont la tristesse de faire part de la mort,
dans la paix du Seigneur, de

M. Jean KERVAN,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenue dans sa soixante-troisième année, le 29 juin 1985, à son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église de Royat.

29-31, avenue Massenet,
63400 Chamalières.

- M. Jean-Marcel Martinie,
M^{me} Laurence Martinie,
M. et M^{me} Robert Touboul,
M. et M^{me} Serge Laufer,
Et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Arlette MARTINIE,
née Lafer,

le 4 juillet 1985.

- M^{me} Marcelle (Daisy) Nahmias,
née Masri,
M^{me} Pascale Ethel
et Nathalie Diana,

ont la profonde douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté époux et père,

David NAHMIAS,
survenu subitement le 6 juillet 1985 à Paris.

Les obsèques ont lieu ce mardi 9 juillet, à 15 h 45, au cimetière de Pantin. Réunion à la porte principale.

Elles seront suivies d'un office religieux dans la synagogue Buffault, 28, rue Buffault, à Paris-9^e.

- La société McQuay Europe SARL a la profonde douleur d'annoncer le décès de son ami et gérant,

M. David NAHMIAS,

le 6 juillet 1985 à Paris.

Les obsèques ont lieu ce mardi 9 juillet, à 15 h 45, au cimetière de Pantin (réunion à la porte principale), suivies d'un office religieux dans la synagogue Buffault, 28, rue Buffault, à Paris-9^e.

- Jeannie et André Raymond,
ses parents,
Viviane Dessanges,
sa sœur,
Les familles Raymond, Padovani et Lesieur,
ont la douleur de faire part du décès de

Jérôme RAYMOND,
étudiant en immunologie,

à l'âge de vingt-trois ans, le 30 juin 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Aix-en-Provence dans la plus stricte intimité.

Le Capri, immeuble D,
rue de Cugues,
13100 Aix-en-Provence.

- Jeanne et Raymond Ponsard,
Pascal, Dominique et Marion,
Pierre et Huguette Requier,
Jean-Claude et Danièle Requier
et Benoît,

ont la douleur de faire part de la brusque disparition de leur père, beau-père et grand-père,

René REQUIER,
instituteur en retraite,

survenue le 29 juin à Martel (Lot).

Il vous demandent d'avoir une pensée pour son épouse

Marie-Louise,

qui les a quittés le 18 octobre 1983.

50, rue d'Assas, 75006 Paris.
14, rue Mirabeau, 31000 Toulouse.
46600 Martel.

- M^{me} Odette Salib, née Risk,

son épouse,
M. et M^{me} Farid Salib,
MM. Ibrahim, Said et Cherif,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Kamel Ibrahim SALIB,
ancien secrétaire d'Etat
de la République arabe d'Egypte,

La cérémonie religieuse aura lieu à la cathédrale copte orthodoxe du Caire.

Une messe sera dite le mercredi 10 juillet 1985, à 19 heures, en l'église orthodoxe, 87, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Roger SEYDOUX,
ambassadeur de France,

survenu le 3 juillet 1985.

De la part de
Eric Seydoux,
Pierre et Anne-Marie Seydoux,
ses enfants,
Philippe Mirabaud,
Pauline Larigue,
ses beaux-enfants,
Marie-Caroline, Charlotte,
Roch, Douce et Amélie,
ses petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu au Val-Richer dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Le personnel de la Fondation de France,

ont la douleur de faire part de la disparition de

S.E. M. Roger SEYDOUX,
ambassadeur de France,
président d'honneur
de la Fondation de France.

survenue le 3 juillet 1985.
(Lire page 3.)

- On nous prie d'annoncer le décès de

Francis THOY,
ancien directeur général
de la Caisse centrale du crédit hôtelier,
survenu le 1^{er} juillet 1985 à Beyonne.

L'incinération et les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- M. Manuel C. Valadares,
son fils,
M^{me} Edith Fidler,
sa sœur,
Et sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Maria VALADARES,
survenue à l'âge de quatre-vingt-un ans,
le 23 juin 1985, à Paris.

Il rappelle à ceux qui l'ont connu et estimé le souvenir du

professeur
Mamuel J. VALADARES,
son époux, décédé le 31 octobre 1982.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise.

55 bis, quai de Valmy,
75010 Paris.

- Marq-en-Barcel.

M^{me} Suzanne Walbaum-Bertram
et sa famille,

profondément touchées des nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

docteur Roland WALBAUM

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine par leur présence, leurs messages et envois de fleurs.

Anniversaires

- Ce 10 juillet 1985, quatorzième anniversaire de la mort du

docteur Etienne GRANOTIER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

- Il y a un an disparaissait

M^{me} veuve Georges LAJOANIE,
née Catherine Siradon.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

- Pour le vingtième anniversaire du décès de

Pierre SPACNOU
colonel directeur
de la poste aux armées,

une pensée est demandée à ceux qui sont fidèles à son souvenir.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Les silences de Cyrille Guimard

Jorgen Pedersen, un Danois incorporé à une équipe italienne, a remporté, lundi 8 juillet, la dixième étape Epinal-Pontarlier, marquée par une attaque infructueuse de Pascal Simon sur les contreforts du haut Jura. Bernard Hinault conserve son maillot jaune.

De notre envoyé spécial

Pontarlier. — Qui peut battre Hinault ? Les attentes du Breton montent de jour en jour. D'autant que son plus sérieux adversaire théorique, l'Australien Phil Anderson, a cédé du terrain au cours de l'étape contre la montre de Strasbourg. Mais le porteur du maillot jaune, qui ne sous-estime pas la menace de Pascal Simon, se découvre deux nouveaux challengers, l'Australien Stephen Roche et l'Espagnol français Charly Mottet, respectivement sixième et septième du classement général, à quelques minutes.

Le premier est dirigé par Raphaël Géminiani (la Redoute), un matin qui a plus d'un tour dans son sac. Le second a pour directeur sportif Cyrille Guimard (Renault), dont on connaît les talents de stratège. Ces deux professeurs de cyclisme, l'ancien et le jeune, possèdent en commun la science de la course et l'imagination. Avec eux, il faut s'attendre à tout. Aussi peut-on se demander quelle surprise ils réservent à Hinault.

Excellent comédien, soucieux de ses effets, Géminiani proclame bien haut que Roche a les moyens de battre Hinault : « Oh, quand, comment ? Ce n'est pas à moi de le dire. Nous avons encore du temps devant nous... »

NOUVEAU ACCORD ENTRE CANAL PLUS ET LE FOOTBALL FRANÇAIS

Canal Plus a signé, mardi 9 juillet, un contrat de trois ans avec la Ligue nationale de football et la Fédération française de football pour la retransmission de vingt-cinq matches de championnat chaque saison. Les rencontres de Coupe de France et de Coupe d'Europe feront l'objet de négociations séparées, au « coup par coup ».

L'an dernier, la chaîne payante avait retransmis vingt matches de championnat et de Coupe de France grâce à un contrat d'un an signé avec le football français. Les conditions financières ont cependant augmenté de 25 % dans ce nouveau contrat de longue durée : chaque match coûtera environ 320 000 F à Canal Plus. La première retransmission devra avoir lieu le 19 juillet avec la rencontre Nantes-Montceau lors de la deuxième journée de championnat.

Finlande Laponie

LA FINLANDE AU GRÉ DE VOTRE FANTAISIE

à partir de 2.585 PARIS-PARIS (1 semaine base 4 pers.)

votre agent de voyages au

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle-Casanova
75001 PARIS ☎ 296.59.78
Rc. 1053

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

Certificat accepté et reconnu dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Séjourant 1/7 - 2016 Antwerp
Tél. : 03/232.07.58 - Belgique

MAIGRIR SANS SOUFFRIR PAR LE JEU DE 3 NOUVELLES TECHNIQUES GAGNANTES

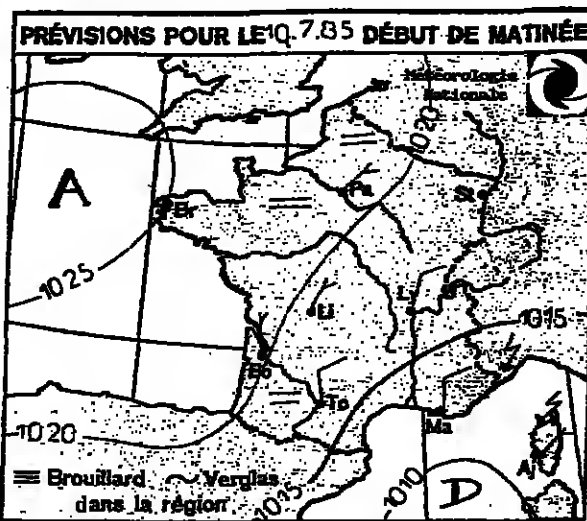
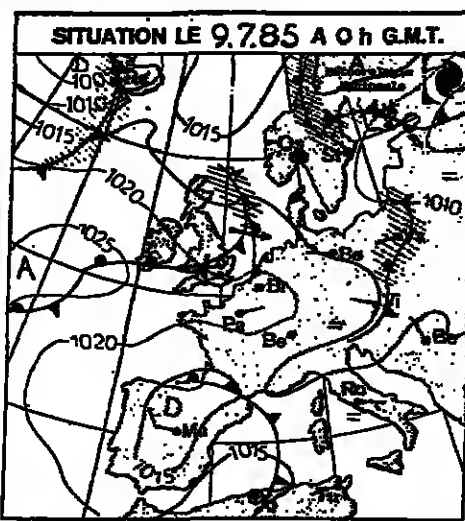
- LE TRANSIUM**
ELECTROSTIMULATION MUSCULAIRE
Il permet un véritable remodelage du corps avec raffermissement et perte immédiate de centimètres.
- LE LINFOGEI**
DRAINAGE LYMPHATIQUE
Pilaté par ordinateur, cet appareil désintoxique les tissus adipeux, allège les jambes lourdes et gonflées et la cellulite. Il intervient efficacement sur l'emboulement en général.
- LA DIETIQUE**
UN REEQUILIBRE ALIMENTAIRE ORIGINAL
qui met en œuvre des stratégies diététiques réputées pour leur efficacité sans faire appel à des privations que l'on sait incompatibles sur le plan social, sans conduire à un état de fatigue déprimant et surtout sans administration de médicaments dangereux.

LE TRAITEMENT EST CONDUIT SOUS CONTRÔLE PERMANENT DU MEDECIN DE L'ETABLISSEMENT

CENTRE D'AMINCISSEMENT
36, rue de Longchamp - PARIS (16)
553-00-87

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 9.7.85 A 0h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 9.7.85 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 9 juillet à 0 heure et le mercredi 10 juillet 1985 à midi.

Sens d'évolution pour la fin de la semaine : Une nouvelle évolution orageuse qui débatera vendredi soir prise de l'Anticyclone gagna l'ensemble du pays samedi.

Prévisions :
Mercredi matin, sur une moitié nord de la France, il fera frais (10°C à 13°C), avec par places des formations brumeuses. Rapidement, au cours de la matinée, va s'établir un temps agréable et ensoleillé avec toutefois un ciel parfois bien que des nuages. En milieu d'après-midi, il fera 20°C à 24°C.

Sens d'évolution pour la fin de la semaine :
Jeudi 11. Temps chaud et bien ensoleillé sur l'ensemble du pays. Vent de secteur sud-est faible et irrégulier s'orientant au sud-est l'après-midi. Température en hausse : 23-25°C près de la Manche, 27-31°C ailleurs.

Mercredi midi, sur une moitié nord de la France, il fera frais (10°C à 13°C), avec par places des formations brumeuses. Rapidement, au cours de la matinée, va s'établir un temps agréable et ensoleillé avec toutefois un ciel parfois bien que des nuages. En milieu d'après-midi, il fera 20°C à 24°C.

Sens d'évolution pour la fin de la semaine :
Jeudi 11. Temps chaud et bien ensoleillé sur l'ensemble du pays. Vent de secteur sud-est faible et irrégulier s'orientant au sud-est l'après-midi. Température en hausse : 23-25°C près de la Manche, 27-31°C ailleurs.

BREF

ANNIVERSAIRE

14 JUILLET 1935. — A l'occasion du cinquantième du Front populaire, la Ligue des droits de l'homme organise, mercredi 10 juillet à 20 h 30 au grand amphithéâtre de la Sorbonne, une soirée au cours de laquelle interviendront M. Yves Jouffé et M. Madeleine Rebérioux, président et vice-présidente de la Ligue.

CONCOURS

EDUCATION POUR LA SANTÉ. — La Commission française d'éducation pour la santé et la Groupe de recherche pour l'enseignement de la puériculture aux parents de Lyon décerneront cette année leur quatrième grand prix d'éducation pour la santé. Les récompenses pourront être attribuées à des expériences « sur le terrain » menées par des professionnels en exercice, à des thèses ou à des mémoires originaux d'étudiants en médecine, infirmières, assistantes sociales, etc. Le manuscrit en cinq exemplaires doit être adressé, avant le 31 juillet, au secrétariat du Groupe de recherche pour l'enseignement de la puériculture aux parents (GREP). Service du professeur R. François, pavillon 5 bis, Hôpital E.-Herriot 69374 Lyon cedex 08. Tél. : (7) 853-81-11.

PARIS EN VISITES

JEUDI 11 JUILLET

« Le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30, sortie culturelle mécanique.

« Cent tombeaux de musiciens célèbres en Père-Lachaise », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise.

Pour les sept à douze ans, « Le Jeu de la parole », à la découverte des impressions, comment peindre le vent, la lumière, le mouvement », inscriptions : (1) 277-23-31 (Paris bastilles).

« Charles Le Brun, premier peintre du roi », 15 heures, devant le portail, église Saint-Nicolas du Chardonnet.

« Le Parc Monceau », 14 h 30 ou 15 heures, métro Monceau, la Seine, le MGR, le PC, le PS et le PSU apportent leur soutien à cette manifestation.

« Victor Hugo et la Commune », 15 heures, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis.

« La rue François-Miron », 19 h 30, devant l'église Saint-Gervais.

« L'Arcueil et les salons Louis XIII », 15 heures, 1, rue Sully (M. Lasser).

« La Bourse en activité », 11 h 15, métro Bourse.

« Les Hôtels illustres du jardin du Luxembourg » (George Sand, Verlaine, Sainte-Beuve, etc.), 15 heures, devant fontaine des Quatre-Saisons, avenue de l'Observatoire (M. Hager).

« Intérieurs du Marais », 15 h 30, place des Vosges, statue Louis XIII (C.A. Messier).

« Renouir un Grand Palais », 14 h 45, sortie mérimée Champe-Ellysées-Clemenceau, ou 13 h 30 Grand Palais, gauche escalier ou 14 heures escalier d'entrée.

« Versailles, quartier Notre-Dame », 14 h 30, office de tourisme, 7, rue des Réservoirs.

INFORMATIQUE

L'ORDINATEUR PÉDAGOGUE. — La Commission d'Education du gouvernement d'Andorra a élaboré un projet d'informatique et d'enseignement pour développer l'utilisation de l'ordinateur comme outil pédagogique. En conséquence, elle demande aux entreprises informatiques de bien vouloir transmettre leurs offres en matière d'éducation.

Centre national d'information, Edifici de la Casa Pansa Bala, Andorra-la-Vella. Tél. : 22400 (avant le 30 juillet).

MUSÉES

LASCAUX RECONSTITUÉ. — Malgré la fermeture définitive du musée de la grotte de Lascaux (Dordogne), les habitants de la région parisienne pourront admirer ses célèbres peintures préhistoriques. En effet, le Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye s'apprête à inaugurer une reconstitution grandeur nature de la salle des taureaux de la grotte. Les peintures des artistes magdaléniens sont reproduites par un procédé de transfert photographique sur relief mis au point spécialement par le Centre de recherches de Kodak Pathé. Les moindres détails du volume des parois ont été copiés par photogrammétrie (procédé dont se sert l'Institut géographique national pour établir ses cartes). Une éruption photographique reproduisant toutes les nuances de la peinture est appliquée par décolmanie sur la (fausse) roche.

★ Musée des antiquités nationales, ouvert tous les jours (sauf le mardi), de 9 h 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. A. trente minutes de Paris par la ligne A du RER.

STAGES

DES LAVIS. — L'association Le Grain organise, du 29 juillet au 3 août, un stage de lavis et aqua-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4005

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. On peut l'attraper avec une perche. — II. Un certain pourcentage lui est généralement attribué. — III. Souvent touché quand on passe la main dans le dos. — IV. Négation. Alertes ou plutôt grossiers. — V. Voie pour les « scies ». — VI. Début d'ornement ou peut en être le composant. Point de départ. Une margot qui jase. — IX. Na se déplace qu'avec des mules blanches. On est toujours très en froid avec lui. — X. Nest malheureusement pas éternel. Éclatant ou fuscine. — XI. Adam avant l'Éternité. Citron, fraise ou poire.

VERTICALEMENT

1. Venant des lieux humides, ils sont souvent recouverts de rouille. — 2. Pour la prendre, il suffit de ne pas bouger. Ne risque pas de prendre la « mouche ». — 3. N'est nourri qu'avec des pruneaux. Avec elle, ce sont les chasseurs qui prennent du plomb dans l'aile. Ou rien ou mieux que rien. — 4. L'une fait bête, mais valait son pesant d'or. Strip-tease. — 5. Faite après l'ascension. Rouge, il est mal vu des taureaux. — 6. Peut être coté ou bابت. Indique une position est découlée. — 7. Est enroulé en ville. Présent pour qui compte sur l'avenir. — 8. Pour la production des reproductions. Petit accident géographique. — 9. Préposition. — Fanny pour « Marius » ou « César ». pour « Fanny ». Personnel.

Solution du problème n° 4004

Horizontalement

I. Hercule. — II. Auréole. — III. Mignomes. — IV. El Erato. — V. Nef. Dite. — VI. Igor. II. — VII. Engage. Nu. — VIII. Menia. C.E.S. — IX. Ego. Etc. — X. Nulle. Par. — XI. Tse-tse. Us.

Verticalement

1. Amendement. — 2. Haile. Nègus. — 3. Erg. Fignole. — 4. Réce. Gai. Lt. — 5. Coordonnées. — 6. Unistr. — 7. Lente. C.C.P. — 8. Esine. Au. — 9. Es. Elusif.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 8 et du mardi 9 juillet :

DES ARRÊTÉS

— Conférant des pouvoirs de gestion et de tutelle aux recteurs d'académie pour les écoles normales nationales d'apprentissage.

— Relatif au transport des enfants dans les voitures particulières.

UNE CIRCULAIRE

— Relative à la formation des représentants du personnel aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

annonces associations

Appel

Associations, disposant micro-ordinateur professionnel : traitement texte, fichiers etc. particuliers nos capacités : conditions à voir. Tél. : 088-12-81.

Sessions et stages

SR MEI, installé à la ville d'Angoulême, dispose d'un matériel complet pour la formation de techniciens de maintenance. Cours de 15 jours à 14 jours de 27 juillet au 8 août et du 10 au 23 août. Renseignements : 15 (1) 326-87-85.

J.S.C.P.O. propose camp cyclisme H-Languedoc pour 12/16 ans. 16-31 août. Prix départ Paris : 1 800 F. Tél. : 340-17-33 ap. 16 h.

★ Prix de la ligne 30 F TTC (28 lignes, lettre ou enveloppe).

★ Veuillez mentionner l'année et le numéro d'abonnement au J.O.

★ Cliquez droit à l'ordon de République LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution de mardi dans le journal à République LMA, 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

STAGES FONCIERES

L'A.D.E.F. (association des études foncières) organise 3 journées d'études du 17 au 19 octobre à Paris (17e arr.).

LE TOURISME

CONTRE L'AGRICULTURE ? Les enjeux fonciers dans les pays méditerranéens.

Inscription-édition : 1 350 F. Renseignements : A.D.E.F. 64, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél. : 306-55-40.

Quelle formation ?

échange et projets : le stage

Le stage est une formation qui permet de découvrir une profession, de rencontrer des professionnels, de développer des projets. Il est idéal pour les jeunes qui hésitent à choisir une orientation.

Le stage peut être effectué en entreprise, dans une association ou dans un organisme de formation. Il dure généralement de quelques semaines à quelques mois.

Le stage permet de découvrir une profession, de rencontrer des professionnels, de développer des projets. Il est idéal pour les jeunes qui hésitent à choisir une orientation.

Le stage peut être effectué en entreprise, dans une association ou dans un organisme de formation. Il dure généralement de quelques semaines à quelques mois.

RESPONSABLE DES ACHATS ELECTRONIQUES

Compétences : circuits électroniques, gestion des achats, négociation.

Le responsable des achats électroniques est chargé de sélectionner et d'acheter les composants électroniques nécessaires à la production. Il doit également gérer les relations avec les fournisseurs et assurer le suivi des commandes.

Le responsable des achats électroniques doit posséder des connaissances techniques en électronique et une bonne maîtrise des outils de gestion. Il doit également être capable de négocier avec les fournisseurs et de gérer les relations commerciales.

EGOR TECHNOLOGIES

EGOR REGION EST

INGENIEURS

Le ingénieur est un professionnel qui conçoit, développe et met en œuvre des solutions techniques. Il doit posséder des connaissances approfondies dans son domaine et être capable de travailler en équipe.

Le ingénieur peut travailler dans une entreprise, dans un laboratoire de recherche ou dans un organisme de formation. Il est responsable de la conception et de la mise en œuvre de projets techniques.

Le ingénieur doit posséder des compétences techniques, une bonne maîtrise des outils de travail et une capacité de communication. Il doit également être capable de gérer des projets et de travailler sous pression.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Quelle formation pour les technologies d'avenir ?

• Echange et projets : le mythe des « nouveaux métiers »

A l'heure de la révolution technologique, l'enseignement de formation professionnelle devient un thème majeur. Echange et projets, l'association que crée M. Jacques Delors et qui publie la revue trimestrielle du même nom, s'est, à son tour, intéressée à ce sujet.

Sous les évolutions techniques, les métiers sont plus encore déterminés par l'organisation du travail et plutôt « recomposés » que totalement modifiés. Le « mythe des nouveaux métiers » correspond, en fait, à de simples « transferts d'activités d'une branche ou d'un secteur dans un autre, ou à des accumulations de tâches traditionnellement dérogées ». Trop souvent, le débat sur les qualifications se réduit à une négociation sur les classifications, rigides et seulement définies par la détention d'un diplôme, selon une règle bien française.

Pour Echange et projets, mieux vaudrait, au-delà des difficultés rencontrées par le système d'enseignement initial, renforcer la culture technique de façon importante afin de préparer les travailleurs aux adaptations de leur environnement. D'autant que le temps presse et que les choix, pour l'avenir, seront décisifs.

A moins de préparer son déclin économique, l'entreprise devra reconnaître pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un « lieu de production des qualifications ». Ce qui doit l'amener à retenir une organisation du travail qui privilégie l'utilisation et l'accroissement des compétences. « Ecran et frein au développement des qualifications », la maîtrise devra, par exemple, évoluer sous peine d'être encore plus « vulnérable » au chômage et de demeurer « archaïque », rive à une fonction de contrôle ou d'appareillement.

d'ordre. Cela passe par la reconnaissance d'une « qualification d'équipe » au sein collectif, mais aussi par la valorisation de l'expérience du travail ou des acquis professionnels liés à l'activité individuelle sans que, pour autant, il y ait un diplôme. Cela nécessite aussi une mise en valeur des ressources humaines.

Pour le travailleur lui-même, Echange et projets fixe des objectifs ambitieux en souhaitant voir chacun « autogérer sa qualification ». Il faut « une maîtrise plus individuelle » et donc savoir « évaluer sa qualification et la faire fructifier à l'image d'un patrimoine ». Dans le cas d'un diplôme, par exemple, on constate que l'intégralité d'une formation peut ne pas être utilisée dans un emploi et l'exercice d'une profession, dans une entreprise donnée, ce qui peut conduire à l'« atrophie » de la qualification. A tout moment, le salarié doit le sentir de garder intactes ses chances professionnelles et, mieux, de les augmenter en se tenant prêt pour de nécessaires évolutions.

La bataille de la compétence

A l'inverse, Echange et projets recommande que l'on reconnaisse les acquis individuels de l'expérience professionnelle non sanctionnés par des diplômes, des périodes de formation en entreprise ou des stages de formation. En proposant un système d'unités capitalisables, et la validation des acquis partiels, le groupe de travail de l'association rejette des préoccupations que les spécialistes de la formation professionnelle mettent, aujourd'hui, en avant. L'adaptabilité à un emploi et l'histoire d'un travailleur peuvent, tout autant que la formation initiale, définir un profil et des capacités.

Mais l'effort de l'entreprise et l'effort individuel ne semblent rien

s'ils n'étaient à leur tour relayés par la mobilisation du système de formation dans son ensemble et, plus particulièrement, de celui de formation continue, qui doit accepter de se remettre en question pour « coller » aux évolutions. Les partenaires sociaux, les entreprises de l'Etat et les « nouveaux acteurs » que sont les représentants des collectivités locales, associés à ces décisions depuis la mise en place de la décentralisation, doivent se consacrer à cette « bataille de la compétence ». Au risque de « renforcer des inégalités » ou de développement de la « société duale », il faut opposer la « nécessité de savoir apprendre » à « l'obsolescence de la capacité à apprendre », pour augmenter la culture technique.

Parmi les moyens, Echange et projets préconise « des avantages fiscaux similaires aux autres investissements », sachant que « les nouvelles technologies ne sont qu'un révélateur, qu'un prétexte » permettant de faire saisir, enfin, l'enjeu de la qualification.

ALAIN LEBEAUCHE

* Echange et projets. J'ai 1985, n° 42, « L'enjeu de la qualification », 30 F, 18, rue des Pyramides, 75001 Paris.

• L'ADEP : les régions ont du mal à définir leurs priorités

Commandé par le Commissariat général du Plan et par la délégation à la formation professionnelle, le bilan de la décentralisation de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage, réalisé par l'ADEP (Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente) a été présenté et commenté, à l'occasion de la deuxième réunion du comité de coordination que préside M. Jean-Pierre Soisson (Le Monde du 11 juin 1985).

Deux ans après le transfert des compétences aux régions en matière de formation professionnelle, dans le cadre de la décentralisation, n'a-t-on ? Si la plupart des régions ont arrêté les grandes lignes de leur action future, elles se limitent prudemment, pour l'instant, à une expertise des moyens nouveaux qui leur étaient dévolus.

A l'origine de ce constat onanisé, il faut compter avec l'importance du transfert, qui ne concernait que de 20 à 25 % des crédits publics, le reste demeurant aux mains de l'Etat pour ses interventions en faveur de filières ou de publics prioritaires.

Bien des représentants de la puissance publique en ont déduit qu'ils étaient les « maîtres du jeu » ou pouvaient le redevenir, surtout si les pouvoirs locaux ne se montraient pas capables de tenir leur nouveau rôle. D'où, ici ou là, des relations confuses et quelquefois compliquées qui sont le fait d'une minorité de fonctionnaires. Parfois, cela s'accompagne, dans certaines régions, d'un jugement négatif sur l'intérêt ou les chances de cette décentralisation et du secret espoir de voir l'Etat reprendre les rênes.

A l'autre extrémité, on trouve des régions ambitieuses pour qui ces 20 % constituent une minorité de blocage permettant d'orienter l'ensemble du dispositif de formation. Elles souhaitent pouvoir influencer les choix, y compris ceux de l'Etat, en dehors de la zone réservée à leur compétence pour, progressivement, obtenir une adaptation à leurs besoins.

Le monde des « tiques »

Entre ces deux cas de figure coexistent plusieurs formules, dont celle que défend la région Ile-de-France, soucieuse de concentrer son effort sur les seuls 20 % à sa disposition. L'hypothèse retenue consiste alors en un soutien sans réserve aux actions stratégiques et vise à privilégier les formations les plus valorisantes à destination des niveaux les plus élevés, l'Etat ayant à sa charge exclusive « les gros bataillons de faible niveau », où la réputation du gestionnaire n'a rien à gagner. Cette méthode, très sélective, permet d'espérer de bons résultats. Il y aurait partage des tâches entre « l'Etat assistant social » et la région chargée des « actions nobles ». Toutefois, et même si elles sont discutables, des orientations existent, observe le rapport de

l'ADEP. Des objectifs régionaux sont affichés, au moins dans les discours, alors que l'Etat, précédemment, définissait souvent « une enveloppe de consommation à partir de l'offre de formation ».

Le premier groupe des priorités, et le plus représenté, concerne le rapport de la formation avec l'emploi, l'évaluation des niveaux, le choix jugé « facile » de filières conçues comme un « fourre-tout » capable d'accueillir « le monde des tiques » (informaticien, robotique) et, enfin, la rénovation de l'apprentissage.

Ensuite, un deuxième groupe de priorités, moins fortes, regroupe le souci de certains publics, tels que les jeunes ou les femmes, et la volonté de mettre en place des centres de formation « avancés » pour les nouvelles technologies susceptibles à leur tour d'amener une modification du développement local avec le soutien aux zones fragiles (pôles de conversion), la définition de projets locaux et, très rarement, la signature de conventions géographiques pour un bassin d'emploi ou une vallée.

Enfin, et cela vient au dernier rang, les régions retiennent comme priorités le besoin d'informer, de promouvoir le concept individuel de formation : un quart d'entre elles s'en soucient alors que ce dispositif peut favoriser la formation des créateurs d'entreprises (un quart des régions seulement) qui devraient pourtant bénéficier d'un meilleur sort puisqu'elles conditionneraient l'ancrage économique.

A. Le.

Le Monde reprendra en septembre la publication, tous les mardis (numéro daté du mercredi), d'une chronique spécialement consacrée aux secteurs de pointe et aux techniques nouvelles.

Demain

La Corse sur Minitel

INFCOR, c'est le nom du projet informatique qui doit permettre de répertorier et de stocker toutes les informations disponibles sur la langue corse dans une banque de données accessible aux personnes par Minitel. La réalisation du projet

INFCOR, au départ conçu par une association culturelle, a été confiée par l'Assemblée régionale à l'Institut d'études corse de l'université de Corte. Cette opération, qui devrait voir le jour dans un délai de cinq ans, est estimée à 1,2 million de francs. Elle s'inscrit dans le projet national du CNRS sur les atlas linguistiques régionaux.

RESPONSABLE DES ACHATS ELECTRONIQUES

« Composants discrets - circuits intégrés classiques »

Cette société en forte évolution sur les marchés internationaux regroupe 3 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards de F. Implantée principalement à Strasbourg, elle conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de communication d'entreprise. Elle souhaite renforcer son service achats, 33 personnes, par un spécialiste des composants électroniques classiques.

Le candidat évolue dans un groupe de 6 à 7 acheteurs et aide-acheteurs. Il mène, en liaison avec les services techniques, des missions de négociation de marchés de circuits intégrés linéaires et logiques TTL-CMOS, circuits discrets, actifs et passifs.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électronicien disposant d'une première expérience commerciale, achats ou vente, dans les composants classiques. Une origine « bureau d'études » associée de réelles motivations pour une fonction plus commerciale aurait également retenu notre attention. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Strasbourg. L'entreprise propose un environnement technologique de pointe, l'ouverture à des marchés de dimension internationale et d'importantes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.30/1192 B. à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Bern 75008 Paris

ou

EGOR REGION EST

18, rue Auguste Lamey - 67000 Strasbourg

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

INGENIEURS

Intégrée au service technique recherche 2 ingénieurs ayant une bonne connaissance de la micro-informatique pour proposer et participer au développement de nouveaux jeux en exploitant les progrès technologiques en informatique et en télécommunications (carte à mémoire, vidéo, etc.). Leur expérience professionnelle pourrait avoir été acquise dans un laboratoire ou dans un bureau d'études. L'une de ces opportunités s'adresse plus précisément à un candidat connaissant bien les micro-processeurs et les logiciels. L'autre nécessite d'être déjà familiarisé aux projets de la télématique. Une formation télécom nous paraît d'ailleurs bien appropriée. Tous deux devront faire preuve d'initiative et de créativité. Le niveau de rémunération prévu, tenant compte de l'expérience des candidats, ne sera pas inférieur à 200 000 F. Postes basés en proche banlieue Nord. L'agence Desein, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, nous transmettra votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) que vous voudrez bien lui adresser sous référence 4845 M.

DESEIN

La MIDLAND BANK S.A., banque multispecialisée, a choisi d'axer son développement sur un nombre restreint de secteurs d'activité à fort potentiel. Elle recherche un :

ANALYSTE-PROGRAMMEUR H/F

Intégrant le service ETUDES du Département Informatique, il aura pour mission :

- Participer aux analyses fonctionnelles et organiques
- Programmer et mettre en place les applications financières (Bourse, Titres, SICAV, F.C.P.)

Nous souhaitons engager UN EXCELLENT PROFESSIONNEL de l'informatique, ayant de solides connaissances de l'IBM 38 / GAP III. La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé dans le DOMAINE BANCAIRE, si possible sur les APPLICATIONS FINANCIERES.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle sous réf. 4/85 à Geneviève SABET Département des Ressources Humaines, MIDLAND BANK S.A., 2, Place Rio de Janeiro B.P. 130-08 / 75380 PARIS CEDEX 08.



VIVEZ VOS AMBITIONS INFORMATIQUES DANS LES SYSTEMES AVANCES DE TELECOMMUNICATIONS

Spécialiste incontestée dans le domaine des Radiocommunications, la Division Télécommunications de THOMSON-CSF est l'architecte et le maître-d'œuvre de systèmes avancés de Télécommunications dans le monde entier. Elle développe et met en œuvre les techniques et les moyens informatiques les plus évolués.

Ingénieurs Informaticiens, de formation Grande Ecole, vous souhaitez mettre à profit votre première expérience en exerçant des responsabilités autonomes et motivantes dans un domaine en pleine mutation.

Nous recherchons des

RESPONSABLES LOGICIELS de Télécommunications

Mission :
- conduire l'étude et la réalisation (de l'analyse fonctionnelle à l'intégration sur site) de logiciels de base ou d'applications destinés à de grands systèmes de Télécommunications ou de guerre électronique,
- mettre en œuvre des configurations multi-processeurs ou des mini-ordinateurs (en utilisant les langages de haut niveau). (Réf. 1/M)

SPÉCIALISTE SIMULATION

Mission :
- devenir spécialiste Informatique d'une équipe de définition et de conception de systèmes avancés de Télécommunications,
- concevoir et réaliser des logiciels (calcul, simulation) de taille importante sur des configurations de type VAX 11/780 Perkin Elmer. (Réf. 2/M)

INGÉNIEUR SYSTÈME VAX

Mission :
- assurer ou sein d'un petit département d'Informatique technique, un service efficace aux équipes de conception de développement et de simulation : exploitation des ordinateurs (5 VAX sous UNIX), maintenance et développement des logiciels systèmes - choix et mise en place des périphériques. (Réf. 3/M)

Votre réussite dans l'un de ces postes vous conduira rapidement vers la responsabilité d'animation d'une équipe projet et nous permettra de répondre ensemble à votre ambition de développement professionnel.

Merci d'écrire à Dominique BAILLY, en précisant la référence du poste choisi, à Emploi et Carrières des Cadres - THOMSON-CSF, Division Télécommunications - 66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.



DIVISION TELECOMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur comptable adjoint

Paris

350 000

Cet important établissement du secteur financier possède une place centrale dans le financement des besoins durables des entreprises industrielles et commerciales ; il dispose d'une gamme souple et variée de produits financiers en constante adaptation et, par ses différents filiales, il propose aux entreprises assistance et conseil en matière d'investissement. Il recherche l'adjoint de son directeur comptable.

Dans cet établissement soumis à la loi bancaire et doté d'une comptabilité générale complexe, il seconde activement le responsable du service (75 personnes) ; il supervise, organise et dirige les différents secteurs comptables de l'entreprise, anime les cadres et employés, assure la gestion comptable et fiscale des filiales ; il élabore les bilans et états périodiques réglementaires, veillant au respect des formalités et procédures ; il est en liaison constante avec les directions opérationnelles et il mène les études et les analyses comptables nécessaires à l'élaboration des produits nouveaux.

Le candidat, âgé d'environ 45 ans, possède une formation générale de type Ecole Supérieure de Commerce et une formation comptable haut niveau, avec, si possible, l'expertise comptable ; il a assumé des responsabilités de comptabilité générale dans une banque ou un établissement financier et il a de bonnes connaissances en fiscalité ; il est, par ailleurs, organisé, de bon contact et capable d'encadrer un service.

Ecrire avec CV et prétentions, sous la référence P087/M, à B. Beaunoir, Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

CREER NOTRE DEPARTEMENT COMMERCIAL « INSTITUTIONNELS »

C'est l'opportunité qu'offre une très importante banque privée à un candidat de valeur. Diplômé d'une grande école, vous avez impérativement 10 années d'expérience réussie dans la prospection et le développement commercial des relations avec une clientèle de banques et d'institutionnels.

Vous avez prouvé : votre capacité à intégrer les mécanismes fiscaux de vos interlocuteurs, votre ingéniosité et votre créativité dans le montage d'opérations financières complexes.

Rattaché dans un 1^{er} temps au Directeur Financier, votre capacité d'évolution vous permettra d'accéder ultérieurement à d'autres fonctions.

Votre rémunération très motivante, comportera une partie variable importante, fonction des résultats.

Vous êtes ambitieux et avez réussi dans vos fonctions actuelles ? Envoyez-nous votre dossier complet sous référence DCI CONTESSÉ PUBLICITE, N° 13466, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Merci de préciser les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être en relation. Discretion assurée.

CONTESSÉ TELEPHONE : UTILISEZ VOTRE MINUTE 10 296 10 85

ORGANISME SOCIAL (200 salariés) situé dans la région
POTOU-CHARENTES, recherche :

DIRECTEUR

Principales missions :
• gérer des activités multiples,
• diriger et animer le personnel des Services Administratifs et des Relations Sociales,
• mettre en œuvre les réorganisations nécessaires.

Il faut :
une formation supérieure assortie d'une expérience de plusieurs années en matière de direction d'entreprise, de préférence dans le secteur sanitaire et social.

Merci d'envoyer lettre de candidature manuscrite C.V. et photo (restituée) s/référence 13607 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'AMEUBLEMENT
recherche pour sa filiale située en
HAUTE SAONE

1 DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Sa mission dans une usine de 1.200 salariés, comportera entre autre :
- les rapports avec les partenaires sociaux et la négociation collective
- la définition et la mise en œuvre de la politique sociale.

Adresser CV, photo et prétentions sous n° 1174 M sur enveloppe à L.T. Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

directeur comptable

Paris

L'un des leaders du service informatique, en forte croissance (2.100 personnes, dont 1.100 cadres - chiffre d'affaires : 900 MF), cherche son directeur comptable groupe.

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il dirige les services comptables de toutes les sociétés du groupe, et anime une équipe de 30 personnes, dans un contexte informatique de haut niveau.

35 ans minimum, de formation école de gestion (option comptabilité) + DECS, il a une bonne expérience comptable acquise par exemple dans un cabinet d'expertise, puis dans une société où il a pris l'habitude d'un raisonnement groupe et appris les techniques de reporting anglo-saxonnes. Il devra posséder de réelles qualités d'animation, d'organisation, de dynamisme et de rigueur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous la référence 428, à Annick Lucchini - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTec

La ville de Noy-le-Grand
45.000 habitants
Ville nouvelle de Marne-la-Vallée

recrute par voie de concours sur titre :

- UN DIRECTEUR des AFFAIRES FINANCIÈRES,
- UN DIRECTEUR du SERVICE INFORMATION.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Mme le Maire adjointe générale, 53100 NOY-LE-GRAND.

Le district de l'agglomération de Villefranche (69) recrute d'urgence
1 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (de 20.000 à 40.000 hab.)
Adresser candidature et C.V. à :
M. le Président du District, 86, rue de la Sous-Préfecture 69000 VILLEFRANCHE.

ORGANISME SOCIAL (400 salariés) situé dans la région
CHAMPAGNE-ARDENNES, recherche :

DIRECTEUR

Principales missions :

• gérer des activités multiples,
• diriger et animer le personnel des Services Administratifs et des Relations Sociales,
• mettre en œuvre les réorganisations nécessaires.

Il faut :
une formation supérieure assortie d'une expérience de plusieurs années en matière de direction d'entreprise, de préférence dans le secteur sanitaire et social.

Merci d'envoyer lettre de candidature manuscrite C.V. et photo (restituée) s/référence 13499 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maîtrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

Missions :

- Gestion du Personnel,
- Politique des salaires et avantages sociaux,
- Amélioration de conditions de travail et de sécurité,
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes de droit du travail, sont nécessaires.

Ad. CV dét.
ss. réf. 1105 à

seletec 67003 STRASBOURG CEDEX

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

MONSANTO est une entreprise multinationale dont le siège Europe-Afrique est installé à Bruxelles. Compte tenu de l'essor pris par la technologie de l'acide sulfurique dans les pays d'Afrique du Nord, nous recherchons un

MARKET SPECIALIST

Afrique du Nord
disponible immédiatement.

Ce qui est indispensable :

- posséder un diplôme d'ingénieur chimiste ou pouvoir faire état d'une expérience équivalente ;
- parler parfaitement le français et couramment l'anglais ;
- être prêt à effectuer des déplacements fréquents dans les principaux pays d'Afrique du Nord ou à y établir sa résidence ;
- avoir une expérience technico-commerciale d'une dizaine d'années dans l'industrie chimique ;
- faire preuve de volonté, et être disposé à prendre des initiatives dans un certain esprit d'indépendance.

Ce qui est souhaitable :

- être familiarisé avec les marchés nord-africains et les aspects socio-culturels du monde arabe ;
- maîtriser la langue arabe ;
- avoir acquis une certaine expérience dans l'industrie de l'acide sulfurique ;
- posséder une connaissance pragmatique du fonctionnement d'une usine de produits chimiques.

Ce qui est offert :

- une rémunération attractive en rapport avec les aptitudes ;
- les avantages extra-légaux inhérents à une entreprise internationale de premier plan.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite et curriculum vitae) à Madame S. VANHOLDER, Chef du Personnel, Monsanto Europe S.A., avenue de Tervuren 270-272, bte 1, B-1150 Bruxelles, Belgique.

Monsanto

SPECIALISTE ORGANISATION, GESTION ET FINANCES

Société, filiale Groupe Financier important
recrute en vue interventions à l'étranger
(missions et séjours prolongés)

Expériences 8 ans minimum.
Formation Sup. (Grande Ecole, HEC ou équiv.).
Anglais, espagnol souhaités.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo
sous référence APK/7 à AXIAL Publicité
27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE INSTALLEE DANS
L'OCEAN INDIEN
recherche

RESPONSABLE DE COMPTES COMMERCIAUX

• Age : 30 ans environ
• originaire de la Réunion si possible,
• formation : niveau universitaire - Sup de Co de préférence,
• petite expérience professionnelle souhaitée.
Serait chargé d'un portefeuille de clients « entreprises individuelles » et « sociétés ».
Capable d'analyser un bilan-nouveau plan comptable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 8405 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

emplois régionaux

Entreprise
Transformation de papier
RHONE-ALPES

en progression régulière :
volume multiplié par deux en
sept ans, actuellement 2^e en
France, 3^e en Europe, C.A.
340 MF, plus 2 filiales C.A.
30 MF, engagées récemment.

UN CHEF COMPTABLE POUR LE GROUPE

35 ans environ, niveau DECS,
quelques années d'expérience,
il a le sens de l'organisation
et est familiarisé avec
l'informatique.

Adresser lettre de candidature
et C.V. s/réf. 22386/M à
NAVAS CONTACT
11, rue Pelt-Carnot,
69002 LYON.

Organisation Régionale Agricole
Poisson-Charentes
RECHERCHE

CHARGE DE MISSION FORMATION

pour animer politique régionale de
formation continue d'agriculteurs
et techniciens agricoles.

Formation supérieure (Maîtrise
Sciences Eco. souhaitée).
Ad. C.V., photo et prétentions à
A.N.E.R. - Poisson-Charentes,
224 bis, rue de Fg-St-Pierre-les
85004 POISSON-CHARENTES.

ENTREPRISE NATIONALISEE
recherche
pour POTTERS

UN JEUNE INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES
pour LIMOGES

UN JEUNE DIPLOMÉ

HEC ou ESSEC.

Serve sous le n° 307.806
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montmoy, Paris-7^e.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

RECRUTEMENT INTERNE



emplois régionaux

CREDIT INDUSTRIEL
D'ALSACE ET DE LORRAINE

DIRECTION D'UNE AGENCE

Le Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine recrute pour ses agences régionales des directeurs d'agence. Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le secteur bancaire, être capable de diriger une équipe de 10 à 15 personnes, avoir une bonne connaissance des produits bancaires et des techniques de vente. Les missions principales sont : développer le portefeuille de clients, assurer la gestion administrative et financière de l'agence, veiller au respect des normes de service. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, photo, lettre de motivation) à : Directeur des Ressources Humaines, Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine, 10, rue de la République, 67000 Strasbourg.



Trésorier

MATRA CCA cherche
un trésorier expérimenté
pour son siège social.

Le Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine recrute pour son siège social un trésorier expérimenté. Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le secteur bancaire, être capable de diriger une équipe de 10 à 15 personnes, avoir une bonne connaissance des produits bancaires et des techniques de vente. Les missions principales sont : développer le portefeuille de clients, assurer la gestion administrative et financière de l'agence, veiller au respect des normes de service. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, photo, lettre de motivation) à : Directeur des Ressources Humaines, Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine, 10, rue de la République, 67000 Strasbourg.

MATRA GC

Responsable de service juridique

(12 personnes)
base à NICE
Mission :
Assurer le service juridique de tous les départements de la région de la langue et de la culture des Alpes.
Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le secteur juridique, être capable de diriger une équipe de 10 à 15 personnes, avoir une bonne connaissance des produits juridiques et des techniques de vente. Les missions principales sont : développer le portefeuille de clients, assurer la gestion administrative et financière de l'agence, veiller au respect des normes de service. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, photo, lettre de motivation) à : Directeur des Ressources Humaines, Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine, 10, rue de la République, 67000 Strasbourg.

contrôleur financier et de gestion

Le Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine recrute pour son siège social un contrôleur financier et de gestion expérimenté. Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le secteur bancaire, être capable de diriger une équipe de 10 à 15 personnes, avoir une bonne connaissance des produits bancaires et des techniques de vente. Les missions principales sont : développer le portefeuille de clients, assurer la gestion administrative et financière de l'agence, veiller au respect des normes de service. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, photo, lettre de motivation) à : Directeur des Ressources Humaines, Crédit Industriel de l'Alsace et de la Lorraine, 10, rue de la République, 67000 Strasbourg.

هذا من الأصل

مركز العمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux



CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE

groupe cic

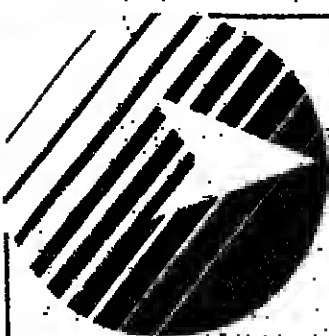
Grande Banque Inter-régionale de l'Est (Alsace, Lorraine, Franche-Comté) 150 agences, 3.000 personnes, vous propose de participer au terme d'un stage très opérationnel à la

DIRECTION D'UNE AGENCE H/F

Vous venez d'être diplômé(e) de l'enseignement supérieur Grande Ecole de Commerce, d'Ingénieurs ou Université 3ème cycle. Vous recherchez des postes à vocation essentiellement commerciale et vous avez le goût du risque. Vous souhaitez animer une équipe, être responsable de vos résultats, disposer d'une réelle délégation de pouvoirs. Vous voulez intervenir dans le développement économique d'une région ou d'un secteur.

Le CIAL, banque du Groupe CIC, vous offre une réelle opportunité de carrière. Adressez votre candidature au CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE - Direction des Affaires Sociales - 31, rue Jean Wenger Valentin - 67000 STRASBOURG - Tél. (88) 37 62 50.

groupe cic



Trésorier

Nantes

MATRA GCA développe des matériels de haute technologie pour l'industrie des semi-conducteurs.

La Direction Financière crée le poste de Trésorier qui, outre les opérations de trésorerie à court terme, aura à mettre en place un système de prévisions et la gestion des devises afin de minimiser le risque de change. Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (ESC, DECS...) qui auront une expérience de 3 à 5 ans en Trésorerie, de préférence dans un contexte international. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à : MATRA GCA - Direction des Relations Humaines 21, La Croix Blanche - MALVILLE - 44260 SAVENAY

MATRA GCA

important établissement bancaire recherche le

Responsable de son service juridique

(12 personnes) basé à NICE

Mission :

• assistance juridique tous domaines • gestion du contentieux général de la banque • recouvrement des impayés.

Profil :

• maîtrise de droit privé (droit des affaires) • 5 ans minimum d'expérience professionnelle • sens aigu de l'organisation du travail et des relations humaines • autorité et aisance de contact • excellente expression écrite.

Poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 7052 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SUD-EST

F 200.000-250.000

La filiale française d'un groupe américain, dans le secteur mécanique, C.A. : F 120 millions, recherche un

contrôleur financier et de gestion

Il sera responsable de l'élaboration des budgets, de leur suivi et de l'analyse des écarts, de l'établissement du "reporting" mensuel destiné à la maison-mère ; il supervisera la comptabilité analytique et devra mettre en place un système de correspondance entre la comptabilité française et américaine à l'aide de moyens informatiques.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de formation supérieure + DECS ou l'équivalent, pratiquant couramment l'anglais et ayant acquis une première expérience dans une entreprise utilisant les techniques comptables anglo-saxonnes.

Poste évolutif pour un jeune candidat à fort potentiel.

Adressez dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (re-tournés), prétentions, sous réf. 21510-M à l'attention de H. GARNIER

Coopers & Lybrand associés

56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

PECHINEY aluminium

Le CRV, 1er Centre Européen de Recherches et Développement de l'aluminium, situé à VOREPPE, près de Grenoble, recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

X, Centrale, Mines Paris-Nancy-St Etienne, ESPCI, ENSCP... Formation complémentaire (DEA, doctorat, master's, Ph. D) appréciée.

ACTIVITES PRINCIPALES DU CENTRE :

fonderie, transformation, alliages, surfaces, métallurgie physique, métallurgie des poudres, matériaux composites à base d'aluminium, technologie d'assemblage et de formage, analyses, méthodes statistiques, automatismes de procédés. Il utilise un équipement technologique et scientifique exceptionnel et fait appel aux compétences de 400 personnes environ dont 100 ingénieurs de haut niveau. Ces activités exigent de nombreux contacts avec l'extérieur (usines, clientèle, France, étranger). C'est à Voreppe notamment qu'ont été mis au point les alliages d'aluminium de l'AIRBUS A 300.

PERSPECTIVES DE CARRIERE :

L'importance de Pechiney Aluminium et la taille du Groupe rendent possible une grande variété de mutations en France et à l'étranger (Production, Technico-commercial, Commercial, Marketing, Gestion).

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous référence CRV 01 à Pechiney Aluminium, Service Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.

LES MATERIAUX DU PROGRES



SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre DIRECTION DE PRODUCTION

INGENIEURS GRANDES ECOLES (Centrale, Mines, Sup'Aéro...)

souhaitant occuper à terme des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

INGENIEURS EN ORGANISATION

Réf. 119/85

Ils pourront justifier d'une première expérience industrielle réussie. Ils participeront au sein d'une unité de production à la définition de systèmes d'information évolués et piloteront leur mise en place.

INGENIEUR PRODUIT

Réf. 151/85

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, il aura à coordonner les activités méthodes et gestion de production relatives à nos moteurs civils. Ce poste est à pourvoir en proche banlieue Nord-Ouest.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à SNECMA - Département Encadrement 2, bd Victor, 75724 Paris cedex 15 en précisant la référence choisie.

GRUPE SNECMA



PRODUCTEUR DE TUBES D'ACIER EXPORTANT 65 % DE SA PRODUCTION recherche

INGENIEUR PROMOTION Produits forage

Il sera chargé de promouvoir des produits de haute technicité destinés au forage et à la mise en production de gisements, en consultant techniquement les décideurs : sociétés pétrolières, sociétés d'équipements de puits de pétrole.

Les contacts à haut niveau nécessitent une formation supérieure d'ingénieur, une expérience professionnelle de quelques années, comme ingénieur pétrolier de préférence.

Un excellent anglais même technique et une grande disponibilité pour des déplacements sont indispensables.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle à Mme VARENE, Chargée du Recrutement des Cadres, Société VALLOUREC, 7, place du Chancelier Adenauer, 75764 Paris cedex 16.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINTEL (1) 296.10.85

D'ABORD LES DISTRIBUTEURS PRODUITS PERI-INFORMATIQUES ET SI TOUT MARCHE BIEN, D'IMPORTANTES RESPONSABILITES AU SEIN DES FORCES DE VENTE

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel français, spécialisée sur les marchés de l'informatique (+ 40% par an) et leader dans son domaine.

Nous recherchons aujourd'hui le responsable de notre réseau de Distributeurs et Grossistes sur l'Ouest de la France et une moitié de Paris. Nos produits, mémoires magnétiques pour l'informatique prennent une part de marché croissante et sont bien accueillis chez nos concessionnaires.

Nous vous confierons :

- la gestion du réseau actuel, son élargissement, sa consolidation
- la gestion des hommes, leur formation
- le contrôle et le suivi de la mise en oeuvre locale des opérations promotionnelles
- la négociation des prix et le suivi financier des opérations.

Appliquer la politique commerciale définie au niveau national, animer, contrôler, conseiller vos interlocuteurs, voilà votre mission. De bonnes performances vous conduiront au bout de 6 mois, à la responsabilité de l'ensemble des forces de ventes directes et indirectes sur le territoire français (hors Région Parisienne).

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 727 M à ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA-CDI

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIELLE EXPORTATRICE
PRODUITS HAUTE TECHNOLOGIE
recherche pour PARIS

CHEF DU DÉPARTEMENT FINANCIER INTERNATIONAL

dirigeant une équipe chargée des financements clients étrangers, de la gestion des contrats exports et des relations avec la COFACE.
Ce poste s'adresse à une personnalité de premier rang ayant exercé des activités similaires. L'anglais est indispensable.

Adresser lettre avec curriculum vitae, photo et présentations sous réf. 13561 à
CONTEXTE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR SYSTEME

Nous sommes la filiale autonome d'un très grand constructeur européen. Nous offrons à nos collaborateurs une structure souple, humaine, régionale avec, en plus, la solidité d'un grand groupe international (20 000 pers.). Un appui, non une contrainte : quotidiennement nous puisons nos directives à nos propres sources.

Ingenieur système, vous analysez, définissez - à partir de cahiers des charges - les implantations souhaitables. Vous assurez l'interface entre le client et l'ingénieur commercial, prouvant ainsi que votre système est le plus approprié.

Vos capacités d'analyse et de jugement vous rendent capable de bâtir une intervention logicielle, vous permettent d'argumenter vos projets auprès du technico-commercial, commercial, voire eux-mêmes. Vous suivez en outre les développements chez les clients et les interventions de leurs SSII. Vous conseillez enfin le client dans le choix d'une architecture.

Pour bien tenir ce poste, vous devez avoir une bonne connaissance de l'environnement IBM DOS/VSE et VM/ESA.

A 28/35 ans environ, on doit pouvoir compter sur votre fiabilité - Vous parlez bien anglais, peut-être aussi allemand. Formé pour bien démarrer à nos produits dans plusieurs de nos filiales, vous serez constamment informé des évolutions techniques exposées au cours de meetings européens. Poste basé à Lyon.

Vous serez rencontré à Lyon et à Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV photo et présentations sous réf. 731 M à ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

cisigraph GROUPE CISI

CISIGRAPH, le spécialiste en CFAO renforce son équipe de Recherche Développement de Vitrolles (Provence). Ce centre est doté d'un parc matériel important : systèmes VAX 780 et 785, IBM 4341, mini 4/92. Nous recherchons :

Un ingénieur système

HAUT NIVEAU (H.N.S.)

possédant une solide expérience sur un ou plusieurs systèmes suivants : VAX, IBM, 43, 90 sous MVS/CMS, DFS à sous GCOS, MOD 400

Un ingénieur génie logiciel

EXPERIMENTÉ DANS LE GESTION DES GROS CODES (réf. GEN)

Parfaite maîtrise du FORTRAN et connaissance du système VAX sous VMS

Un ingénieur développement logiciel

FORMATION GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE (réf. GRAP)

ayant acquis des compétences en GRAPHIQUE. Parfaite maîtrise du FORTRAN ; connaissances et pratiques des normes GKS ou CORE.

Une expérience en IBM 5081 serait particulièrement appréciée.

Des ingénieurs informaticiens

FORMATION GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE (réf. INFO)

Bonne connaissance du FORTRAN, ayant de préférence une première expérience.

Merci d'adresser CV - Lettre manuscrite (en précisant le poste choisi) à CISIGRAPH Direction Recherche et Développement 536 route de la Cède 13127 VITROLLES MARIGNANE

SEMA-METRA

PRODUCTIQUE ARCHITECTURE INFORMATIQUE

Notre groupe intervient dans les grandes décisions industrielles par sa maîtrise des nouvelles technologies (schémas directeurs, projets d'architecture industrielle, productique...) et recherche, pour renforcer la division « Ingénierie des Systèmes Techniques », des

CONSULTANTS EN PRODUCTIQUE (réf. 10595/M)

chargés de :

- l'introduction et la mise en œuvre de la CFAO,
- l'assistance à la conception d'ateliers flexibles,
- la spécification du pilotage de systèmes automatisés de production,
- la définition des architectures de communication (réseaux locaux...).

CONSULTANTS EN ARCHITECTURE INFORMATIQUE ET RÉSEAUX (réf. 10596/M)

qui définiront :

- les solutions d'informaticque répartie,
- les matériels et logiciels de communication (architecture OSI, SNA, DSA... ; protocoles ; outils de la télématique et de la bureautique ; systèmes de sécurité etc...),
- les réseaux publics et les réseaux locaux,
- le câblage des équipements et leurs contraintes d'exploitation.

Vous avez environ 5 ans d'expérience dans les domaines cités et vous êtes motivés par le conseil. Venez rejoindre une équipe de professionnels et adressez un C.V. et prétentions, sous la référence choisie, à Marie Christine Gilles, Département Recrutement : CENTRE METRA 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

SEMA-METRA

THOMSON SEMICONDUCTEURS

LE DÉPARTEMENT DES CIRCUITS HYBRIDES utilise des moyens de production très sophistiqués dans toutes les filières technologiques permettant de faire du "sur mesure" adapté aux équipements civils et militaires.

Le centre de production de ce département se situe à PUISEUX (à proximité de Fontainebleau). Il compte 11 y a 3 ans, 4 ingénieurs et cadres - Aujourd'hui, plus de 40 ingénieurs et cadres participent au développement de cette activité. Nous vous invitons à les rejoindre si vous êtes

UN PROFESSIONNEL DE LA GESTION DE PRODUCTION

Ingenieur de formation, vous serez chargé dans un premier temps de mettre en place le suivi de la production d'une famille de produits (lancement/ordonnancement). Mettre en place la méthode KANBAN sera la preuve de votre capacité à innover et mener à bien un projet. L'utilisation des outils informatiques existants est indispensable pour réussir dans la fonction. Cette première étape réalisée, il vous sera confié l'établissement des programmes de production et la gestion des approvisionnements. Vous serez en contact avec les services commerciaux et achats.

Vous pourrez ainsi exercer pleinement vos qualités de gestionnaire et de négociateur.

Vous avez plusieurs années d'expérience dans une fonction analogue. (réf. 78927/LM)

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Vous participerez à l'étude et à la conception de circuits hybrides dans le domaine basse fréquence. Il vous sera demandé de réaliser des simulations et des mises au point sur systèmes Terrodyne, LTX, Hewlett-Packard. Pour cela, un diplôme d'ingénieur ESIEE-ESA-ESEA est requis.

Vous connaissez le filtrage analogique et savez utiliser le Basic et/ou le Pascal.

Une expérience dans une fonction analogue, sans être exigée, est très souhaitable. Il en est de même pour la pratique de la langue anglaise. (réf. 78928/LM)

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, prétentions) en précisant bien la référence à Jacqueline BESSON, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 6, rue des Briantes, B.P. 32, 45390 PUISEUX.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

INGENIEUR ELECTRONICIEN M.A.O.

Désormais, une entreprise à la pointe de la technologie, dotée de moyens importants en matière d'équipements : matériel sophistiqué, laboratoire de contrôle de réputation internationale.

Le site de Biarritz, un des pôles mondiaux leaders dans le secteur des matériaux composites.

La M.A.O. (Maintenance Assemblée par Ordinateur), un domaine en constante évolution, une expérience pressentie pour un jeune ingénieur Electronicien, qui assurera la maintenance de notre parc machine à commande numérique (formation complémentaire assurée).

Un candidat performant, capable d'autonomie, aura de réelles possibilités d'évolution dans notre groupe qui compte plus de 4300 ingénieurs et cadres.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite) à Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation - Service du Personnel - référence L.E.B. - B.P. 208, 64205 Biarritz cedex.

emplois régionaux

Ingénieur propulsion électrique
ENSAM, ESE, ENSI, Doctorat...

Sud-Est - Méditerranée

Important organisme scientifique de recherche et développement, nous renforçons actuellement notre équipe « source d'énergie électrique » travaillant dans le domaine de la propulsion d'engins sous-marins.

Jeune ingénieur d'origine ELECTRO-MECANIQUE ou GENIE CHIMIQUE, vous serez responsable, après formation, des études de piles et batteries embarquées tant au niveau recherche (études de nouveaux procédés) que développement.

En relation étroite avec la sous-traitance, vous coordonnerez, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'établissement, les travaux menés en matière d'électrochimie, d'intégration et d'essais d'ensemble.

La nature du poste implique une motivation certaine pour le travail en équipe, l'animation et la négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence 8524/LM, à J. Carloti - CAPFOR Aix-Marseille - CA Evolie - La Basse de Blanche - 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLION - MONTPELLIER - NIM - QUIMPER - RENNES

LYON

L'un des premiers groupes industriels français recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques (500 personnes dont 90 ingénieurs)

Ingénieur électronicien SUPELEC ou similaire

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes, de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite, M.P.A. n° 5277, B.P. 2355, 69216 Lyon Cedex 02.

Importants sociaux transports maritimes

recherche pour un poste social à Marseille

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DÉBUTANT

recherche pour un poste social à Marseille

ABG - SEMCA

Flotte de groupe

THOMSON

Service équipement systèmes de recherche spécialisée dans les applications de l'électronique pour les télécommunications de TOUTEUSE

RESPONSABLE METHODES

recherche pour un poste social à Marseille

UN INGÉNIEUR D'ETUDES

recherche pour un poste social à Marseille

ABG - SEMCA

Flotte de groupe

THOMSON SEMCA

INGÉNIEURS ELECTRONIQUES

SUPELEC - TELECOM

SOCIÉTÉ LYONNAISE

UNE BANQUE POUR CEUX QUI

هكذا من الأصل

هنا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 10 juillet 1985 - Page 21



emplois régionaux

Importante société de transports maritimes

recherche pour son siège social à Marseille

ANALYSTE PROGRAMMEUR DÉBUTANT

Niveau maitre

Adresser C.V., photo et prétentions à REGIE-PRESSE, sous réf. 309.122, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ABG - SEMCA

Filiale du groupe



THOMSON

(Branches équipement systèmes)
Notre société spécialisée dans les équipements cherche pour son établissement de TOULOUSE

UN RESPONSABLE METHODES

Directement rattaché au directeur de production, il aura pour mission :
• la réorganisation et la Direction du Service Méthode ;
• la définition des temps et des moyens (machines, outillages, hommes) ;
• la rentabilisation des procédés et des processus de production et de montage.
De formation : Ingénieur mécanicien (ENI-ENSA-AM) il aura une solide expérience au sein d'un service méthodes ou industrialisation.
Des connaissances en électronique et en anglais sont souhaitées.

UN INGÉNIEUR D'ETUDES

Intégré dans une équipe d'ingénieurs au sein du bureau d'étude, il sera affecté principalement aux études des systèmes Froid et Cryogéniques.
Il devra :
• définir, calculer et concevoir des éliminateurs ;
• suivre les réalisations et les essais de prototypes ;
• examiner les spécifications techniques avec les clients et fournisseurs tant en France qu'à l'étranger.
Diplômé d'une grande école, il aura une formation scientifique et sera spécialisé en thermodynamique et thermique.
Des connaissances en électronique, mécanique des fluides et aérodynamique sont souhaitées.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo à
ABG - SEMCA
Service du Personnel, 400, avenue des États-Unis, 31200 TOULOUSE.



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES DE TOULOUSE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
recherche pour

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Responsable des travaux pratiques de métallurgie et résistance des matériaux, soutien des activités de recherche, gestion des moyens. Expérience professionnelle souhaitée en fabrication mécanique, commande numérique et résistance des matériaux appliqués à l'aéronautique. Statut d'agent public sous contrat.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à ENSICA, 49, avenue Léon-Baum, 31056 Toulouse cedex.

Important Etablissement Industriel de l'Etat Région Ouest Littoral

recherche

INGÉNIEUR PYROTECHNICIEN

ayant au moins cinq ans d'expérience dans un établissement pyrotechnique pour occuper le poste d'ingénieur chargé de la sécurité pyrotechnique.

Expérience ou connaissances en munitions classiques, missiles et torpilles, appréciées. Aptitude au travail en équipe recherchée.

Envoyer, avec curr. vitae détaillé et photographie s/n° 7812 - LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Organisme régional (125 personnes) rayonnant dans tous les domaines socio-économiques et culturels

recrute pour Amiens (80)

UN RESPONSABLE COMMUNICATION

160/200.000 FRANCS

Expérience de 5 ans minimum de la fonction.

Envoyer C.V. et photo à A.P.F.C. B.P. 204, 80002 Amiens Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Consolidation et Reporting

Après une formation ESC - DECS, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité (notamment anglo-saxonne). Vous possédez par ailleurs une bonne pratique de l'anglais et êtes familiarisé avec l'outil informatique. Vous souhaitez à présent valoriser et développer vos compétences au sein d'une entreprise de dimension internationale.

Le Groupe BSN - 28 Md de F de C.A., 38 000 personnes, leader français de l'industrie alimentaire - vous offre cette opportunité au sein de sa Direction des Affaires Comptables à Paris.

Vous serez responsable du reporting mensuel et des opérations de consolidation périodiques de l'ensemble des éléments de gestion pour une branche d'activité (17 sociétés dont 11 à l'étranger, C.A. : 9,5 Md de F).

Vos qualités de rigueur, de vivacité, d'ouverture et de dialogue vous ouvriront de larges perspectives d'avenir dans le Groupe et ses filiales, tant en France qu'à l'étranger.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. Y 12 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

Ingénieur Laboratoire Analytique Centre International de Recherche

BSN, 1^{er} groupe alimentaire français, est le leader mondial des produits laitiers frais avec des marques renommées comme Danone et Gervais. Il fabrique et commercialise de larges gammes de produits : yogourts, fromages frais, desserts...

Un Centre International de Recherche, situé près de Paris, réunit des équipes scientifiques et techniques de haut niveau qui conduisent d'importants programmes de recherche et de développement pour le compte de 20 sociétés dans le monde.

Nous recherchons un ingénieur pour le laboratoire analytique de ce centre. Il participera à l'élaboration des programmes de travail, prendra en charge certains projets, assurera les analyses et l'interprétation des résultats.

De nombreux contacts avec des laboratoires extérieurs, tant en France qu'à l'étranger, enrichiront l'expertise qu'il apportera aux autres départements de recherche du centre et aux différentes sociétés concernées par ces projets.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur chimiste possédant 2 à 3 ans d'expérience en chimie et biochimie analytiques acquises de préférence dans le domaine agro-alimentaire.



Merci d'adresser votre candidature - sous réf. Y 19 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

DIPLOMÉ DE MATHÉMATIQUES HF

Nous souhaitons rencontrer un candidat possédant une maîtrise ou un DEA de mathématiques appliquées, de préférence, et ayant des notions d'informatique et de gestion.
Au sein d'une petite équipe, il sera chargé d'effectuer des études utilisant les mathématiques financières et actuarielles. Le poste implique par ailleurs une pratique de l'informatique.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMA à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

THOMSON SEMICONDUCTEURS INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS SUPÉLEC - TÉLÉCOM - ÉCL - ENSERG - etc.

La DIVISION MILITAIRE ET SPATIALE de THOMSON SEMICONDUCTEURS, nouvellement implantée près de GRENOBLE, renforce sa DIRECTION TECHNIQUE.

Nous recherchons des ingénieurs attirés par la CONCEPTION en :

- CIRCUITS INTÉGRÉS LINÉAIRES BIPOLAIRES et M.O.S.,
- CIRCUITS INTÉGRÉS C.M.O.S. LOGIQUES,
- CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES LOGIQUES, RAPIDES.

Pour ces postes, une expérience de 3 à 5 ans est demandée et la maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.
Merci d'adresser votre candidature à THOMSON SEMICONDUCTEURS-D.M.S. - B.P. 27 - 38120 St-EGREVE.



SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

UNE BANQUE QUI BOUGE POUR CEUX QUI VEULENT AGIR

Première Banque inter-régionale française avec 300 agences et 4 200 personnes, nous intervenons dans la vie économique de 25 départements du Sud-Est de la France.

Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande École d'Ingénieurs, de Commerce ou Université) ayant du caractère et l'esprit d'entreprise, nous vous proposons de devenir rapidement

DIRECTEURS D'AGENCE HF

Après 18 mois de formation sur le terrain, vous prendrez la responsabilité complète d'une agence avec une réelle délégation de pouvoirs pour :

- l'action commerciale (prospection et suivi d'une clientèle très diversifiée),
- le management (encadrement et animation d'une équipe de 5 à 15 personnes),
- la gestion d'un centre de profits.

Vous êtes mobile géographiquement, capable de vous adapter à des

situations imprévues et à des partenaires différents, ouvert sur la vie de la région et les contacts interprofessionnels. Vous pourrez prendre à terme, à travers des postes dynamiques et évolutifs, des responsabilités de haut niveau.

Une nouvelle façon de vivre la banque vous intéresse : adressez votre candidature à la Société Lyonnaise de Banque, Pierre Lioyes, Directeur des Ressources Humaines, 8 rue de la République, 69001 Lyon. Tél. (7) 882.02.12.



La Société pour le Développement des Ressources Humaines est une équipe de professionnels de la Recherche de Cadres par Annonce et Approche directe.

Elle souhaite intégrer un nouveau consultant ayant une formation supérieure et ayant acquis une bonne connaissance des fonctions informatiques en Cabinet et/ou SSI.

Consultant Senior

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie de tous les problèmes que pose le recrutement à l'entreprise et un rôle de conseil auprès de celle-ci dans la définition du profil, le choix des moyens de la recherche et un suivi des cadres après l'embauche.

Cette responsabilité exercée avec une grande autonomie, mais dans le respect d'une stricte déontologie, conviendrait à un professionnel confirmé, déjà introduit en clientèle.

L'organisation permet, avant tout, à un consultant expérimenté, de se consacrer aux entreprises clientes et aux candidats, d'assurer le développement de sa clientèle.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 408 à

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SNIIC

Responsable des engagements confirmé HF

La filiale française d'une grande banque américaine recherche un Responsable des Engagements confirmé pour prendre en charge son Département du Crédit.

Parfaitement bilingue anglais, rompu aux techniques du crédit anglo-saxonnes, il devra apporter la preuve d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Diplômé de l'enseignement Supérieur (type Ecole de Commerce), il a des qualités de rigueur, de méthode, ainsi que des capacités d'animation et d'organisation. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3645 à

MEDIA B1
5, rue des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SECTION D'ETUDES ET DE FABRICATION DES TELECOMMUNICATIONS

LES TECHNIQUES D'AVANT-GARDE SONT NOTRE QUOTIDIEN.

Nous sommes une société de 600 personnes faisant partie de la Branche Armement. Nous sommes chargés du développement et de la fabrication de matériels de télécommunications pour les armées de terre, de mer et de l'air. Nous sommes également chargés de la maintenance et de la réparation de ces matériels.

En tant que technicien, vous serez chargé de la conception, de la fabrication et de la maintenance de ces matériels. Vous serez également chargé de la formation du personnel et de la gestion des stocks.

Vous serez recruté sur le site de Neuilly-sur-Seine. Vous devrez avoir une formation supérieure et une expérience en télécommunications.

Adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation) à : **SEPT**, 18, rue de la République, 92100 Neuilly-sur-Seine.

Dans le cadre du renforcement de sa Direction de l'Organisation et de l'Inspection, la BANQUE HERVET recherche

pour son centre administratif situé près de Bourges

ORGANISATEUR CLASSE V, VI H/F

Au sein d'une équipe, il sera chargé de participer à la refonte de principales applications du système informatique, à des missions d'audit d'organisation et de maintenance des procédures administratives. Son expérience de l'organisation d'au moins 2 années acquise dans un établissement bancaire à réseau s'appuie nécessairement sur une formation supérieure complétée par une bonne connaissance de l'informatique de gestion.

pour son siège de Neuilly-sur-Seine

ORGANISATEUR CLASSE V H/F

pour s'intégrer dans les missions en cours et mener directement des missions d'audit d'organisation, notamment dans le réseau. Une formation supérieure (diplôme d'ingénieur, école de gestion, université...) incluant une formation spécifique en organisation est nécessaire pour ce poste ainsi qu'une première pratique de l'organisation en milieu bancaire.

Pour ces deux postes qui bénéficient d'une très large autonomie, des dispositions personnelles pour les contacts humains sont nécessaires et complètent des qualités de rédaction et de synthèse.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant le poste choisi à : **BANQUE HERVET**, Monsieur MARCADET, Direction des Relations Sociales et du Personnel de la Banque Hermet, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Paris - Cet organisme, Banque centrale d'un important réseau bancaire, est spécialisé notamment dans le domaine de la gestion collective de valeurs mobilières (SICAV, FCP) et dans les opérations financières en général. Dans le cadre de son expansion, il recherche

Un cadre commercial H/F

Sous l'autorité du directeur du département financier, il sera responsable du développement de la clientèle "personnes morales" Paris et province (institutionnels, mutuelles, caisses de retraite et entreprises). Agé d'au moins 30 ans, il sera de formation supérieure et devra avoir acquis des connaissances approfondies en exploitation, en gestion, en réglementation, etc. Une expérience minimum de 8 ans dans le secteur bancaire lui aura permis d'exercer diverses fonctions à un haut niveau de responsabilité. La rémunération sera assortie éventuellement d'un intéressement aux résultats. **Ref. B/5843M**

Un cadre bancaire confirmé

Généraliste, il participera, au sein de l'équipe de direction, à l'élaboration de la politique, à l'instruction des principaux dossiers et à la mise en œuvre des décisions. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (grandes écoles...) âgé d'au moins 35 ans et ayant acquis des connaissances diversifiées en exploitation, en gestion, en réglementation, etc. Une expérience minimum de 8 ans dans le secteur bancaire lui aura permis d'exercer diverses fonctions à un haut niveau de responsabilité. La rémunération sera assortie éventuellement d'un intéressement aux résultats. **Ref. B/5844M**

Les réponses seront transmises directement à notre client : prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA
PA Advertising
3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.84
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Nous vous offrons l'opportunité de travailler dans un environnement dynamique et stimulant. Vous serez chargé de la conception, de la fabrication et de la maintenance de matériels électroniques. Vous serez également chargé de la formation du personnel et de la gestion des stocks.

Vous serez recruté sur le site de Neuilly-sur-Seine. Vous devrez avoir une formation supérieure et une expérience en électronique.

Adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation) à : **SEPT**, 18, rue de la République, 92100 Neuilly-sur-Seine.

UNE PORTE OUVERTE...

... AU POTENTIEL DES DEBUTANTS.

Vous souhaitez faire preuve d'autonomie et vous avez l'ambition de vous élever ? Vous êtes intéressé par les nouvelles technologies ? Vous souhaitez travailler dans un environnement dynamique et stimulant ?

La Section d'Etudes et de Fabrication des Télécommunications recherche des jeunes diplômés pour occuper des postes de techniciens et de techniciens supérieurs. Vous serez chargé de la conception, de la fabrication et de la maintenance de matériels de télécommunications. Vous serez également chargé de la formation du personnel et de la gestion des stocks.

Vous serez recruté sur le site de Neuilly-sur-Seine. Vous devrez avoir une formation supérieure et une expérience en télécommunications.

Adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation) à : **SEPT**, 18, rue de la République, 92100 Neuilly-sur-Seine.

UN TREMPIN POUR VOTRE CARRIERE

CADRE COMPTABLE

ETABLISSEMENT FINANCIER

Banque Ouest de Paris - L'une des principales sociétés françaises de crédit-bail, filiale d'un important groupe bancaire recherche un cadre comptable confirmé. Sous l'autorité du responsable du département comptabilité, il assurera le contrôle de la comptabilité générale, la préparation des bilans et des comptes de résultats. L'établissement des déclarations fiscales ainsi que de divers documents propres à l'activité d'un établissement financier.

Ce poste est de nature à intéresser un candidat âgé de 30 ans minimum, ayant une solide formation comptable (DECS ou équivalent). Il aura acquis, au cours d'une expérience minimum de 5 ans, dans un établissement financier ou bancaire, une bonne maîtrise des techniques comptables dans leur ensemble. Il sera habilité à travailler avec les moyens informatiques et aura de bonnes connaissances fiscales.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence LAM/0744 à : **Mélio-System**, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE DU BATIMENT

ANALYSTE PROGRAMMEUR EXPERIMENTE

La responsabilité de l'exploitation et du développement de ses applications de gestion sur MBI 216 et micro-ordinateurs (langage BASIC).

Le poste est à pourvoir rapidement à PARIS LA DEFENSE

Adresser CV, photo, prétentions sous référence M/5598 à : **Mélio-System**, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris

Constructeur informatique Concepteur Développeur de produits Télécom et Réseau recherche

Spécialiste Télécom et Réseau HF

à forte expérience pratique dans ces domaines

Missions : il devra acquérir la connaissance des produits développés et effectuer le transfert de compétences pour les populations des réseaux commerciaux.

Qualités humaines : aimant les contacts, ouvert, communicatif, il devra savoir promouvoir nos produits au corps technico-commercial. Un bon niveau d'anglais sera également demandé.

Ce poste permet un enrichissement technique et personnel par une collaboration avec des équipes pluridisciplinaires et par la variété des contacts à établir.

Salaires motivants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 6800 M, à préciser sur l'enveloppe, à : **agence AFFLUENTS**, 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

POLYSAR

INGENIEUR DE PRODUCTION

pour son Département d'Automatisme et de Contrôle

INGENIEUR DE PRODUCTION

pour son Département Technique

INGENIEUR DE PRODUCTION

pour son Département de Production

un ingénieur, responsable des méthodes et techniques de production

chef du personnel, expérimenté, mais déjà expérimenté

INGENIEURS DE PRODUCTION

JURISTE D'ENTREPRISE

150 من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POLYSAR

POLYSAR FRANCE
IMPORTANTE SOCIÉTÉ PETROCHIMIE
située à 10 kms de STRASBOURG
recherche

● Pour son Département d'Assistance Technique
à la Clientèle

INGÉNIEURS DIPLOMÉS EN CHIMIE

Ces postes peuvent convenir à des débutants mais une expérience dans les applications des latex dans l'industrie textile ou papetière serait un atout décisif.
La pratique de l'allemand est indispensable.

● Pour son Département Technique

**INGÉNIEUR DIPLOMÉ EN CHIMIE
OU GÉNIE CHIMIQUE**

Ce poste peut convenir à un débutant.
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée pour ces postes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet,
photo et prétentions à la Direction du Personnel -
BP 7 - 67610 LA WANTZENAU.

PME indépendante de l'est parisien, nous construisons des
équipements d'électronique médicale de bonne réputation
technique. Notre directeur de production cherche

**un ingénieur, responsable
des méthodes et techniques
de production**

Ingénieur diplômé, vous bénéficiez d'une expérience pratique de
5 ans au moins en études, industrialisation ou fabrication de matériel
électronique professionnel. Votre mission va consister à définir
notre matériel et nos méthodes de fabrication, de test, de mise au
point et de contrôle.

Notre consultant, M. J.P. DOURY vous remercie de lui écrire.
(réf. 4680 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

**Un chef du personnel,
jeune, mais déjà expérimenté...**

Nous sommes une société française à vocation industrielle et
commerciale. Nos effectifs atteignent aujourd'hui 840 personnes
(dont 300 cadres), réparties sur 15 établissements à taille humaine.
Notre Direction Générale recherche un jeune Chef du Personnel.
Juriste de formation, il devra posséder une première expérience
similaire de 3 à 5 ans, de préférence dans une PME, lui permettant
de reprendre rapidement, avec l'aide d'un jeune assistant, la
gestion complète du personnel. Tout en assurant un rôle de conseil
auprès des différents chefs d'établissement, il sera également
chargé des relations avec les organismes sociaux, de la préparation
des réunions C.E., C.C.E., D.P., C.H.S.C.T., de la formation...
Notre société étant en constante progression (+20% par an), notre
Direction Générale souhaite que le candidat retenu puisse prendre
à terme les responsabilités complètes d'une direction de personnel.

Lieu de travail : proche Banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous
réf. 1175 (à préciser sur l'enveloppe) à Lévy Tournay Assozem
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

La filiale française d'un groupe international spécialisé dans les équipements
pour l'énergie, recherche pour ses divisions
COMPRESSEURS ET TURBINES - SERVICE DU MARKETING

INGÉNIEURS DE PROJETS

Plusieurs postes sont à pourvoir, les uns convenant à des ingénieurs diplômés
et expérimentés, les autres à des ingénieurs diplômés débutants.
De bonnes connaissances en thermodynamique et en aérodynamique sont un
atout.

L'anglais est indispensable.

Lieu de travail : proche Banlieue Sud.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo s/référence 13554 à
CONFESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Société de Gestion de Patrimoine
en pleine expansion
(en cours, de l'ordre de 400 millions)
recherche pour Paris

**JURISTE
D'ENTREPRISE**

pour prendre en main la responsabilité juridique
des diverses Sociétés du Groupe et des dossiers de
clientèle.

La poste, très autonome et évolutif, suppose le
niveau minimum d'un DESS spécialisé en droit
des Sociétés et une responsabilité de quelques
années dans un poste analogue.

L'expérience des problèmes financiers et le DEJCE
seraient, en outre, des atouts très appréciés.

Le salaire motivant tiendra compte des références.
Ecrire avec C.V. à Mme D'ORNANT - FIDAL PARIS -
18 Bis, rue de Villiers

FIDAL PARIS 92303
LEVALLOIS-PERRET

IMPORTANT GROUPE
(dans les services)
4000 personnes - Leader dans sa profession
recherche

**La secrétaire assistante
de son Président
Directeur-Général**

De 30 ans environ, elle a une solide formation
générale.

Elle est disponible, motivée.

Elle a le sens du relationnel et une excellente
présentation, son expérience lui permet de
maîtriser parfaitement l'ensemble des fonc-
tions d'un secrétariat.

- Pratique de l'anglais souhaitée.
- Libre rapidement.

Lieu de travail proche Banlieue Ouest

Envoyer C.V. manuscrit, photo
et prétentions sous réf. 90406 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

Société Franco-Américaine
située en Région Parisienne recherche

CHEF DE FABRICATION

Formation Ingénieur physico-chimiste pour production de straliles
Connaissance résines époxy et/ou acrylique appréciée
Formation de 3 mois aux Etats-Unis
Maîtrise de l'Anglais indispensable.

RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE

Le candidat sera un Ingénieur expérimenté dans la fabrication des circuits imprimés
Formation initiale aux Etats-Unis - Maîtrise de l'Anglais indispensable
Voyages France/Etranger réguliers.

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingénieurs de formation possédant une première expérience ou techniciens confirmés.
Connaissance des circuits imprimés appréciée
Maîtrise de l'Anglais nécessaire.

TECHNICIEN CONTROLE QUALITE

Formation physico-chimiste - Anglais nécessaire.

TECHNICIEN ELECTROMECHANICIEN

Expérimenté pour superviser équipement et opérateurs

Merci d'adresser C.V. et prétentions avec lettre manuscrite sous réf. 22295 U en précisant le poste qui vous
intéresse à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Pour faire face à la croissance de nos activités à l'exportation dans le domaine
des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES
Nous recherchons pour notre Siège Social - PARIS 13 -

chef de zone

Ingénieur diplômé, vous avez acquis une expérience confirmée dans le domaine des systèmes de transmission ainsi que
de réelles aptitudes à négocier des contrats de haut niveau.
Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique (en ASIE) pour la commercialisation de Faisceaux
Hertziens et de matériels de Transmission.

coordonnateur (à Paris) de projets export

Correspondant à Paris du Chef de Projet Local, vous aurez pour mission de coordonner l'activité des sous-traitants et de
l'ensemble des Services Intérieurs à la Société (Technique, Production, Achats...) concourant à la réalisation d'un projet.
Ingénieur Electronicien de formation, vous aurez acquis au cours de quelques années d'expérience industrielle ou tech-
nico-commerciale la connaissance des rouages de l'Entreprise.
Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel -
5, avenue Réaumur, 82350 Le Plessis-Robinson.

L'une des 1^{ères} Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle
réalisant à l'Exportation plus d'un tiers de son CA.

NOUS SOMMES UN GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE : LES PRODUITS BUREAUTIQUES

Notre Direction Technique (400 personnes), implantée en proche banlieue sud, développe un programme
ambitieux de renforcement de ses moyens de génie logiciel (réseau de plusieurs super-minis pilotant 150 stations
de travail évoluées). Nous recherchons :

Un Chef de Projet

HF

qui sera responsable de la définition et de la mise en place d'un SERVEUR BIBLIOTHECAIRE
DE LOGICIELS, intégré au RESEAU DE GENIE LOGICIEL.

Votre mission : e dialoguer avec les futurs utilisateurs du serveur pour appréhender et formaliser leurs besoins
e élaborer, puis faire vivre la structure et l'organisation du serveur e planifier et conduire les développements, la mise
en service, le démarrage progressif.

Vos atouts pour réussir : e une formation d'ingénieur, complétée par plusieurs années de pratique des logiciels
système et langages associés (tels que PASCAL et assembleurs) e un esprit méthodologique, allié à un bon contact
avec les ingénieurs de développement des logiciels e si possible, une expérience concrète des environnements
UNIX et SGBD relationnels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 6767 M,
à préciser sur l'enveloppe, à l'agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Le ministère de la culture

recrute pour

le Musée d'Orsay à Paris

UN RESPONSABLE SERVICE SECURITE GENERALE

Biens, personnes, incendie. Dirigera service 200 agents. Installations informatisées. Qualifications ingénieur
E.N.S.I. Arts et Métiers ou similaire ayant expérience établissement recevant public

UN RESPONSABLE MAINTENANCE BATIMENT ET EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Gestion assistée par ordinateur
Qualifications ingénieur E.N.S.I. Arts et Métiers ou similaire ayant expérience ou technicien supérieur très
expérimenté

UN ADJOINT RESPONSABLE MAINTENANCE BATIMENT

Qualifications conducteur travaux second œuvre ayant expérience direction équipes

UN ADJOINT RESPONSABLE MAINTENANCE EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Qualifications B.T.S. équipements techniques (génie climatique) ayant expérience

DEUX CHEFS CENTRALE SURVEILLANCE

Direction par roulement de pupitreurs : établissement consignés et contrôle fonctionnement système G.T.C.
Qualifications techniciens supérieurs spécialisés micro-informatique.

UN GRAPHISTE-MAQUETTISTE

Composition de documents, à partir ligne graphique pour présentation œuvres (panneaux, cartels) ; activités
programmes, fiches pédagogiques.

Qualifications diplôme écoles arts graphiques : 2 ans expérience minimum

Adresser candidatures et C.V. à

- ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY
62, rue de Lilla, 75007 PARIS

- DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

Bureau du personnel

34, quai du Louvre

75041 PARIS CEDEX 01.

économie

REPÈRES

Dollar : 9,0350 F (lire page 28).

Emploi des cadres : moins de licenciements et moins d'embauches

Selon l'enquête semestrielle de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), auprès de 3 060 entreprises privées et nationales employant 2 014 000 salariés, « les entreprises semblent vouloir marquer une pause », dans l'emploi des cadres pour les six derniers mois de 1984 : « Plus de 74 % d'entre elles ne modifieront pas leurs effectifs et il y aura moins de licenciements (11,4 % envisagent une compression des effectifs contre 14,9 % au premier semestre) et moins d'embauches (14,4 % contre 19,1 %).

Investissement : changement de politique en Malaisie

Le ministre des finances de Malaisie, M. Dato Zaidin, vient d'annoncer un changement important de la politique d'investissement de son pays avec l'autorisation pour les étrangers de détenir à l'avenir jusqu'à 100 % du capital des firmes qui exportent la plus grande part de leur production. La participation étrangère pourrait être de 51 % dans certains projets à haute technologie jugés prioritaires par le gouvernement. La Malaisie avait jusqu'à présent une politique assez nationaliste. Cette politique avait fait école dans le Sud-Est asiatique, une zone qui connaît les plus forts taux de croissance économique du monde. Le changement annoncé par la Malaisie pourrait être suivi par d'autres pays de la zone.

SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le CNPF envisage de nouveau une « révision plus profonde » de l'UNEDIC

Au championnat de corde raide, les partenaires sociaux sont en train de battre des records. La réunion du 8 juillet, sur le financement de l'UNEDIC, a illustré de nouveau l'impasse dans laquelle se trouve la politique contractuelle au niveau national.

Trois sujets étaient à l'ordre du jour : la revalorisation de l'allocation de fin de droits pour près de 330 000 chômeurs (affiliés à l'assurance-chômage), la recherche de nouvelles mesures budgétaires de l'allocation de solidarité assignée de 50 % par l'Etat, la recherche de solutions pour venir à bout du déficit de l'UNEDIC qui devrait être de 3 milliards de francs en fin d'année, enfin le renouvellement de la convention du 1^{er} avril 1984, qui vient à expiration le 31 mars prochain. Dans l'immediat, pour 1985, la revalorisation de 30 % de l'allocation de fin de droits - passant de 43 746,50 F - représente 1 milliard, il faut trouver au moins 4 milliards.

Chaque partenaire semble mener un combat de titane pour faire fléchir les positions de l'autre. Mais d'ores et déjà la prochaine réunion du 17 juillet s'annonce cruciale. La CGT est d'accord pour une revalorisation de l'allocation de fin de droits, mais elle considère, selon une position constante, qu'elle doit conduire à une augmentation de la cotisation des entreprises. Elle est opposée à une telle mesure. Les autres centrales confédérales - CFDT, CFTC, CGC et FO - sont favorables à une augmentation de 0,2 % de la cotisation par solidarité avec les fins de droits mais auraient voulu que l'effort soit réparti équitablement entre salariés et entreprises. Or, a affirmé M. Alain Delon, secrétaire général adjoint de la CFTC, la philosophie du patronat peut se résumer ainsi : « pas un sou de plus pour les chômeurs ». Blocage.

Cotisation ou économies

FO a donc proposé - reprenant une hypothèse que la CFDT avait esquissée le 26 juin - que le 0,2 % soit payé par les seuls salariés, « au nom de la solidarité », a souligné M. Faesch, sans qu'il soit prévu soit sur blanc qu'il ne s'agit que d'un « à valoir » sur une augmentation générale de la cotisation des salariés. A l'exception de la CGT, les syndicats vont donc consulter leurs instances sur cette idée. Mais déjà, M. Yvon Chotard a indiqué que cette solution ne lui paraissait pas bonne. Augmenter les cotisations, en effectuant une augmentation de la cotisation du salarié, alors que le régime est en difficulté, c'est, a-t-il dit, « paradoxal ». De plus, les salariés, lors des futures négociations salariales, chercheraient à récupérer ce 0,2 % auprès de leurs entreprises. Enfin, il n'est pas bon pour l'économie de voir encore baisser le pouvoir d'achat. Pour un peu, la CGT pouvait applaudir la fin de l'engagement. Bref, a ajouté M. Chotard, « si les syndicats acceptent le 0,2 %, je ne suis absolument pas sûr que le CNPF avalisera ».

Faudrait-il aller à la crise ouverte pour régler à chaud le problème ? On peut se poser la question. Sur les solutions à court terme pour l'UNEDIC, c'est également le blocage. M. Chotard a fermement repoussé toute nouvelle augmentation de la cotisation pour les employeurs alors que CFDT, CFTC, FO et CGC sont prêts à accepter une hausse - allant de 0,7 % pour

(1) 1,7 milliard selon le CNPF.

MARCHÉ COMMUN

CHANGER LE TRAITÉ DE ROME ?

« Il faut à l'Europe des budgets agricoles à géométrie variable » nous déclare M. Pierre Muret-Labarthe

Changer ou non le traité de Rome ? Une large réflexion est entamée par la Commission et les Etats membres. Le collège des commissaires européens pourrait adopter, mercredi 10 juillet, une communication sur laquelle les Dix auront à se prononcer. A cette occasion, Pierre Muret-Labarthe pro-

pose des budgets agricoles à géométrie variable, une baisse des prix, des aides directes, ainsi qu'une modification des prises de décision en matière de gestion.

Ancien directeur de la production et des échanges au ministère de l'Agriculture

(d'avril 1980 à mars 1982), Pierre Muret-Labarthe est président de la SIDO (Société interprofessionnelle des oléagineux, protéagineux et cultures textiles). Il préside aussi le conseil de direction de l'ONIFLHOR (Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture).

« L'Europe agricole n'a plus assez d'argent. Cela fait de nombreuses années que cette question du financement de la politique agricole commune, la PAC, est posée. Pourquoi rien n'a-t-il été fait ?

« L'Europe a augmenté ses ressources propres mais la part agricole dans le budget diminue : pour 1986, d'après les indications fournies par la presse, le budget européen doit progresser de 16,5 %, celui du FEOGA (1) de 5,1 % seulement. L'été généralement répandue c'est que l'agriculture est trop chère. Dans le même temps, certains pays conviennent qu'elle ne doit pourtant pas cesser de se développer.

« Dans ces conditions, ou bien on limite les dépenses, ou bien on trouve d'autres ressources.

« Jusqu'à maintenant la Communauté a choisi la première solution : sans doute par refus de reconnaître que les principes ne sont pas intangibles.

« On a mais quelles ressources nouvelles ?

« Soyons brutal. Pourquoi ne pas demander aux Etats qui veulent accroître leur production agricole d'apporter un plus. La Grande-Bretagne ne veut pas payer ; la RFA ne le veut plus, qu'à adopter sur les céréales une attitude apparemment contradictoire. Il faudrait avoir le courage de dire qu'il y a dans le budget agricole une partie commune à nos parties variables selon les pays, fondée sur des critères à réviser en commun (par exemple le produit agricole) et sur des ressources nouvelles (par exemple, entre autres, les cotisations professionnelles).

« Cette idée est défendue depuis plusieurs années par la FNSEA qui est intéressée au premier chef. N'est-ce pas le début d'une « rationalisation » de la PAC ?

« C'est à mon avis tout le contraire : rationaliser c'est permettre à certains pays de distribuer des aides selon leur capacité financière ou leur nécessité politique dans un cadre non communautaire, par exemple en jouant sur la TVA. Le

réalisme consiste, en sens inverse, à permettre que les pays qui souhaitent développer plus que les autres leur agriculture le fassent dans un cadre unique défini par la Communauté et en supportant les contreparties financières. Quant à la FNSEA, si elle est d'accord avec ce que vous appelez le budget à géométrie variable : tant mieux. J'ajoute d'ailleurs que l'évolution de la profession en matière de baisse des prix est très intéressante.

La meilleure méthode

« Parce qu'il faut baisser les prix ?

« Pour les produits en excédent, lait, blé, vin, il y a trois solutions : le quota, la baisse du prix, ou une combinaison des deux. Limiter la production par les quotas, c'est le plus facile mais le moins dynamisant. Une forte baisse des prix sur plusieurs années, c'est la méthode la plus opérationnelle. C'est, si l'on peut dire, le prix à payer pour ne pas avoir une politique agricole administrée, corollaire du système des quotas.

« Et pour les produits pour lesquels l'Europe est déficitaire, on augmenterait les prix ?

« On ne peut pas à la fois réduire les excédents par une indispensable pression sur les prix et ne pas encourager les productions en déficit. Il est également difficile de négocier ce qui est acquis au GATT (2), sauf à la marge : imposer des taxes nouvelles à l'importation est assez illusoire. En revanche, la Communauté doit continuer à favoriser le développement des produits déficitaires.

« L'herbe qui sert à nourrir le bétail n'est pas consommée au GATT ?

« Non bien sûr, mais il y a aussi tous les oléo-protéagineux qui, l'expérience le prouve, sont une solution de rechange à la situation actuelle. Les aides à la production actuelles sont suffisantes. Il faut en maintenir le principe, quitte à les baisser en fonction des gains de

productivité. Au lieu de cela, la Commission a jusqu'à présent adopté une position paradoxale en voulant à la fois continger les céréales et le colza. Il faut éliminer, et j'ai l'impression que, sous l'impulsion du nouveau commissaire, les choses évoluent dans un sens beaucoup plus raisonnable.

« Si l'on baisse les prix des principales productions, céréales, lait, betteraves et vins, le revenu agricole sera en chute libre. C'est la faillite assurée et la disparition du plus grand nombre d'exploitations.

« Si l'on baisse les prix, un complément de revenu devra venir d'ailleurs, c'est-à-dire, pour certains agriculteurs, par l'octroi d'aides directes.

« Sans même parler - on y viendra - de leur coût, la gestion de ces aides ne risque-t-elle pas d'être horriblement compliquée ?

« C'est un problème plus important qu'il n'y paraît a priori. Une mutation intellectuelle doit se faire en ce qui concerne le fonctionnement de la Commission et ses rapports avec les ayants droit. Le système actuel des comités de gestion, groupes de travail, et « règlements fleuve » était peut-être valable à six. Il ne l'est plus à douze. A titre d'exemple, j'ai compté depuis le 15 janvier pas moins de vingt jours de réunions à Bruxelles pour les seules matières grasses, et en ce qui concerne l'huile d'olive mes collaborateurs sont obligés de compter les arbrés.

Quatre raisons

« Comment sortir de cette complexité paralysante ?

« Pas avec moins d'Europe, mais avec une Europe autrement. Le système de gestion des marchés et celui d'octroi des aides devraient être à mon avis décentralisés avec un contrôle a posteriori ; en outre, les offices ou les interprofessions devraient travailler en direct avec Bruxelles, qui définirait un cadre, sans se noyer dans les détails. En tout état de cause, je pense que l'on ne peut continuer dans un système où un surcroît de précautions n'est nullement le gage d'une meilleure efficacité.

« Aides aux produits, aides directes, aides à l'exportation : n'est-ce pas le chaos ?

« La France a tout intérêt à développer sa production agricole. Pour au moins quatre raisons : l'emploi, l'aménagement du territoire, la balance des comptes, et des considérations géopolitiques. C'est aux pouvoirs publics et aux professionnels qu'il appartient de prendre partie pour l'avenir de l'agriculture et d'en

tirer les conséquences, y compris par le biais d'une coresponsabilité bien comprise.

« Tout le monde en France ou presque est d'accord avec le diagnostic, mais on ne voit pas poindre d'initiative. N'y a-t-il pas danger à laisser les réformes se faire en regardant passer les trains, surtout lorsque l'on est la première puissance agricole de la Communauté ?

« Certes, il n'est jamais bon d'avoir raison trop tôt, mais il n'est pas meilleur d'attendre que les autres aient raison à votre place. Peut-être, aujourd'hui comme hier, a-t-on trop tendance à sous-estimer la capacité des agriculteurs à accepter des changements fondamentaux sans qu'ils adoptent une attitude hostile pour ceux qui les ont proposés. Encore faut-il que le projet élaboré en commun porte à la fois sur les problèmes financiers, d'excédents, de revenus et d'organisation administrative sans privilégier un aspect au détriment des autres.

« Cette absence de projet n'est-elle pas le reflet de la société française, qui ignore toujours son présent agricole, et parce que ce secteur n'est finalement pas considéré comme « porteur » pour les hommes politiques ?

« Peut-être avez-vous raison. En tout cas, la conjonction des analyses entre responsables et professionnels est nécessaire si l'on veut que la France ait sa véritable place dans la définition de la « nouvelle PAC ».

« N'oublions pas que c'est parce qu'à une certaine époque cette conjonction a été réalisée que la France a pu, après avoir défini une certaine conception de l'agriculture française et européenne, la faire admettre par ses partenaires. Le problème se pose aujourd'hui un peu dans les mêmes termes. »

Propos recueillis par JACQUES GRALL.

- (1) Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles.
- (2) Accord général sur les tarifs et le commerce.

« La « guerre des pâtes » retardée. La CEE et les Etats-Unis ont décidé d'un commun accord d'ouvrir une négociation dans le cadre d'une rencontre quadripartite avec le Canada et le Japon, sans doute à Saint-Sauveur (Ontario), les 11 et 12 juillet, sur les nouveaux droits de douane dont les deux parties se menacent. Les Etats-Unis devaient relever de 25 % à 40 % ces droits sur les pâtes importées des pays de la CEE. En retour, la CEE avait menacé d'augmenter de 8 % à 30 % les taxes sur les citrons et les noix en provenance des Etats-Unis.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURE DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ km - km	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-U	9,820 9,940	+ 120 + 135	+ 335 + 385	+ 1 065 + 1 165
DM	6,638 6,692	+ 24 + 30	+ 69 + 106	+ 255 + 333
Yen (100)	3,698 3,671	+ 121 + 132	+ 238 + 255	+ 725 + 771
DM	3,438 3,455	+ 130 + 140	+ 250 + 265	+ 730 + 783
Flora	2,796 2,720	+ 74 + 82	+ 132 + 165	+ 490 + 528
F.R. (100)	15,914 15,977	+ 167 + 217	+ 326 + 413	+ 937 + 1 228
S.F.	3,624 3,637	+ 151 + 165	+ 300 + 321	+ 801 + 865
L.F. (100)	4,762 4,765	+ 157 + 135	+ 387 + 271	+ 919 + 838
F. (100)	12,199 12,289	+ 286 + 239	+ 490 + 422	+ 1 041 + 854

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-U	DM	Flora	F.R. (100)	S.F.	L.F. (100)	F. (100)	F. (100)
1/4	8 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
1/2	8 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
3/4	8 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
1	9 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
1 1/4	10 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
1 1/2	11 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
1 3/4	12 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
2	13 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



SOLDES INCROYABLES
MOINS 30 %, 40 %
Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques.
Bureau direction
bois
EN PROMOTION
ROGER H. FRANCE
59-61, rue La Fayette - 75009 PARIS
Tél. : 285-42-41 - Métro : Cadet
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30
du lundi au samedi sans interruption
Expédition de fauteuils dans toute la France

LE SPONSORING SORT DE L'OMBRE

des définitions, des exemples, des témoignages...
un recueil pratique et complet... pour les décideurs

UNION DES ANNONCEURS / S. PIQUET
VUIBERT/GESTION
63, BOULEVARD SAINT-GERMAIN PARIS 5 325 61 00

AFFAIRES

ENTREPRISES

● Pechiney va produire du silicium en Australie.

Pechiney, déjà présent en Australie dans le secteur de l'aluminium, a conclu un accord avec la société australienne Pioneer Concrete pour implanter une usine de silicium à Electra, en Tasmanie. Le projet, dont le coût total est estimé à 34 millions de dollars australiens (environ 210 millions de francs), prévoit, dans un premier temps, la construction d'un four produisant 12 000 tonnes de silicium-métal par an. Ce silicium-métal, destiné à la chimie et aux alliages de métaux, sera vendu en Australie et dans les pays d'Asie-Pacifique par Pechiney. Cette association - 40 % Pechiney, 60 % Pioneer - deviendra le premier producteur de silicium dans la zone Asie-Pacifique, Chine exclue.

● Hi-fi : l'usine Thomson de Maulins intéressée M. Tapie.

La filiale SELIMO de Moulins (Allier) du groupe Thomson qui est spécialisée dans la fabrication de chaînes hi-fi et qui vient de licencier deux cent cinquante salariés (le Monde du 13 juin) intéresserait M. Bernard Tapie. Celui-ci a déjà un pied dans l'audiovisuel : il contrôle la société de négoce NAVS (Nippon audiovisuel) système qui importe des produits audiovisuels, notamment des chaînes hi-fi fabriquées par le japonais Tashiba. M. Vayer, PDG de NAVS a confirmé qu'il discutait avec Toshiba « d'éventuelles productions en France » et a ajouté : « J'ai visité beaucoup d'usines dont celle de Moulins, mais notre décision n'est pas prise ». Rappelons que M. Gilbert Breton, responsable de la branche industrielle du groupe Tapie, est l'ancien directeur de l'usine Thomson-Moulins qu'il a quittée en 1980. (Corresp.)

● La Montedison confirme son entrée dans Bi-Invest.

Le second groupe privé italien, neuvième au classement de la chimie internationale, a confirmé

avoir racheté trente-six millions d'actions de Bi-Invest, une des plus importantes sociétés financières de la péninsule (le Monde du 9 juillet).

● Un nouveau directeur général à l'Union laitière normande.

Le conseil d'administration du groupe coopératif Union laitière normande (trente-cinq mille producteurs, 12,4 milliards de francs de chiffre d'affaires dont 2,4 milliards à l'exportation) a nommé M. Christian Prieur, cinquante-deux ans, directeur général. Il remplace M. Denis Gautier-Sauvagnac, quarante-deux ans, qui dirigeait l'ULN depuis 1979. Celui-ci entendant désormais se consacrer à une carrière politique, dans les rangs du RPR. Il fut de 1978 à 1981 suppléant du député de la Manche, M. Bizet. M. Prieur, ENA, fut de 1967 à 1979, directeur de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés, puis directeur de FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) de 1980 à 1982. Il avait été nommé par M. Michel Rocard président de la Commission chargée de mettre au point la réforme de la fiscalité agricole directe.

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET EURÉKA

Matra développe sa coopération avec l'italien SGS et l'allemand Messerschmitt

De notre correspondant

Bruxelles. - Matra-Harris Semi-conducteurs (MHS), filiale à 51 % de Matra et à 49 % de la société américaine Harris et le groupe public italien SGS vice-assent d'annoncer un accord de coopération, en vue d'accélérer en commun leurs recherches et leur développement en micro-électronique avancée. Par ailleurs, Matra a conclu deux accords concernant l'espace avec le groupe allemand MBB (Messerschmitt). Les accords se situent explicitement dans le cadre d'Eurêka. Ils témoignent du succès que rencontre l'initiative française auprès des entreprises, même si, au stade actuel, ce sont des industriels travaillant déjà ensemble qui intensifient leurs coopérations. Enfin, il intervient à quelques jours des assises européennes de la technologie convoquées les 17 et 18 juillet à Paris, conformément aux décisions prises par le conseil européen de Milan, pour avoir pour objet de préciser les contours du programme Eurêka, son organisation et son financement.

L'accord entre MHS et SGS a cette particularité de faire référence au programme communautaire ESPRIT. Trois projets sont déjà mis en œuvre par les deux groupes dans le cadre d'ESPRIT, et trois nouveaux sont en cours de négociations. L'accord porte sur l'étude d'une unité entièrement automatisée d'assemblage de circuits intégrés. Ce programme, qui comporte l'étude et la mise au point de robots et de logiciels nécessaires à la production automatisée, se répartira entre MHS, SGS France (la filiale française du groupe italien) et SGS Italie, et se concrétisera par l'installation d'une installation pilote à Nantes, dans l'usine MHS. Cet accord doit permettre aux deux sociétés de ramener en Europe les travaux exécutés jusqu'ici en Extrême-Orient, et de satisfaire leurs besoins en assemblages.

L'accord entre MHS et SGS a des objectifs voisins de ceux poursuivis par les quatre signataires (Siemens, Philips, Thomson et

General Electric) d'un regroupement récemment conclu au titre d'Eurêka. Certains industriels s'exclament pas que bientôt les deux accords n'en fassent plus qu'un. S'agissant de l'espace, le premier accord Matra-MBB prévoit la réalisation d'une étude de faisabilité sur la transmission de données par laser et par satellite. Il s'agit d'examiner s'il est possible d'utiliser la réflexion d'un faisceau laser émis du sol sur un miroir équiné par un satellite pour transmettre des données. Le deuxième est un accord-cadre, ouvert à toutes les entreprises qui participent à des programmes spatiaux européens. Son objet est d'installer un réseau télématique reliant les bureaux d'étude et les ordinateurs des firmes qui produisent en commun des satellites. Actuellement, les machines ne communiquent pas entre elles, et les partenaires des programmes européens doivent se transmettre les plans.

PHILIPPE LEMAITRE.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● Transpac : grève des factures. - Les quatre cent cinquante agents généraux de la compagnie d'assurances Les Mutuelles unies ont décidé de ne pas régler les factures de leur deux derniers mois d'abonnement au réseau téléinformatique Transpac, actuellement en difficulté de fonctionnement. Ce réseau assure plus le service pour lequel il a été conçu, a expliqué le syndicat des agents.

● RATP : M. Quin demande la création de quatre cents emplois supplémentaires en 1986. - La RATP doit montrer qu'elle s'inscrit toujours « dans une spirale de développement », a déclaré le 8 juillet devant la presse, M. Claude Quin, président de la RATP en attendant la création de quatre cents emplois supplémentaires en 1986. De fin 1981 à fin 1984, a-t-il rappelé, les effectifs administratifs de la RATP sont passés de 37 200 emplois à 42 420, soit une croissance de 8,65 %. Selon M. Quin, la régie ne pourra pas embaucher plus de vingt bénéficiaires de TUC à l'issue de leur contrat sur les 600 déjà créés en son sein (1 300 à la fin 1985).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET FONDS FRANÇAIS D'INVESTISSEMENT « A.S.F.F.I. »

L'A.S.F.F.I. a tenu son Assemblée Générale annuelle le 20 juin 1985 sous la présidence de M. de Feuilleade de Chaurvin.

L'Assemblée a constaté la poursuite en 1984 du remarquable développement des organismes de placement collectif en valeurs mobilières : leurs actifs ont progressé de 56,5 % sur 1983, atteignant 454 milliards de francs, soit un triplement en 2 ans. Elle a toutefois noté, avec les réflexions que cette situation implique, l'importance prise dans cette évolution par les montants qu'ont recueillis les SIVAV et fonds communs de placement adaptés au placement à court terme (196 milliards d'actifs). Il n'en reste pas moins qu'avec ses 300 SICAV et 1 880 fonds communs de placement, la France se maintient largement en tête des autres pays de la Communauté Économique Européenne, en dépassant la moitié des actifs gérés au sein de cette zone, et en étant dépassée que par les États-Unis et le Japon. C'est dire la place éminente qu'ont désormais prise les organismes de placement collectif en valeurs mobilières dans la collecte de l'épargne des Français.

L'A.S.F.F.I. est restée étroitement associée aux études et aux décisions des Pouvoirs Publics relatives au perfectionnement du statut des OPCVM et de leurs relations avec les souscripteurs. Elle a notamment participé au groupe de travail réuni par la Commission des Opérations de Bourse en vue d'améliorer l'information fournie au public par les divers organismes et de simplifier tant les procédures que la présentation des documents aboutissant à ce résultat. Elle souhaite que les mesures correspondantes soient rapidement adoptées, dans l'intérêt commun de tous les investisseurs.

A l'issue de l'Assemblée, le Comité de Direction a reconduit pour 3 ans les membres du Bureau dans leurs fonctions actuelles :
Président : M. de FEUILLEADE de CHAUVIN ;
Vice-président : MM. BALLEY, HOMOLLE, LERUTH.

Situation du Crédit Lyonnais au 31 mai 1985

La situation au 31 mai 1985 s'établit à 773 332 millions contre 788 090 millions au 2 mai 1985. Au passif, les comptes d'Épargne, Courants Postaux se chiffrent à 40 557 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 306 300 millions de francs. Les ressources fournies par la Caisse de France s'élèvent à 255 435 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 299 100 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 278 234 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 37 319 millions de francs.

Européennes : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.

CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

CERABATI

L'Assemblée générale ordinaire présidée par M. Philippe Garvies a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et l'affectation au report à nouveau du déficit global de 90,9 millions de francs constitué d'un résultat d'exploitation de - 59,6 millions de francs, d'un résultat financier de - 27,5 millions de francs et d'un résultat exceptionnel de - 3,9 millions de francs.

L'Assemblée a nommé deux nouveaux administrateurs : M. Michel Lies et M. Pierre Lhermitte.

En ce qui concerne l'exercice en cours, M. Philippe Garvies a expliqué que malgré un retard dans la réalisation du chiffre d'affaires prévu, le bon contrôle des charges a permis de tenir, à fin mai, l'objectif de résultat du plan de redressement. Cependant, la difficulté actuelle du marché et le foisonnement de la concurrence, rendent toute prévision incertaine.

Groupe MONTENAY

Le groupe MONTENAY vient de se voir confier le contrat de gestion de l'usine de traitement d'ordures ménagères avec récupération de chaleur du DADE COUNTY située à MIAMI, en Floride (USA).

Cette usine, qui traite près de 2 millions de tonnes de résidus urbains par an, et produit plus de 80 mégawatts d'électricité, est la plus importante au monde.

Le chiffre d'affaires de ce contrat est de l'ordre de 20 millions de dollars par an.

CONJONCTURE

Le rapport présenté au Conseil économique et social propose la détaxation partielle des bénéfices réinvestis

« Les tendances de la production à l'automne dépendront largement de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages », note le projet d'avis sur la conjoncture économique au premier semestre soumis au Conseil économique et social, mardi 9 juillet. « Le pouvoir d'achat devrait être en léger progrès à l'automne, estime le rapporteur, M. Jacques Méraud, du fait du ralentissement de la hausse des prix et de la baisse des impôts. (...) On peut donc prévoir une très légère progression [de la production]. » L'évolution de l'indice précurseur que constituent les offres d'emplois non satisfaites en fin de mois donne, d'autre part, une indication utile concernant l'évolution, à quelques mois de distance, de la production industrielle dans son ensemble. On constate que ces offres se sont stabilisées à l'automne 1983 et semblent amorcer une légère remontée. Ce phénomène concorderait assez bien avec une pente très modérément ascendante de la production à compter de l'automne 1985. Le rapporteur prévoit une augmentation un peu supérieure à 1 % du volume du PIB marchand cette année.

Concernant l'emploi, M. Jacques Méraud estime que les « réductions nettes » d'emplois seront moins importantes en 1985 qu'en 1984 (solde créations-suppressions) et « qu'elles pourraient se situer sensiblement au-dessous des deux cent mille de l'an dernier ».

« Comme l'évolution démographique et celle des taux d'activité (départs en retraite ou préretraite, accroissement de l'activité féminine) entraînent une progression de l'ordre de cent trente mille du nombre des candidats à un emploi, compte tenu, d'autre part, de la mise en place progressive des travaux d'ajustement collectif (TUC) à partir de décembre 1984, et dans la mesure où le nombre des bénéficiaires de TUC serait de deux cent mille à la fin de l'année, on pourrait s'attendre que le nombre des demandeurs d'emploi non satisfaits recensés par l'ANPE fin décembre 1985 ne soit pas supérieur à celui de fin décembre 1984. »

« Il faut cependant noter le caractère précise des emplois ainsi créés : en effet, les bénéficiaires de TUC ne pourront pas conserver durablement ce genre d'emploi, et il ne sera pas long temps possible d'ajouter des TUC nouveaux aux anciens, du moins en nombre important ; au mieux, de nouveaux titulaires remplaceront les premiers, lesquels devront bien trouver un emploi plus stable. Donc, si la croissance de l'activité économique

ne se renforce pas davantage au plus tard à l'horizon de douze mois, voire peut-être dix-huit mois, prévu pour les TUC, la stabilisation du nombre des « chômeurs au sens du BIT », réalisée grâce aux TUC, ne sera qu'un phénomène très temporaire. » Et l'inflation qui conditionne directement l'activité et donc aussi l'emploi ? Le projet d'avis note : « Si l'évolution des salaires reste au voisinage de son rythme actuel, il est probable que les hausses de prix à la consommation vont se ralentir encore quelque peu dans les prochains mois et à l'automne 1985. »

Les comptes extérieurs

« L'économie française peut-elle rééquilibrer ses comptes extérieurs dans un délai relativement rapproché ? »

« Le seul élément vraiment favorable à l'amélioration de notre balance en 1985 est l'évolution du cours du dollar : s'il se maintient d'ici à la fin de l'année au voisinage de 9,30 F, la balance commerciale pourrait être, sur l'ensemble de l'année, proche de celui de 1984, donc très légèrement négatif ; si le dollar baissait davantage, la balance pourrait tendre vers l'équilibre. (...) »

« La balance des transactions courantes » se présenterait alors à peu près en 1985 comme en 1984, c'est-à-dire proche de l'équilibre, avec peut-être cette année le risque d'un très léger déficit. Parmi ses composantes « invisibles », c'est principalement l'accroissement de l'excédent du tourisme qui compenserait l'augmentation du poste négatif constitué par les intérêts de la dette extérieure. »

Le projet d'avis propose diverses mesures pour améliorer la situation et d'abord au niveau des connaissances de « l'élaboration de statistiques conjoncturelles sur le nombre des bénéficiaires de travaux d'ajustement collectif et sur les échéances de leur contrat. Il en irait de même pour ce qui est des contrats à durée déterminée. »

De façon plus opérationnelle, le projet d'avis propose que « soit prévue, dans le budget 1986, une détaxation partielle des bénéfices réinvestis par les entreprises. Dans le même but d'alléger les charges des entreprises et de stimuler l'investissement, la diminution déjà engagée des taux d'intérêt devra être poursuivie activement, en relation avec l'évolution du niveau général des prix. »

« Sur le marché national, la reprise de l'accroissement du pouvoir d'achat n'est pas seulement nécessaire pour l'amélioration du niveau de vie, notamment des plus défavorisés, elle est une condition essentielle pour que se poursuive ou s'engage, selon les branches que l'on considère, l'effort d'investissement des entreprises. Il faut que cette augmentation se renforce progressivement au cours de l'année 1986, non par une accélération du rythme de hausse des salaires « nominaux » (ou en francs courants) - qui, par l'accroissement des coûts qu'elle provoquerait, relancerait la hausse des prix et serait néfaste pour notre balance commerciale - mais par un nouveau ralentissement de la hausse des prix elle-même. »

« La référence à la productivité pourrait être un élément de négociation salariale dans le cadre de la politique contractuelle, une égalité d'information étant assurée aux parties contractantes. »

« A propos de l'évolution des prix, il est souhaitable que l'on continue de s'acheminer progressivement, mais le plus rapidement possible, vers la libération complète des prix, en achevant d'abord celle des prix industriels. La mise en œuvre de stratégies plus souples en ce domaine devrait permettre aux entreprises une gestion plus efficace. »

Le projet d'avis suggère un relèvement des allocations familiales pour les familles de trois enfants et plus, l'amélioration de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit, des mesures en vue de stimuler la demande de logements, et l'aménagement du temps de travail.

ÉTRANGER

En RFA

EXCÉDENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EN MAI

Pour la première fois depuis octobre, la balance des paiements de la République fédérale d'Allemagne a été excédentaire en mai de 2,6 milliards de deutschemarks. Ce solde positif est surtout dû à l'intérêt des investisseurs étrangers pour les titres ouest-allemands. La balance des comptes courants a également largement contribué à l'excédent global avec un surplus de 5,9 milliards de deutschemarks. - (AFP.)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

NOUVEAU CRÉDIT

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

AUTOUR DE LA CORDE

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

Le nouveau crédit... (textes très petits et peu lisibles)

50 من الأصل

DES SOCIÉTÉS
ES SOCIÉTÉS
STRESEMMENT L'AS

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 juillet

Nouveau tassement

Pour la cinquième journée consécutive, les cours se sont tassés mardi à la Bourse de Paris. Après M. Dassault, donnèrent le signal du repli des valeurs. De nombreuses valeurs, en particulier, furent particulièrement lourdes (CFP, Esso, Elf, Pri-mat, notamment), en liaison avec les problèmes de l'OPRF.

Seuls les valeurs de la cote, comme L'Oréal, Presses de la Cité, Peugeot, Moët, pour ne citer que les principaux, ont bien résisté. Mais cela ne fut pas suffisant. A la clôture, l'indicateur composite enregistré un recul de 0,4 % environ. En l'espace d'une semaine, sa baisse avoisine 3,7 %. Autour de la corbeille, les professionnels commencent à s'interroger. Ils n'étaient pas encore soucieux mais trouvent la consolidation un peu longue.

A leur avis, il serait temps que le marché se stabilise pour éviter l'écueil. Mais est-ce possible ? Récemment, au mieux de sa forme, Wall Street donne de sérieux signes de faiblesse, dont l'apport en faveur des incertitudes économiques aux États-Unis. Et Paris est sensible à tout ce qui se rapporte à l'expansion outre-atlantique. Du coup, lui, nul n'a tenu compte des résultats de l'enquête menée par la chambre de commerce et d'industrie de Paris dans l'industrie et le commerce de produits industriels ont repris.

La devise-titre a baissé et s'est échangée entre 9,45 F et 9,55 F (contre 9,73 F-9,82 F).

Avec le repli du dollar, l'or à Londres s'est redressé : 314,80 dollars l'once contre 309,25 dollars.

A Paris, le lingot a regagné 50 F à 92 400 F et le napoléon 1 F à 543 F.

Pour des raisons techniques, seules les valeurs de la cote ont été traitées. Les valeurs de la cote ont été traitées.

NEW-YORK

Repli

La reprise enregistrée à la veille du week-end aura été de brève durée. Un mouvement de baisse s'est réinstallé lundi à Wall Street après une nouvelle avance initiale. Tout le terrain gagné a été perdu, et même au-delà. Parvenu à la cote 1 336,47, l'indice des valeurs a finalement rebondi à 1 328,41, soit à 6,04 points en dessous de son niveau précédent.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, le bilan de la séance a été franchement négatif. Sur 2 023 valeurs traitées, 915 ont baissé, 659 ont monté et 451 n'ont pas varié.

De l'avis général, la prudence l'a emporté et les investisseurs ont préféré prendre leurs distances à la veille de la réunion de l'Open Market (marché monétaire), organe stratégique de la Réserve fédérale. C'est aussi dans le courant de la semaine que seront publiés les derniers indicateurs économiques de juin sur les prix de détail à la production.

Enfin, le déficit budgétaire budgétaire reste pesant. Certains craignent que l'augmentation de la masse monétaire n'incline le FED à se montrer réticent à injecter de nouveaux capitaux dans l'économie en abaissant les taux d'intérêt.

L'activité a augmenté et 83,6 millions de titres ont changé de mains contre 62,4 millions vendredi.

Enfin, le déficit budgétaire budgétaire reste pesant. Certains craignent que l'augmentation de la masse monétaire n'incline le FED à se montrer réticent à injecter de nouveaux capitaux dans l'économie en abaissant les taux d'intérêt.

L'activité a augmenté et 83,6 millions de titres ont changé de mains contre 62,4 millions vendredi.

Enfin, le déficit budgétaire budgétaire reste pesant. Certains craignent que l'augmentation de la masse monétaire n'incline le FED à se montrer réticent à injecter de nouveaux capitaux dans l'économie en abaissant les taux d'intérêt.

BOURSE DE PARIS Comptant

9 JUILLET

14												
VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
2 1/2	30 30		2 3/16	Frac. Fournier (Châs. em.)	550	550	Speoterm	126	123	Dow Chemical	239 50	328
5 1/2	48 90		2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	880	875	S.P.I.	572	572	Dresser Bank	500	868
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255	255	Flourens	286	
5 3/4 assort. 45-54			2 1/18	Francia (Cie. Ind.)	310		Sa. Designates	255				

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.